



RAPPORT DE GESTION

**EXERCICE CLOS LE
31 DÉCEMBRE 2021**

RAPPORT DE GESTION

Table des matières

Mise en garde concernant les énoncés prospectifs	2
Aperçu des activités.....	2
Stratégie de la Société.....	7
Perspectives	8
Analyse des résultats pour l'exercice clos le 31 décembre 2021	13
Principales informations financières annuelles.....	27
Analyse des résultats pour le trimestre clos le 31 décembre 2021	29
Principales informations financières trimestrielles	39
Analyse du portefeuille.....	40
Indicateurs de rendement clés et mesures non conformes aux IFRS	53
Situation financière.....	64
Situation de trésorerie et sources de financement.....	65
Actions en circulation et dividendes.....	68
Engagements, garanties et éventualités	71
Facteurs de risque	71
Estimations comptables critiques	82
Changements de méthodes comptables et informations à fournir	83
Contrôles internes	83

Date : le 16 février 2022

Le rapport de gestion qui suit présente une analyse de la situation financière consolidée de goeasy Ltd. et de ses filiales (collectivement, « goeasy » ou la « Société ») au 31 décembre 2021, comparativement au 31 décembre 2020, et les résultats d'exploitation consolidés pour le trimestre et l'exercice clos le 31 décembre 2021, comparativement au trimestre et à l'exercice clos le 31 décembre 2020. Le présent rapport de gestion doit être lu en parallèle avec les états financiers consolidés audités de la Société et les notes annexes pour l'exercice clos le 31 décembre 2021. L'information financière fournie dans le présent rapport de gestion a été préparée selon les Normes internationales d'information financière (« IFRS »), à moins d'indication contraire. Tous les montants en dollars sont exprimés en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire.

Le rapport de gestion est la responsabilité de la direction. Le conseil d'administration a approuvé le présent rapport de gestion à la recommandation du comité d'audit de la Société, qui est composé exclusivement d'administrateurs indépendants, et du comité de l'information financière de la Société.

Le rapport de gestion fait référence à certaines mesures financières qui ne sont pas définies selon les IFRS. Bien que ces mesures n'aient pas de signification normalisée et qu'elles ne peuvent être comparées à des mesures similaires présentées par d'autres sociétés, leur sens est défini dans les présentes ou peut être déterminé par renvoi aux états financiers consolidés de la Société. La Société utilise ces mesures parce qu'elle est d'avis qu'elles facilitent la compréhension de ses résultats d'exploitation et de sa situation financière.

Les documents que la Société a déposés auprès des autorités en valeurs mobilières du Canada, notamment sa notice annuelle, contiennent d'autres renseignements. Ces documents sont accessibles sur SEDAR au www.sedar.com et sur le site Web de la Société au www.goeasy.com (<https://investors.goeasy.com/>).

Mise en garde concernant les énoncés prospectifs

Le présent rapport de gestion contient des énoncés prospectifs concernant goeasy qui visent, sans s'y limiter, ses activités commerciales, sa stratégie, ainsi que sa performance et sa situation financières prévues. Les énoncés prospectifs comprennent, sans s'y limiter, les énoncés à propos du nombre estimatif de nouveaux établissements à ouvrir, des prévisions de croissance des prêts à la consommation, des prévisions annuelles de croissance des produits, des initiatives stratégiques, des nouvelles offres de produits et des nouveaux canaux de distribution, des économies de coûts anticipées, des dépenses d'investissement planifiées, des besoins en capitaux anticipés et de la capacité de la Société à mobiliser suffisamment de capitaux, de liquidité de goeasy, des plans relatifs à des activités et à des résultats futurs, des estimations comptables critiques, de la baisse prévue des taux de radiation sur les prêts adossés à des biens immobiliers et des avantages découlant de la baisse de ces taux, de la taille et des caractéristiques du marché canadien du prêt à risque et de l'arrivée constante sur le marché de concurrents de taille et de type différents. Dans certains cas, les énoncés prospectifs sont des énoncés de nature prédictive, qui dépendent d'événements ou de situations futurs ou qui y renvoient ou qui incluent des termes comme « s'attendre », « continuer », « anticiper », « avoir l'intention », « viser », « planifier », « croire », « budgéter », « estimer », « prévoir », « entrevoir », « cibler » ou la forme négative de ces expressions et d'autres expressions similaires, ou qui indiquent que certaines mesures, ou certains événements ou résultats « peuvent », « pourraient », ou « devraient », respectivement être pris, se produire ou être atteints.

Les énoncés prospectifs sont fondés sur des facteurs et des hypothèses, y compris à l'égard de la croissance attendue, des résultats d'exploitation et des perspectives d'affaires et sont, par leur nature, assujettis à des risques, incertitudes et hypothèses concernant les activités de goeasy, des facteurs économiques et l'industrie en général. Rien ne garantit que les énoncés prospectifs s'avéreront exacts, étant donné que les résultats réels et les événements futurs pourraient différer nettement de ceux exprimés ou sous-entendus dans les énoncés prospectifs de goeasy. Parmi les facteurs importants qui pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent nettement de ceux exprimés dans les énoncés prospectifs notons, sans s'y limiter, la capacité de la Société de conclure de nouveaux contrats de location ou de financement, de percevoir les paiements aux termes des contrats de location et de financement existants, d'ouvrir de nouveaux établissements selon des modalités favorables, d'obtenir de nouveaux établissements franchisés, d'offrir des produits qui intéressent les clients à des prix concurrentiels, de réagir aux modifications législatives, de réagir aux incertitudes liées à des mesures réglementaires, de mobiliser des capitaux moyennant des modalités favorables, d'être compétitive, de gérer l'incidence de litiges (y compris ceux relatifs aux actionnaires), de contrôler les coûts à tous les niveaux de l'organisation et de maintenir et améliorer le système de contrôles internes.

goeasy met en garde le lecteur que la liste des facteurs précédents n'est pas exhaustive. Ces facteurs et d'autres facteurs pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent considérablement des attentes que nous exprimons dans les énoncés prospectifs. D'autres renseignements et descriptions sur ces facteurs sont présentés dans le présent rapport de gestion, y compris dans la section « Facteurs de risques ».

Le lecteur est également prié d'examiner attentivement ces facteurs, ainsi que d'autres facteurs, et de ne pas se fier indûment aux énoncés prospectifs, qui pourraient ne pas être appropriés à d'autres fins. Rien n'oblige la Société (et elle rejette expressément une telle obligation) à mettre à jour ni à modifier les énoncés prospectifs en raison de nouveaux éléments d'information ou d'événements futurs ou pour quelque autre motif que ce soit, sauf si la loi l'exige.

Aperçu des activités

goeasy Ltd., société canadienne dont le siège social se situe à Mississauga, en Ontario, fournit des services de location et de prêts à risque par l'intermédiaire des marques easyhome, easyfinancière et LendCare. Soutenue par plus de 2 300 employés, la Société offre une large gamme de produits et de services financiers, entre autres des articles en location-achat et des prêts garantis et non garantis remboursables par versements. goeasy a pour objectif d'aider les consommateurs à risque à s'engager sur la voie d'un meilleur avenir financier en les aidant à rebâtir leur crédit pour devenir à nouveau admissibles à des prêts à taux préférentiel. Les clients peuvent effectuer des transactions en toute transparence grâce à un modèle omnicanal qui comprend une plateforme en ligne et mobile,

plus de 400 établissements dans tout le Canada, ainsi que des services de financement au point de vente offerts dans les marchés verticaux du commerce de détail, des sports motorisés, de l'automobile, de la rénovation domiciliaire et des soins de santé, par l'intermédiaire de plus de 4 000 commerçants au Canada. Au cours de son histoire, la Société a servi en interne plus de 1,1 million de Canadiens et a octroyé plus de 7,7 milliards \$ de prêts. Un client sur trois du secteur easyfinancière est passé à un taux préférentiel et 60 % des clients ont amélioré leur cote de crédit dans les douze mois suivant l'emprunt.

Comptant 31 années d'expérience dans le domaine de la location et du crédit, goeasy a acquis une connaissance approfondie du consommateur canadien qui a recourt aux prêts à risque. Parmi les 29,6 millions de Canadiens ayant un dossier de crédit actif au 31 décembre 2021, 8,2 millions avaient une cote de crédit de moins de 720 et sont jugés comme des emprunteurs à risque, soit une diminution par rapport à 8,4 millions en 2020 du fait de la tendance à la hausse des cotes de crédit des consommateurs en raison de la pandémie. Collectivement, ces Canadiens ont une dette de 186 milliards \$, en baisse par rapport à 196 milliards \$ en 2020, et constituent le marché cible de la Société. Ces consommateurs, dont un grand nombre ne peuvent obtenir du crédit auprès de banques et d'institutions financières traditionnelles, se tournent vers goeasy pour éviter de payer les frais élevés liés aux prêts sur salaires. En permettant aux consommateurs d'obtenir des taux d'intérêt qui diminuent graduellement, goeasy occupe une place privilégiée afin de concrétiser sa vision d'aider chaque jour les Canadiens à s'engager sur la voie d'un avenir meilleur, dès aujourd'hui.

goeasy finance ses activités au moyen d'instruments de capitaux propres et d'emprunts. Les actions ordinaires de goeasy (« actions ordinaires ») sont inscrites à la Bourse de Toronto (« TSX ») sous le symbole « GSY ». La Société a toujours été en mesure de mobiliser des capitaux supplémentaires à des taux de plus en plus bas afin de poursuivre la croissance de ses activités et dispose de capitaux et d'une capacité d'emprunt qui suffiront pour réaliser ses plans de croissance jusqu'au quatrième trimestre de 2023 selon les hypothèses de croissance interne de la Société. goeasy est notée BB- avec une tendance stable par S&P et Ba3 avec une tendance stable par Moody's.

Accréditée par le Bureau d'éthique commerciale, goeasy est fière d'avoir reçu de nombreux prix en reconnaissance de sa culture exceptionnelle et de sa croissance continue, notamment le Most Admired Corporate Cultures de Waterstone Canada, le prix Glassdoor des plus grands chefs de la direction, le prix Achievers Top 50 Most Engaged Workplaces in North America, le prix Greater Toronto Top Employers, le prix Canada's Top 50 FinTech Companies du Digital Finance Institute, une place au palmarès du TSX30, une place au classement Report on Business des entreprises les plus florissantes du Canada, et a été certifiée Great Place to Work®. La Société est représentée par une équipe diversifiée comptant plus de 75 nationalités dont les membres croient fermement à l'importance de redonner aux collectivités au sein desquelles ils exercent leurs activités. À ce jour, goeasy a recueilli et remis plus de 4,35 millions \$ pour soutenir le partenariat de longue date qu'elle entretient avec BGC Canada, Habitat pour l'humanité et de nombreux autres organismes de bienfaisance locaux.

Aperçu d'easyfinancière

En 2006, easyfinancière, division des prêts à la consommation à risque de la Société, a commencé à exercer ses activités en ayant comme objectif de combler l'écart entre les institutions financières traditionnelles et les onéreux prêteurs sur salaire. Le secteur des prêts à la consommation de la Société est un des principaux fournisseurs de crédit à risque au Canada et exerce ses activités par l'entremise des marques easyfinancière et LendCare (grâce à une acquisition réalisée en 2021 qui est présentée plus en détail aux paragraphes suivants).

Historiquement, la demande pour les prêts à risque au Canada était comblée par les divisions de prêts à la consommation de plusieurs importantes institutions financières internationales. Depuis 2009, plusieurs des grands acteurs du marché fonctionnant avec des succursales (y compris Wells Fargo, HSBC Finance et CitiFinancière) ont soit mis fin à leurs activités ou considérablement réduit leur taille en raison de modifications aux réglementations bancaires en ce qui a trait aux exigences de fonds propres ajustées en fonction des risques. Aujourd'hui, les institutions financières traditionnelles sont souvent réticentes à offrir des solutions de crédit ou dans l'incapacité de le faire aux clients qui sont jugés à plus haut risque en raison de leur situation financière ou d'un historique de crédit qui laisse à désirer. C'est pourquoi une grande variété de participants du marché répondent actuellement à cette demande en offrant différents produits comme des prêts automobiles, des cartes de crédit, des prêts remboursables par versements, des programmes de financement au détail, des prêts aux petites entreprises et des prêts

immobiliers garantis. Généralement, les participants du secteur ont tendance à se concentrer sur un seul produit plutôt que d'offrir aux clients une vaste gamme intégrée de produits et services financiers. Par conséquent, easyfinancière est un des rares prêteurs à risque à l'échelle du Canada qui réussit dans ce marché.

Le modèle économique d'easyfinancière est fondé sur le prêt de capitaux sous forme de crédit à la consommation non garantis ou garantis principalement à des emprunteurs à risque qui n'ont généralement pas accès au crédit offert par des sources traditionnelles comme les grandes banques. Les prêts octroyés, d'au plus 50 000 \$, sont assortis de taux d'intérêt de 9,9 % à 46,9 % et sont remboursables par des versements fixes. Chaque paiement effectué par un emprunteur fait l'objet d'une déclaration auprès des agences d'évaluation du crédit afin d'aider les clients à rebâtir leur crédit. easyfinancière offre également plusieurs produits accessoires optionnels, entre autres un programme de protection pour les clients qui offre de l'assurance crédit, un programme d'avantages habitation et automobile qui offre de l'assistance routière, une garantie d'écart qui protège acheteur et prêteur en cas de demande d'indemnisation pour perte totale, une garantie couvrant certains produits dont l'achat est financé, et un outil de surveillance et d'optimisation du crédit qui permet aux clients de bien comprendre les mesures qu'ils doivent prendre pour rebâtir leur crédit et améliorer leur situation financière.

La Société perçoit des intérêts sur les prêts qu'elle consent à ses clients et reçoit également des commissions sur les produits accessoires optionnels qu'elle offre par l'intermédiaire de fournisseurs tiers. Les intérêts, les commissions additionnelles et les différents honoraires représentent l'ensemble du rendement total du portefeuille de prêts de la Société. Le rendement total du portefeuille de la Société par rapport au coût du capital et aux pertes sur prêts est un indicateur principal de la rentabilité.

Comme prêteur, la Société s'attend à subir des pertes de crédit liées aux clients qui n'arrivent pas à rembourser leurs prêts. Étant donné le risque plus élevé que constitue un emprunteur à risque, les taux d'intérêt plus élevés exigés par la Société sont le reflet des pertes de crédit. Les modèles de crédit exclusifs à la Société lui permettent de fixer le risque au niveau qu'elle est disposée à prendre. La Société pourrait réduire le risque de crédit qu'elle prend et ses pertes sur prêts, ce qui aurait toutefois pour effet de diminuer le volume rentable de prêts. De même, la Société pourrait prendre plus de risques afin de favoriser la croissance et la rentabilité, ce qui augmenterait les pertes et aurait des répercussions en aval sur le coût du capital et l'accès à celui-ci. Ultiment, l'objectif de la Société est d'optimiser la rentabilité et les marges d'exploitation en trouvant le bon équilibre entre la vitesse d'octroi des prêts (les demandeurs qu'elle approuve) et le taux de pertes du portefeuille.

La Société offre ses produits et ses services par l'intermédiaire d'un modèle économique omnicanal, y compris un réseau de succursales de détail, une plateforme numérique et des partenariats avec des prêteurs indirects. Au 31 décembre 2021, la Société exploitait 294 établissements easyfinancière (dont 5 kiosques dans les magasins easyhome et 3 centres d'activités) dans dix provinces canadiennes. En plus du réseau de succursales de détails, les clients peuvent également effectuer leurs transactions en ligne. Ce mode de transactions demeure une source importante d'acquisition de nouveaux clients et compte pour 41 % du volume de demandes reçues par la Société. La Société octroie également des prêts par l'intermédiaire de son canal de points de vente qui compte des centaines de partenariats conclus avec des détaillants et des marchands. Par l'intermédiaire du partenariat conclu en 2019 avec PayBright, fournisseur de premier plan au Canada dans le domaine du financement aux points de vente, la Société peut offrir des produits de prêts à risque remboursables par versements sur la plateforme de PayBright au point de vente. Ce partenariat s'est poursuivi avec l'acquisition par Affirm Inc. de PayBright en 2020.

Le 30 avril 2021, la Société a acquis la totalité des actions en circulation de LendCare Holdings Inc. (« LendCare »), société canadienne spécialisée dans le crédit à la consommation au point de vente et les technologies fondée en 2004. LendCare est une société de prêts à la consommation non bancaires qui utilise la technologie pour offrir un vaste éventail de solutions au point de vente afin d'aider les clients de ses partenaires commerçants à financer l'achat de biens et de services. S'appuyant sur son logiciel de gestion de prêts exclusif, LendCare se spécialise dans le financement d'achat aux consommateurs dans les marchés verticaux des sports motorisés, de l'automobile, du commerce de détail, des soins de santé et de la rénovation domiciliaire. LendCare offre également des produits accessoires, comme l'assurance crédit en cas de décès, d'invalidité ou de perte d'emploi, la garantie d'écart et l'assurance garantie. L'acquisition de LendCare a accéléré l'expansion de la Société dans le canal du financement au point de vente et lui a donné accès à une gamme de produits quasi préférentiels complémentaires, ce qui améliore

et diversifie le profil de crédit de la Société et permet à goeasy d'accroître davantage sa présence sur l'ensemble du marché du crédit et d'augmenter la cote de crédit moyenne pondérée de ses emprunteurs.

Bien que la Société tire parti de multiples canaux de distribution afin d'attirer de nouveaux clients, environ 71 % des prêts sont gérés à partir de succursales locales. Forte de ses nombreuses années d'expérience dans le marché du prêt à risque, la Société est d'avis qu'un modèle omnicanal optimise le rendement et la rentabilité des prêts, tout en offrant une expérience client personnalisée et de proximité. La fidélité des clients établie à l'aide de ces relations personnelles directes contribue à accroître la longévité de la relation avec les clients et à améliorer le remboursement des prêts, ce qui en fin de compte mène à une diminution des radiations et à une hausse de la valeur à vie des clients.

En plus de son modèle omnicanal unique, la Société se démarque également de ses concurrents en raison de l'expérience qu'elle offre à ses clients, tout particulièrement en les aidant à rebâtir leur crédit et à redevenir admissibles à des emprunts à taux préférentiel. Grâce à sa large gamme de produits, la Société permet aux clients d'obtenir des taux d'intérêt qui diminuent graduellement, ainsi que d'accéder à des produits pour rebâtir le crédit comme le prêt de départ creditplus, à de l'éducation financière gratuite et à des outils et services qui les aident à mieux comprendre et gérer leur cote de crédit. Que le client cherche à établir, à rétablir, à bâtir ou à renforcer son profil de crédit en empruntant des fonds ou en utilisant la valeur de sa maison pour obtenir un prêt d'un montant supérieur assorti d'un taux moins élevé, easyfinancière offre des solutions de prêt qui répondent mieux aux besoins de chaque personne.

Forte de ses nombreuses années d'expérience et de son approche rigoureuse à l'égard de la croissance et de la gestion des risques, easyfinancière présente un historique de crédit stable et constant. Depuis la centralisation de l'approbation du crédit en 2011, la Société a réussi à maintenir les taux de radiations nets annualisés dans sa fourchette cible. Les décisions relatives à l'octroi des prêts sont prises en utilisant des modèles d'évaluation du crédit exclusifs qui font appel à l'apprentissage machine et à des outils d'analyse avancés afin d'optimiser l'équilibre entre le volume de prêts et les pertes de crédit. Ces modèles ont été élaborés et peaufinés au fil du temps en tirant parti des données tirées du grand nombre de demandes reçues des clients, des données démographiques, des données sur les emprunts et les remboursements ainsi que des données bancaires des clients qui servent à établir leur solvabilité, leur limite de crédit et le taux d'intérêt qui leur est accordé. Ces modèles permettent de prédire avec plus de précision le risque de défaut d'un client à risque qu'une cote de crédit traditionnelle le ferait. Le risque de crédit est atténué encore davantage grâce aux meilleures pratiques de souscription du secteur qui comprennent la préqualification, l'approbation du crédit, le calcul de la capacité financière, la vérification centralisée de prêts et le remboursement par le client au moyen de débits électroniques préautorisés directement dans son compte bancaire le jour où il reçoit sa paie régulière. La Société exige également que les demandeurs qui obtiennent directement un prêt à la consommation fournissent des pièces justificatives. Avec les modèles d'évaluation du crédit personnalisés exclusifs à la Société et les relations personnelles que nouent les employés avec les clients dans les succursales, la Société croit qu'elle a trouvé le bon équilibre entre croissance, gestion prudente du risque et souscription.

Aperçu d'easyhome

Plus importante société de location-achat au Canada, easyhome exerce ses activités depuis 1990 et offre à ses clients de l'ameublement, des électroménagers et des appareils électroniques de marque aux termes de contrats de location flexibles. En 2021, easyhome a contribué à hauteur de 18 % aux produits consolidés (22 % en 2020) et les produits tirés de la location ont représenté 80 % des produits d'easyhome (84 % en 2020).

À partir des 158 établissements, incluant 34 établissements franchisés, ou de sa plateforme de commerce électronique, les Canadiens choisissent easyhome comme une solution de rechange à l'achat ou au financement de leurs achats. Sans exiger de mise de fonds ni procéder à la vérification du crédit, easyhome offre une solution souple aux consommateurs qui leur permet d'obtenir les biens dont ils ont besoin, tout en ayant la possibilité de mettre fin à leur contrat de location en tout temps et sans pénalité.

En 2017, easyhome a commencé à offrir des produits de prêts non garantis dans près d'une centaine de ses établissements. Au 31 décembre 2021, easyhome comptait 120 établissements où ses produits de prêts étaient offerts. Cette croissance a permis à la Société d'étendre encore plus la distribution de ses produits de services financiers en tirant parti de ses établissements existants et de ses employés. Cette transition a permis aux établissements d'easyhome de diversifier leur offre de produits et de répondre à un plus grand nombre de besoins des clients en matière de financement.

En 2019, easyhome a commencé à déclarer les paiements effectués par ses clients aux agences d'évaluation du crédit, de sorte à s'ancrer encore davantage dans sa vision d'offrir à ses clients une voie vers un avenir meilleur. En effectuant leurs paiements à temps, les clients d'easyhome peuvent bâtir leur crédit et utiliser chaque transaction avec easyhome comme une étape pour obtenir d'autres produits et services financiers offerts par easyfinancière.

Secteurs d'exploitation à présenter

Aux fins de la présentation de l'information financière, la Société comprend deux secteurs d'exploitation à présenter :

- Le secteur d'exploitation easyfinancière octroie des capitaux à des emprunteurs à risque sous forme de prêts à la consommation garantis et non garantis. L'offre de produits d'easyfinancière comprend des prêts remboursables par versements non garantis et des prêts remboursables par versements garantis par des biens immobiliers. Le secteur d'exploitation LendCare se spécialise dans le financement d'achat aux consommateurs dans les catégories des sports motorisés, de l'automobile, du commerce de détail, des soins de santé et de la rénovation domiciliaire. La majorité des prêts de LendCare sont garantis par des biens des particuliers ou par un avis de sûreté. La Société regroupe les activités d'easyfinancière et de LendCare dans un seul secteur d'exploitation à présenter nommé easyfinancière, en raison de la similarité entre leurs caractéristiques économiques, le profil de leur clientèle, la nature de leurs produits et leur environnement réglementaire. Le regroupement reflète le plus fidèlement la nature et les résultats financiers des activités commerciales menées par la Société, ainsi que l'environnement économique et réglementaire global dans lequel elle exerce ses activités.

Le principal décideur opérationnel de la Société, que la Société a jugé être son chef de la direction, utilise les mêmes indicateurs de rendement clés pour affecter les ressources et évaluer le rendement des secteurs d'exploitation. Le principal décideur opérationnel utilise plusieurs indicateurs pour évaluer le rendement des secteurs d'exploitation, notamment le volume des prêts à la consommation octroyés et la marge ajustée en fonction du risque des activités (y compris le rendement des portefeuilles de prêts à la consommation, déduction faite du taux de perte annualisé). Ces indicateurs financiers et de rendement clés, qui sont utilisés pour évaluer les résultats, gérer les tendances et affecter des ressources à chacun des secteurs d'exploitation, étaient similaires et devraient le demeurer. En outre, la Société centralisera et partagera progressivement certaines fonctions communes, dont la fonction finances, ainsi que certains aspects relatifs aux ressources humaines et aux technologies de l'information.

Les clients servis par les secteurs easyfinancière et LendCare sont des consommateurs canadiens, dont la majorité sont classés comme emprunteurs à risque et recherchent des solutions financières de rechange à celles d'une banque traditionnelle. Ces consommateurs ont recours à un large éventail de produits financiers et passent d'un produit à l'autre dans chaque secteur. En outre, la nature des produits vendus par chacun des secteurs et les méthodes de distribution de ces produits sont similaires. Les secteurs easyfinancière et LendCare proposent des prêts remboursables par versements garantis ou non garantis, qui sont offerts par l'entremise d'un réseau de succursales ou de partenariats avec des commerçants, ainsi que sur une plateforme numérique en ligne. De plus, ces deux secteurs sont assujettis aux mêmes lois et règlements fédéraux et provinciaux qui s'appliquent au secteur des prêts à la consommation.

- Le secteur d'exploitation à présenter easyhome offre des services de location pour l'ameublement, les électroménagers et l'électronique ainsi que des prêts non garantis aux consommateurs de détail.

Stratégie de la Société

La Société a élaboré une stratégie qui repose sur quatre piliers stratégiques clés. Ces priorités sont demeurées constantes depuis 2017 et continuent d'être mises en œuvre dans les initiatives stratégiques de la Société, puisqu'elles renforcent sa vision d'aider les clients à risque à retrouver la voie vers l'amélioration de leur cote de crédit, des taux d'intérêt plus bas et un avenir meilleur.

Les quatre piliers stratégiques de la Société sont de mettre l'accent sur le développement d'un vaste éventail de produits de crédit, d'étendre ses canaux et ses points de distribution, de diversifier sa présence géographique et, finalement, de se concentrer à améliorer le bien-être financier des clients au moyen de ses produits, de ses prix, de ses outils et services accessoires et de ses relations avec les clients.

Gamme de produits

L'objectif de la Société est de pouvoir proposer une gamme complète de produits de crédit pour les consommateurs à risque, laquelle comprend actuellement des produits de prêts non garantis et de prêts garantis à taux d'intérêt ajustés en fonction du risque et un éventail complet de services accessoires à valeur ajoutée. Au 31 décembre 2021, la Société offre des prêts non garantis remboursables par versements traditionnels, des prêts remboursables par versements garantis par un bien immobilier, du financement de véhicules automobiles et des prêts pour financer l'achat au détail de biens, d'articles de sports motorisés et de véhicules récréatifs, et de produits et services de rénovation domiciliaire et de soins de santé. À long terme, la Société continuera à étendre et à accroître son offre de produits en ayant comme objectif de permettre aux consommateurs à risque d'accéder aux mêmes choix et options que ceux offerts aux consommateurs de premier ordre par une banque traditionnelle. À mesure que la Société met sur le marché de nouveaux produits, elle tiendra compte des produits conventionnels existants et développera de nouvelles formes de crédit qui répondent aux besoins uniques de ses clients et qui pourront contribuer à améliorer de façon significative leur santé financière. Les prochains produits qui pourraient être offerts comprennent des cartes de crédit, des marges de crédit et d'autres produits visant à établir des antécédents de crédit, y compris du crédit garanti par des fonds.

Expansion des canaux

La Société exerce ses activités à partir de trois canaux de distribution et d'acquisition distincts et complémentaires, qui comprennent 411 succursales offrant des services de financement (dont 291 succursales easyfinancière et 120 magasins easyhome où des prêts sont offerts depuis le 31 décembre 2021), sa plateforme en ligne et son financement au point de vente accessible auprès d'environ 4 000 établissements concessionnaires et commerçants partenaires. Selon le volume en dollars des octrois de prêts pour 2021, le canal des succursales au détail a représenté 24,8 % du volume de demandes et 57,2 % des octrois de prêts, la plateforme en ligne, 53,8 % du volume de demandes et 26,4 % des octrois de prêts, et le financement au point de vente, 21,4 % du volume de demandes et 16,3 % des octrois de prêts. De l'ensemble des prêts octroyés, 70,8 % ont été financés ou gérés par une succursale, 22,5 % ont été financés ou gérés par l'entremise du canal des points de vente, tandis que les autres ont été gérés par le centre national des services partagés de la Société. L'expansion des canaux de distribution est une priorité stratégique clé alors que la Société cherche de nouvelles façons de rendre le crédit accessible de manière pratique pour ses clients. La Société continuera de poursuivre de nouvelles possibilités, comme l'expansion de son réseau de succursales de détail, l'amélioration de l'expérience numérique pour la rendre plus dynamique et personnalisée au moyen de services mobiles, l'ajout de nouveaux établissements concessionnaires d'automobiles et de véhicules de sports motorisés, l'ajout de nouveaux commerçants partenaires et la recherche de nouvelles sources de financement auprès de prêteurs tiers ou de partenaires de référencement. Le marché des points de vente demeure une occasion extrêmement intéressante étant donné que les consommateurs tendent à étaler leurs paiements selon un modèle acheter maintenant, payer plus tard. Cette occasion et l'insuffisance de crédit de deuxième chance au Canada ont incité la Société à conclure en 2019 un partenariat avec PayBright, maintenant Affirm, et à faire l'acquisition de LendCare.

Diversification géographique

Le Canada constituera encore un important marché de croissance pour goeasy pour de nombreuses années avec plus de 8,2 millions d'emprunteurs canadiens à risque, pour qui l'accès au crédit est limité. Le marché est vaste et mal servi, ce qui offre à la Société de la marge de manœuvre pour prendre de l'expansion. Même si elle comptait déjà 294 établissements easyfinancière à la fin de 2021, la Société estime pouvoir encore en augmenter le nombre entre 300 à 325 à l'échelle du Canada dans les années à venir. La Société continuera d'ouvrir progressivement de nouvelles succursales dans des marchés choisis afin d'étendre sa présence. En particulier, l'augmentation du nombre de succursales de détail se concentrera sur la province du Québec, laquelle représente un débouché important, et sur une présence accrue dans des marchés urbains importants comme Toronto et Vancouver. La Société continue également de miser sur l'ajout de nouveaux concessionnaires et commerçants partenaires partout au Canada afin d'accroître la distribution de ses produits et de les rendre plus accessibles à l'ensemble des Canadiens.

La Société est aussi d'avis que les marchés internationaux offrent des possibilités importantes, et que le modèle économique d'easyfinancière pourrait y être reproduit. Les deux marchés qu'elle considère comme les plus attirants sont ceux des États-Unis et du Royaume-Uni. On estime qu'il y a plus de 100 millions de consommateurs à risque aux États-Unis et plus de 12 millions de consommateurs à risque au Royaume-Uni. Les consommateurs dans ces marchés utilisent des produits de crédit comme ceux offerts par la Société. La Société continue d'explorer les occasions d'acquisitions potentielles au sein du secteur canadien des services financiers ainsi que dans ces marchés internationaux.

Bien-être financier

La Société se démarque de ses concurrents sur un seul point, soit l'accent qu'elle met sur le bien-être financier de ses clients, plus particulièrement le fait qu'elle offre à ses clients la possibilité d'améliorer leur crédit et de retrouver l'accès aux emprunts à taux préférentiel. Comme le Canada compte 8,2 millions d'emprunteurs à risque, dont 69 % se sont fait refuser du crédit par les banques et d'autres institutions financières, goeasy joue un rôle très important dans l'écosystème financier. En donnant accès au crédit et une deuxième chance à ses clients, la Société leur sert de tremplin en les aidant à rebâtir leur crédit au moyen de produits dont chaque paiement fait l'objet d'un rapport auprès des agences d'évaluation du crédit. La Société est fière d'avoir aidé plus de 60 % de ses clients à améliorer leur cote de crédit alors qu'un client sur trois est redevenu admissible à des prêts à taux préférentiel. La Société offre également aux consommateurs la possibilité de réduire leurs coûts d'emprunt en donnant progressivement accès à des produits dont les taux d'intérêt sont plus faibles à ses clients qui effectuent leurs paiements à temps. De 2017 à 2021, la Société a réduit les intérêts moyens pondérés perçus sur ses prêts de 46 % à 33,5 %.

La Société s'est toujours démarquée de la concurrence en voyant au-delà de la première transaction avec un client, en misant plutôt sur les relations personnelles fondées sur la confiance et le respect pour la situation unique de chaque client. La Société est fière d'offrir gratuitement à tous les Canadiens un centre de littératie financière qui comprend des centaines d'articles et d'outils pour aider les clients à mieux comprendre et à mieux gérer leurs finances personnelles.

Alors que la Société poursuit son évolution, il est particulièrement important qu'elle s'assure que sa gamme de produits et de services répond aux besoins de ses clients sur l'ensemble du marché du crédit. Que le client tente d'établir son crédit à titre de nouveau Canadien ou de rétablir son crédit après avoir vécu un événement marquant, la gamme de produits progressifs de goeasy permet à tous les clients d'accéder à des solutions de prêt honnêtes et responsables.

Perspectives

L'information présentée dans la présente rubrique est visée dans son intégralité par la rubrique « Mise en garde concernant les énoncés prospectifs » du présent rapport de gestion.

Mise à jour sur les perspectives pour 2021

En dépit des répercussions persistantes de la COVID-19, la Société a affiché un solide rendement commercial tout au long de l'exercice 2021, notamment un résultat d'exploitation ajusté, un résultat net ajusté et un résultat dilué par action ajusté qui ont atteint des niveaux records. La situation financière de la Société a été améliorée par la contribution des résultats de LendCare et la bonne croissance interne du portefeuille de prêts à la consommation de la Société. En outre, la Société est demeurée bien capitalisée tout au long de l'exercice avec des liquidités et une capacité de financement totalisant environ 978 millions \$ au 16 février 2022, ainsi qu'un levier financier utilisé de manière prudente. L'entreprise est en bonne position pour faire face à la volatilité de l'économie et aux pressions financières.

Les prévisions de la Société pour 2021 ainsi que les hypothèses et facteurs de risque ont été présentés dans le rapport de gestion au 31 décembre 2020. Étant donné que les prévisions de la Société ne tenaient pas compte de l'acquisition de LendCare, la Société a révisé ces prévisions dans le rapport de gestion au 30 juin 2021. La performance de la Société par rapport à ces prévisions révisées pour l'exercice 2021 se détaille comme suit :

	Résultats réels pour 2021	Prévisions mises à jour pour 2021	Issue
Portefeuille de prêts à la consommation bruts à la fin de l'exercice	2,03 milliards \$	1,95 milliard \$ à 2,05 milliards \$	Conforme aux prévisions
Nouveaux établissements d'easyfinancière ouverts au cours de l'exercice	27	20 à 25	Supérieur aux prévisions
Rendement total des prêts à la consommation (y compris les produits accessoires) ¹	42,1 %	40 % à 42 %	Conforme aux prévisions
Croissance totale des produits de la Société	26,6 %	24 % à 27 %	Conforme aux prévisions
Radiations nettes exprimées en pourcentage de la moyenne des prêts à la consommation bruts	8,8 %	8,5 % à 10,5 %	Conforme aux prévisions
Total de la marge d'exploitation de la Société (réel/ajusté ^{1, 2})	34,0 %/38,3 %	35 % +	Conforme aux prévisions
Rendement des capitaux propres (réel/ajusté ^{1, 2})	36,7 %/26,2 %	22 % +	Conforme aux prévisions
Flux de trésorerie disponibles liés aux activités d'exploitation avant la croissance nette des prêts à la consommation bruts ²	260 millions \$	190 millions \$ à 230 millions \$	Supérieur aux prévisions ³
Ratio dette nette sur capitalisation nette ¹	65 %	64 % à 66 %	Conforme aux prévisions

¹ Le rendement total des prêts à la consommation (y compris les produits accessoires), le total de la marge d'exploitation de la Société ajusté, et le rendement des capitaux propres ajusté sont des ratios non conformes aux IFRS, le ratio dette nette sur capitalisation nette est une mesure de gestion du capital, et les flux de trésorerie disponibles liés aux activités d'exploitation avant la croissance nette des prêts à la consommation bruts est une mesure non conforme aux IFRS. Les mesures non conformes aux IFRS, les ratios non conformes aux IFRS et les mesures de gestion du capital ne sont pas définis selon les IFRS, n'ont pas de signification normalisée et, par conséquent, pourraient ne pas être comparables à des mesures semblables présentées par d'autres entités. Voir la description dans les rubriques « Analyse du portefeuille », « Indicateurs de rendement clés et mesures non conformes aux IFRS » et « Situation financière ».

² Pour l'exercice 2021, la Société a enregistré des éléments d'ajustement qui ne sont pas survenus dans le cours normal des activités commerciales, d'un montant important, qui ont une grande portée, ce qui, selon la direction, ne reflète pas le rendement sous-jacent des activités. Ces éléments d'ajustement comprennent les coûts de transaction et d'intégration pour l'acquisition de LendCare, la provision pour pertes sur prêts au jour 1 liée à l'acquisition du portefeuille de prêts de LendCare, l'amortissement des immobilisations incorporelles acquises dans le cadre de l'acquisition ainsi que les profits réalisés et latents de réévaluation des profits à la juste valeur des placements pour l'exercice. Ces éléments d'ajustement sont présentés à la rubrique « Indicateurs de rendement clés et mesures non conformes aux IFRS ».

³ Les flux de trésorerie disponibles liés aux activités d'exploitation avant la croissance nette des prêts à la consommation bruts ont été supérieurs aux prévisions en raison de résultats et de charges sans effet de trésorerie comme la charge au titre des créances irrécouvrables légèrement plus élevés que ceux qui étaient prévus.

Prévisions sur trois ans

La Société poursuit la mise en œuvre d'une stratégie à long terme qui consiste à élargir sa gamme de produits, à développer ses canaux de distribution et à tirer parti d'une tarification fondée sur le risque pour réduire les coûts d'emprunt pour les consommateurs et ainsi prolonger ses relations avec les clients. Par conséquent, le rendement total tiré de son portefeuille de prêts à la consommation diminuera graduellement, tandis que les taux de radiations nets demeurent stables et que les marges d'exploitation s'accroissent.

La bonne position financière de la Société, combinée aux tendances favorables du contexte économique canadien, crée un environnement positif permettant à l'organisation de poursuivre sa longue feuille de route de croissance. La Société a communiqué de nouvelles prévisions sur trois ans pour les exercices 2022 à 2024. Les prévisions pour 2022 et 2023 ont été mises à jour pour refléter les plus récentes perspectives.

Les prévisions présentées ci-dessous tiennent compte du plan de croissance interne prévu de la Société et ne tiennent pas compte de l'incidence de fusions ou d'acquisitions futures ni des profits ou des pertes associés à ses participations.

	Prévisions pour 2022	Prévisions pour 2023	Prévisions pour 2024
Portefeuille de prêts à la consommation bruts à la fin de l'exercice	2,4 milliards \$ à 2,6 milliards \$	2,9 milliards \$ à 3,1 milliards \$	3,4 milliards \$ à 3,6 milliards \$
Nouveaux établissements d'easyfinancière qui seront inaugurés au cours de l'exercice	15 à 20	10 à 15	5
Total des produits de la Société	0,97 milliard \$ à 1,00 milliard \$	1,10 milliard \$ à 1,14 milliard \$	1,24 milliard \$ à 1,28 milliard \$
Rendement total des prêts à la consommation (y compris les produits accessoires) ¹	36,5 % à 38,5 %	35,0 % à 37,0 %	34,0 % à 36,0 %
Radiations nettes exprimées en pourcentage de la moyenne des prêts à la consommation bruts	8,5 % à 10,5 %	8,0 % à 10,0 %	8,0 % à 10,0 %
Total de la marge d'exploitation de la Société	35 % +	36 % +	37 % +
Rendement des capitaux propres	22 % +	22 % +	22 % +

¹ Le rendement total des prêts à la consommation (y compris les produits accessoires) est un ratio non conforme aux IFRS. Les ratios non conformes aux IFRS ne sont pas définis selon les IFRS, n'ont pas de signification normalisée et, par conséquent, pourraient ne pas être comparables à des mesures semblables présentées par d'autres entités. Voir la description à la rubrique « Analyse du portefeuille ».

Ces prévisions sont assujetties à des hypothèses importantes utilisées pour élaborer ces énoncés prospectifs et aux facteurs de risque identifiés ci-après.

Hypothèses clés

Pour formuler les indications présentées ci-dessus, la Société pose une série d'hypothèses qui comprennent notamment ce qui suit :

Contexte

- L'économie s'améliore et se stabilise progressivement.
- La demande de prêts à risque ne cesse de croître sur le marché.
- Les effets de la pandémie de COVID-19 continueront de s'estomper en 2022.

Établissements de goeasy

- Le plan d'ouverture de nouveaux établissements se déroule conformément aux objectifs fixés par la Société.
- Les investissements continus dans de nouvelles succursales, les nouvelles possibilités de croissance et le marketing accru stimuleront l'octroi de prêts à la consommation.

Croissance du portefeuille

- La Société met en œuvre les initiatives de croissance décrites dans son plan stratégique, y compris l'expansion des produits de prêts, l'expansion géographique au Canada et la pénétration accrue de ses produits de prêts à taux d'intérêt ajustés en fonction du risque, de ses produits de prêts indirects aux points de vente, de ses produits de prêts garantis et de ses produits de prêts easyhome.
- La croissance du portefeuille de prêts à la consommation se poursuit, grâce à de nouveaux canaux de distribution, à une expansion géographique accrue et à la croissance soutenue des produits de prêts existants de la Société.
- Les produits générés par les activités d'easyhome de la Société sont stables, et les prêts à la consommation d'easyhome continuent de croître.

Liquidité et financement

- La Société continue d'avoir accès à du capital de croissance à un coût raisonnable.

Rendement des produits

- La Société s'attend à une diminution du rendement sur la période des perspectives en raison d'une modification de la composition des produits, de l'utilisation accrue d'une tarification ajustée en fonction du risque au sein de son portefeuille, de la croissance du financement indirect au point de vente, des produits de prêts garantis et de l'intensification des activités de prêt dans les provinces où les taux d'intérêt sur les prêts sont plus faibles.
- Le rendement effectif obtenu à la vente de produits accessoires diminue à mesure que la taille moyenne des prêts augmente.
- Les rendements et les taux de pertes des produits de prêts à taux d'intérêt ajustés en fonction du risque et de prêts garantis sont conformes aux estimations budgétaires et au plan stratégique de la Société.

Rendement en matière de crédit

- Les taux de radiations nettes pour les produits existants se maintiennent aux niveaux actuels, tandis que les taux de radiations nettes pour les produits de prêts à taux d'intérêt ajustés et les produits de prêts garantis continuent de dégager un rendement conforme aux prévisions de la Société.
- La composition des clients acquis par l'intermédiaire de chacun des canaux d'acquisition de la Société, et la composition des emprunteurs nouveaux et existants, sont conformes aux estimations dans les prévisions de la Société.

Rendement des placements

- La juste valeur des placements est présumée inchangée, car aucune prévision n'a été faite à l'égard des variations de la valeur comptable du portefeuille de placements.

Fusions et acquisitions

- Aucune fusion ou acquisition n'a été envisagée dans les prévisions.

Principaux facteurs de risque

Ces prévisions sont exposées à des risques inhérents qui sont présentés ci-après ainsi qu'aux risques dont il est question à la rubrique « Facteurs de risque » du présent rapport de gestion.

Contexte et conjoncture de marché

- **Incidence de la pandémie de COVID-19**

Les activités de la Société ont été touchées par la pandémie de COVID-19, qui a créé d'importantes perturbations sociétales et économiques. La pandémie de COVID-19 continuera d'avoir des répercussions importantes sur les différents secteurs et l'économie, dont les effets se feront sentir sur la confiance des consommateurs, les marchés des capitaux mondiaux, les déplacements régionaux et internationaux, la distribution de divers produits au sein de la chaîne d'approvisionnement de nombreux secteurs, les activités des gouvernements et du secteur privé, le prix des produits de consommation, les mesures de confinement à l'échelle nationale dans diverses régions du monde et bien d'autres aspects de la vie quotidienne et du commerce.

Les campagnes de vaccination mises en œuvre au cours de l'année au Canada ont permis de limiter les éclosions liées à la pandémie de COVID-19 et de rouvrir l'économie, à différents rythmes, dans l'ensemble du Canada. L'assouplissement des mesures de contrôle a donné lieu à une reprise partielle de l'économie. Toutefois, vers la fin de 2021, l'apparition de nouveaux variants, notamment le variant Omicron, a incité le gouvernement canadien, et les gouvernements du monde entier, à réimposer des mesures pour contrer la propagation de la COVID-19, notamment des interdictions de voyage, la fermeture des frontières, la réduction de la capacité d'accueil et la fermeture obligatoires des services non essentiels, des périodes de quarantaines volontaires, et des directives de distanciation sociale et physique, mesures qui ont grandement perturbé le fonctionnement des entreprises à l'échelle mondiale et causé une incertitude économique persistante.

Les répercussions en constante et rapide évolution de la COVID-19, dont la durée, l'ampleur et la gravité sont toujours inconnues, sur les investisseurs, les entreprises, l'économie, la société et les marchés financiers, pourraient entraîner notamment une hausse de la volatilité des marchés boursiers mondiaux, une modification de l'environnement des taux d'intérêt et une augmentation des situations d'arriérés et de défaut. Étant donné le retour de mesures de contrôle plus strictes, la Société continuera de faire preuve de vigilance dans ses efforts pour atténuer l'incidence des risques liés à la COVID-19 sur ses activités. La COVID-19 et les mesures visant à prévenir sa propagation pourraient encore contribuer à accroître le niveau d'incertitude à l'égard des jugements et des estimations de la direction.

- L'incertitude concernant la demande globale des consommateurs dans une période de perturbation des activités.
- Augmentation du taux de chômage ou instabilité économique.
- Les conditions commerciales sont dans des limites acceptables en ce qui a trait à la demande, à la concurrence et aux marges.

Immobilier

- La capacité de la Société de renouveler les contrats de location actuels et d'ouvrir de nouveaux établissements.

Accès à du capital et à du financement

- Un accès continu à du capital et à du financement à coût raisonnable.

Contexte réglementaire

- Des modifications aux réglementations régissant les produits offerts par la Société.

Rendement en matière de crédit

- Une augmentation importante des taux de radiations nettes.

Partenariats conclus avec des détaillants et canal de points de vente

- La capacité de la Société de continuer à conclure et à maintenir des partenariats avec des commerçants et à maintenir son canal de points de vente.

Analyse des résultats pour l'exercice clos le 31 décembre 2021

Faits saillants financiers et réalisations

- Le 1^{er} janvier 2021, PayBright a vendu la totalité de ses actions à Affirm Holdings Inc. (« Affirm »), y compris la participation minoritaire de la Société dans PayBright. Selon les modalités de la transaction de vente, le 1^{er} janvier 2021, la Société a reçu une contrepartie totale évaluée comme suit :
 - un montant en trésorerie de 23,0 millions \$, excluant les dépenses ponctuelles et les ajustements de clôture, mais incluant un montant entiercé de 2,1 millions \$;
 - des capitaux propres de Affirm d'une valeur de 21,5 millions \$;
 - une contrepartie conditionnelle en capitaux propres de Affirm d'une valeur de 15,4 millions \$ sous réserve de l'atteinte de cibles de rendement au chapitre des produits en 2021 et 2022.

Après la clôture de la transaction de vente, Affirm a réalisé un premier appel public à l'épargne et ses actions sont dorénavant inscrites au NASDAQ Global Select Market sous le symbole « AFRM ». La contrepartie en capitaux propres reçue par la Société était assujettie à des conventions de blocage habituelles dans le cadre du premier appel public à l'épargne de Affirm. Par suite du premier appel public à l'épargne de Affirm, la Société a conclu un contrat de swap sur le rendement total de 6 mois pour couvrir la majeure partie de son exposition aux marchés liée aux actions qu'elle détient dans Affirm, qui représentent la tranche non conditionnelle de la contrepartie en capitaux propres reçue dans le cadre de la vente de sa participation dans PayBright. En vertu du contrat de swap sur le rendement total, la valeur économique de la tranche conditionnelle des actions de Affirm de la Société est réglée en trésorerie à la date d'échéance pour 108,87 \$ US par action, déduction faite des frais applicables.

En août 2021, la période de blocage liée à la tranche non conditionnelle des capitaux propres dans Affirm a pris fin, et la Société a vendu la totalité des actions de Affirm liées à cette tranche non conditionnelle pour une contrepartie totale de 54,6 millions \$ et un profit réalisé de réévaluation à la juste valeur de 33,0 millions \$ comptabilisés au poste Autres produits dans les comptes de résultat consolidés. Parallèlement, le swap sur le rendement total lié à la tranche non conditionnelle de la participation dans Affirm a été réglé en août 2021 pour 33,3 millions \$, montant qui a été comptabilisé en tant que profit réalisé de réévaluation à la juste valeur au poste Autres produits dans les comptes de résultat consolidés.

En septembre 2021, la Société a conclu un contrat de swap sur le rendement total de 9 mois pour couvrir en partie son exposition aux marchés liée à la tranche conditionnelle de 100 000 actions de Affirm. En vertu de ce contrat de swap sur le rendement total, la valeur économique de la tranche couverte de la contrepartie conditionnelle en capitaux propres de la Société dans Affirm est réglée en trésorerie à la date d'échéance pour 110,35 \$ US par action, déduction faite des frais applicables. Ce swap sur le rendement total ne répond pas aux critères de comptabilité de couverture.

En novembre 2021, la Société a conclu un contrat de swap sur le rendement total de 7 mois pour couvrir en partie son exposition aux marchés liée à une tranche conditionnelle de 75 000 actions additionnelles de Affirm. En vertu de ce contrat de swap sur le rendement total, la valeur économique de la tranche couverte de la contrepartie conditionnelle en capitaux propres de la Société dans Affirm est réglée en trésorerie à la date d'échéance pour 163,00 \$ US par action, déduction faite des frais applicables. Ce swap sur le rendement total ne répond pas aux critères de comptabilité de couverture.

La juste valeur de la participation dans Affirm de 53,5 millions \$ au 31 décembre 2021 a donné lieu à des profits latents de réévaluation à la juste valeur avant impôts pour la période de 42,0 millions \$ pour l'exercice. Les actifs financiers dérivés comprennent la variation de la juste valeur des contrats de swap sur le rendement total de 9 mois et de 7 mois décrits ci-dessus liés à la tranche conditionnelle des capitaux propres dans Affirm pour l'exercice clos le 31 décembre 2021 de 7,0 millions \$, montant qui a été comptabilisé en tant que profit latent de réévaluation à la juste valeur au poste Autres produits dans les comptes de résultat consolidés.

- En 2021, la Société a investi 10,5 millions \$ pour acquérir une participation minoritaire dans Brim Financial Inc. (« Brim »), FinTech canadienne et société émettrice de cartes de crédit certifiée à l'échelle mondiale.

- Le 30 avril 2021 (la « date d'acquisition »), par l'entremise d'une nouvelle filiale en propriété exclusive, 2830844 Ontario Inc., la Société a acquis la totalité des actions en circulation de LendCare, société canadienne spécialisée dans le crédit à la consommation au point de vente et les technologies, auprès des fondateurs de LendCare et de CIVC Partners en contrepartie de 324,8 millions \$, dont 313,0 millions \$ en trésorerie et 11,8 millions \$ en actions ordinaires de la Société (l'« acquisition »). La juste valeur des 81 400 actions ordinaires émises en contrepartie, qui s'élève à 11,8 millions \$, a été calculée en fonction du cours de clôture des actions ordinaires de la Société à la date d'acquisition.

La Société a déterminé la juste valeur des actifs et passifs nets identifiables, du goodwill et des immobilisations incorporelles acquis de LendCare à la date d'acquisition comme suit :

	Montant
Total des actifs nets identifiables acquis	71 212
Immobilisations incorporelles	134 186
Goodwill	159 613
Passif d'impôt différé	(40 229)
Total de la contrepartie d'acquisition transférée	324 782
<i>Contrepartie d'acquisition</i>	
Trésorerie	312 945
Actions ordinaires	11 837
Total de la contrepartie	324 782
<i>Analyse des flux de trésorerie liés à l'acquisition</i>	
Coûts de transaction liés à l'acquisition (inclus dans les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation)	(9 341)
Sorties affectées à l'acquisition, déduction faite de la trésorerie acquise (inclus dans les flux de trésorerie liés aux activités d'investissement)	(281 041)
Émission de billets à payer, déduction faite des charges financières (inclus dans les flux de trésorerie liés aux activités de financement)	391 516
Émission d'actions ordinaires, déduction faite des frais d'émission (inclus dans les flux de trésorerie liés aux activités de financement)	164 812
Paieement des billets à payer (inclus dans les flux de trésorerie liés aux activités de financement)	(243 567)
Flux de trésorerie nets liés à l'acquisition	22 379

Le goodwill de 159,6 millions \$ reflète en grande partie les synergies découlant de la combinaison des activités actuelles de la Société avec celles de LendCare et de leur rationalisation. Le goodwill n'est pas déductible aux fins de l'impôt sur le résultat.

- Dans le cadre de l'acquisition, le 16 avril 2021, la Société a conclu un placement d'actions par voie de prise ferme visant 1 404 265 reçus de souscription de la Société (les « reçus de souscription ») (y compris 183 165 reçus de souscription émis à la suite de l'exercice intégral par le syndicat de preneurs fermes de l'option de surallocation octroyée par la Société) à un prix de 122,85 \$ par reçu de souscription pour un produit brut totalisant 172,5 millions \$ (le « placement »). Les reçus de souscription émis aux termes du placement ont commencé à être négociés à la TSX le 16 avril 2021 sous le symbole GSY.R. Ainsi, à la clôture de l'acquisition le 30 avril 2021, chacun des 1 404 265 reçus de souscription en circulation a automatiquement été échangé contre une action ordinaire de la Société. Les reçus de souscription ont été radiés de la TSX après la clôture du marché le 30 avril 2021.

En contrepartie de l'acquisition de LendCare, la Société a émis à l'intention des fondateurs de LendCare 81 400 actions ordinaires évaluées à 11,8 millions \$ en fonction du cours de clôture des actions ordinaires de la Société à la date d'acquisition.

- Le 29 avril 2021, la Société a clôturé son placement de billets de premier rang non garantis à 4,375 % d'un montant de 320 millions \$ US venant à échéance le 1^{er} mai 2026 (« billets de 2026 »), dont les intérêts sont payables semestriellement le 1^{er} mai et le 1^{er} novembre de chaque année à compter du 1^{er} novembre 2021. Parallèlement au placement, la Société a conclu un contrat de swap de devises afin d'établir le taux de change pour le produit du placement ainsi que l'ensemble des paiements d'intérêts et de principal requis en vertu de ces billets de 2026 à un taux de change fixe de 1,000 \$ US = 1,2501 \$ CA, couvrant ainsi l'obligation à hauteur de 400 millions \$ à un taux d'intérêt de 4,818 % en dollars canadiens.
- En septembre 2021, la Société a fait passer sa facilité renouvelable adossée à des actifs de titrisation de 200 millions \$ à 600 millions \$. La facilité renouvelable adossée à des actifs de titrisation demeure structurée et souscrite par la Banque Nationale Marchés financiers (« BNMF ») en vertu d'une nouvelle entente de trois ans, qui intègre des modifications clés favorables, notamment des améliorations aux critères d'admissibilité et aux taux d'avance. L'intérêt sur les avances est payable au taux offert en dollar canadien (Canadian Dollar Offered Rate, ou CDOR) à un mois, majoré de 185 pdb, soit une amélioration de 110 pdb. La Société continue d'avoir recours à un swap de taux d'intérêt afin de générer des paiements à taux fixe sur les montants empruntés et de réduire l'incidence de la volatilité des taux d'intérêt. Le produit de la facilité renouvelable adossée à des actifs de titrisation sera utilisé pour répondre aux besoins généraux de la Société, y compris pour financer la croissance de son portefeuille de prêts à la consommation, composé de prêts octroyés par ses filiales easyfinancial Services Inc. et LendCare.

En janvier 2022, la Société a augmenté encore plus sa facilité renouvelable adossée à des actifs de titrisation, la faisant passer de 600 millions \$ à 900 millions \$. La facilité renouvelable adossée à des actifs de titrisation demeure souscrite par la BNMF avec l'ajout de nouveaux prêteurs au sein du syndicat de prêteurs. La facilité vient à échéance le 7 décembre 2023 et continue de porter intérêt sur les avances payables à un taux correspondant au CDOR à un mois majoré de 185 pdb.

- En janvier 2022, la Société a modifié son entente de facilité de crédit renouvelable. Les modifications ont réduit le montant maximal de capital disponible, le faisant passer de 310 millions \$ à 270 millions \$, prolongé le terme au 27 janvier 2025 et augmenté l'option de type accordéon, la faisant passer de 75 millions \$ à 100 millions \$. Les modifications comprennent aussi des modifications clés, notamment des taux d'avance améliorés, des clauses moins restrictives et un syndicat de banques élargi. Le taux d'intérêt sur les avances portant intérêt au taux préférentiel du prêteur a été réduit de 125 pdb, passant du taux préférentiel majoré de 200 pdb au taux préférentiel majoré de 75 pdb. Le taux d'intérêt sur les prélèvements qui seront effectués au taux des acceptations bancaires canadiennes a été réduit de 75 pdb, passant du taux des acceptations bancaires canadiennes majoré de 300 pdb au taux des acceptations bancaires majoré de 225 pdb.
- Au 31 décembre 2021, la Société avait une situation de trésorerie de 102,5 millions \$, dont un montant net de 13,3 millions \$ de trésorerie soumise à restrictions découlant des swaps de devises et des swaps sur le rendement total, et un montant de 27,6 millions \$ de trésorerie soumise à restrictions découlant de la facilité renouvelable adossée à des actifs de titrisation et de la réserve détenue à titre de sûreté pour les emprunts garantis. Au 31 décembre 2021, la Société avait une capacité d'emprunt respectivement de 305 millions \$ et 310 millions \$ en vertu de sa facilité renouvelable adossée à des actifs de titrisation et de sa facilité de crédit renouvelable. La situation de trésorerie de 102,5 millions \$ et la capacité d'emprunt totale de 615 millions \$ représentaient des liquidités totales de 717,5 millions \$ au 31 décembre 2021. La Société a également la capacité d'exercer une option de type accordéon en vertu de sa facilité de crédit renouvelable qui lui permet d'augmenter de 75 millions \$ sa capacité d'emprunt. Le total des liquidités actuel, excluant les améliorations futures ou la diversification des sources de financement, procure à la Société un capital de croissance suffisant pour mettre en œuvre son plan de croissance interne et atteindre ses prévisions jusqu'au quatrième trimestre de 2023.

L'accroissement de 300 millions \$ de la facilité de crédit adossée à des actifs de titrisation et la réduction de 40 millions \$ de la facilité de crédit renouvelable portent le total des liquidités de la Société à 977,5 millions \$ au 16 février 2022. Le total des liquidités actuel, excluant d'autres améliorations ou la diversification des sources de financement, procure à la Société un capital de croissance suffisant pour mettre en œuvre son plan de croissance interne et atteindre ses prévisions jusqu'au quatrième trimestre de 2024.

- Le portefeuille de prêts à la consommation bruts est passé de 1,25 milliard \$ au 31 décembre 2020 à 2,03 milliards \$ au 31 décembre 2021, en hausse de 783,5 millions \$ ou 62,8 %. Cette croissance s'explique par : i) l'acquisition du portefeuille de prêts à la consommation bruts de 444,5 millions \$ auprès de LendCare; ii) l'augmentation des prêts octroyés aux points de vente de la Société; iii) l'augmentation des octrois de prêts non garantis et de prêts garantis par des biens immobiliers; iv) le développement du réseau de succursales de la Société et la poursuite de l'expansion géographique; v) l'offre de produits de prêt dans les magasins easyhome de la Société; vi) la croissance du programme de prêt automobile de la Société et vii) l'amélioration continue des actifs numériques de la Société.
- Les radiations nettes pour l'exercice, en pourcentage des prêts à la consommation bruts moyens sur une base annualisée, se sont établies à 8,8 %, en baisse de 120 pbb, par rapport à 10,0 % pour la période correspondante de 2020. La variation des radiations nettes est attribuable à l'effet combiné de l'amélioration de la composition des produits et du crédit du portefeuille, compte tenu de l'acquisition de LendCare, dont la proportion de prêts garantis est plus élevée, ce qui s'est traduit par une diminution des radiations nettes, et de l'amélioration du rendement en matière de paiement du portefeuille de prêts à la consommation bruts de la Société en raison des conditions macroéconomiques liées à la pandémie de COVID-19. Les radiations nettes ont été inférieures au niveau ciblé par la Société en raison d'une diminution importante des dépenses de consommation liée à la fermeture de l'économie et de l'augmentation du soutien financier accordé aux clients par le gouvernement fédéral pendant la pandémie de COVID-19.
- Pour l'exercice, la variation nette de la provision pour pertes de crédit futures a augmenté de 15,5 millions \$ en raison de la provision pour pertes sur prêts au jour 1 de 14,3 millions \$ découlant de l'acquisition du portefeuille de prêts de LendCare, jumelée à une croissance plus importante du portefeuille de prêts, par rapport à la période correspondante de 2020. Le taux de provision pour l'exercice a diminué pour s'établir à 7,87 %, par rapport à 10,08 % en 2020, ce qui s'explique principalement par l'amélioration du rendement en matière de crédit du portefeuille de prêts à la consommation bruts de la Société attribuable à une série d'améliorations au modèle de crédit et d'ajustements à la souscription que la Société a apportés de manière proactive au cours des dernières années afin de relever la qualité du crédit à long terme du portefeuille, et l'acquisition du portefeuille de prêts de LendCare, dont le taux de provision est plus bas.
- easyfinancière a enregistré un résultat d'exploitation et une marge d'exploitation records en 2021, son résultat d'exploitation se chiffrant à 324,8 millions \$, comparativement à 242,6 millions \$ en 2020, en hausse de 82,2 millions \$ ou de 33,9 %. L'amélioration du résultat d'exploitation est attribuable à la croissance interne constante du portefeuille de prêts de la Société, à l'amélioration constante du rendement en matière de crédit et de paiement du portefeuille de prêts à la consommation bruts de la Société, en raison des conditions macroéconomiques liées à la pandémie de COVID-19, et à l'acquisition de LendCare. Par conséquent, les produits d'easyfinancière ont augmenté de 166,4 millions \$, ce qui a été contrebalancé en partie par une augmentation de 45,6 millions \$ de la charge au titre des créances irrécouvrables et une augmentation de 38,6 millions \$ des dépenses supplémentaires découlant de l'acquisition de LendCare. La marge d'exploitation d'easyfinancière pour l'exercice s'est établie à 48,0 %, contre 47,6 % en 2020.
- easyhome a enregistré un résultat d'exploitation et une marge d'exploitation records en 2021. Le résultat d'exploitation d'easyhome s'est chiffré à 36,9 millions \$, comparativement à 31,0 millions \$ en 2020, soit une hausse de 5,8 millions \$, ou 18,7 %, attribuable à une augmentation du taux de location et à une amélioration de la composition des produits ainsi que la croissance des prêts à la consommation octroyés dans les magasins easyhome. La marge d'exploitation d'easyhome pour l'exercice s'est établie à 24,5 %, en hausse par rapport à celle de 21,7 % en 2020.
- Le résultat d'exploitation total de la Société en 2021 a atteint un niveau record de 281,0 millions \$, soit une hausse de 64,6 millions \$ ou 29,8 % par rapport à celui de 2020. La marge d'exploitation de la Société pour l'exercice a aussi atteint un niveau record, s'établissant à 34,0 %, en hausse par rapport à celle de 33,1 % pour 2020. Pour l'exercice 2021, la Société a enregistré des éléments d'ajustement qui ne sont pas survenus dans le cours normal des activités commerciales, d'un montant important, qui ont une grande portée, ce qui, selon la

direction, ne reflète pas le rendement sous-jacent des activités. Ces éléments d'ajustement comprennent les coûts de transaction et d'intégration pour l'acquisition de LendCare, la provision pour pertes sur prêts au jour 1 liée à l'acquisition du portefeuille de prêts de LendCare, l'amortissement des immobilisations incorporelles acquises dans le cadre de l'acquisition ainsi que les profits réalisés et latents de réévaluation à la juste valeur des placements pour l'exercice. Ces éléments d'ajustement sont présentés à la rubrique « Indicateurs de rendement clés et mesures non conformes aux IFRS ». Compte non tenu de l'incidence des éléments d'ajustement, le résultat d'exploitation ajusté¹ de la Société pour l'exercice s'est chiffré à 316,7 millions \$, en hausse de 100,2 millions \$, ou 46,3 %, par rapport à celui de 2020. La marge d'exploitation ajustée¹ de la Société pour l'exercice a aussi atteint un niveau record, s'établissant à 38,3 %, en hausse par rapport à celle de 33,1 % pour 2020. L'augmentation de la marge d'exploitation est attribuable principalement à la hausse des produits tirés d'un portefeuille de prêts à la consommation de plus grande taille pour l'exercice, contrebalancée en partie par la hausse des charges d'exploitation.

- En 2021, goeasy a affiché un résultat net comme présenté et un résultat net ajusté¹ ainsi qu'un résultat dilué par action comme présenté et un résultat dilué par action ajusté¹ records. Le résultat net de la Société pour 2021 s'est chiffré à 244,9 millions \$, soit un résultat dilué par action de 14,62 \$, en hausse respectivement de 79,4 % et 66,9 % par rapport à un résultat net de 136,5 millions \$, soit un résultat dilué par action de 8,76 \$, pour 2020. Compte non tenu de l'incidence des éléments d'ajustement mentionnés à la rubrique « Indicateurs de rendement clés et mesures non conformes aux IFRS », le résultat net ajusté pour 2021 a été de 174,8 millions \$, soit un résultat net dilué par action ajusté de 10,43 \$. Sur cette base, le résultat net ajusté et le résultat dilué par action ajusté ont augmenté respectivement de 48,5 % et de 37,8 %.
- En 2021, goeasy a affiché un rendement des capitaux propres comme présenté record de 36,7 %, contre 36,1 % en 2020. Le rendement des capitaux propres ajusté¹ pour l'exercice s'est chiffré à 26,2 %, en baisse par rapport à 31,1 % en 2020. Cette baisse s'explique principalement par le niveau plus élevé de capitaux propres attribuable au placement d'actions par voie de prise ferme de 172,5 millions \$ lié à l'acquisition de LendCare, en partie contrebalancée par l'augmentation des produits tirés d'un portefeuille de prêts à la consommation de plus grande taille.
- En 2021, goeasy a affiché un rendement des capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires comme présenté¹ record de 50,7 %, contre 38,3 % en 2020. Le rendement des capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires ajusté¹ pour l'exercice s'est chiffré à 35,3 %, en hausse par rapport à 33,0 % pour 2020. La hausse du rendement des capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires ajusté¹ s'explique par l'augmentation des produits tirés d'un portefeuille de prêts à la consommation de plus grande taille.
- Compte tenu de l'amélioration des résultats en 2021 par rapport à l'exercice précédent et du fait que la Société est persuadée qu'elle continuera de croître et d'avoir accès à du capital, le conseil d'administration a approuvé une hausse de 38 % du dividende annuel, qui passe de 2,64 \$ par action à 3,64 \$ par action en 2022.

¹ Le résultat d'exploitation ajusté et le résultat net ajusté sont des mesures non conformes aux IFRS. La marge d'exploitation ajustée, le résultat dilué par action ajusté, le rendement des capitaux propres ajusté ainsi que le rendement des capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires comme présenté et le rendement des capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires ajusté sont des mesures non conformes aux IFRS. Les mesures non conformes aux IFRS et les ratios non conformes aux IFRS ne sont pas définis selon les IFRS, n'ont pas de signification normalisée et, par conséquent, pourraient ne pas être comparables à des mesures semblables présentées par d'autres entités. Voir les descriptions à la rubrique « Indicateurs de rendement clés et mesures non conformes aux IFRS ».

Sommaire des résultats financiers et indicateurs de rendement clés

(en milliers de dollars, sauf le résultat par action et les pourcentages)	Exercices clos les		Variation \$/pdb	% de variation
	31 décembre 2021	31 décembre 2020		
Sommaire des résultats financiers				
Produits	826 722	652 922	173 800	26,6 %
Charges d'exploitation avant amortissements ²	466 833	371 763	95 070	25,6 %
BAIIA ¹	438 921	267 129	171 792	64,3 %
Marge du BAIIA ¹	53,1 %	40,9 %	1 220 pdb	29,8 %
Amortissements ²	78 886	64 723	14 163	21,9 %
Résultat d'exploitation	281 003	216 436	64 567	29,8 %
Marge d'exploitation	34,0 %	33,1 %	90 pdb	2,7 %
Autres produits ^{2, 3}	114 876	21 740	93 136	428,4 %
Charges financières ²	79 025	54 992	24 033	43,7 %
Taux d'imposition effectif	22,7 %	25,5 %	(280 pdb)	(11,0) %
Résultat net	244 943	136 505	108 438	79,4 %
Résultat dilué par action	14,62	8,76	5,86	66,9 %
Rendement des actifs	11,5 %	9,8 %	170 pdb	17,3 %
Rendement des capitaux propres	36,7 %	36,1 %	60 pdb	1,7 %
Rendement des capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires ¹	50,7 %	38,3 %	1 240 pdb	32,4 %
Résultats financiers ajustés^{1, 2, 3}				
Résultat d'exploitation ajusté	316 652	216 436	100 216	46,3 %
Marge d'exploitation ajustée	38,3 %	33,1 %	520 pdb	15,7 %
Résultat net ajusté	174 759	117 646	57 113	48,5 %
Résultat dilué par action ajusté	10,43	7,57	2,86	37,8 %
Rendement des actifs ajusté	8,2 %	8,5 %	(30 pdb)	(3,5) %
Rendement des capitaux propres ajusté	26,2 %	31,1 %	(490 pdb)	(15,8) %
Rendement des capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires ajusté	35,3 %	33,0 %	230 pdb	7,0 %
Indicateurs de rendement clés				
Croissance des produits des magasins déjà détenus (dans l'ensemble) ¹	12,1 %	6,3 %	580 pdb	92,1 %
Croissance des produits des magasins déjà détenus (easyhome) ¹	6,0 %	4,5 %	150 pdb	33,3 %
Résultats financiers par secteur				
Produits d'easyfinancière	676 351	509 904	166 447	32,6 %
Marge d'exploitation d'easyfinancière	48,0 %	47,6 %	40 pdb	0,8 %
Produits d'easyhome	150 371	143 018	7 353	5,1 %
Marge d'exploitation d'easyhome	24,5 %	21,7 %	280 pdb	12,9 %
Indicateurs du portefeuille				
Prêts à la consommation bruts	2 030 339	1 246 840	783 499	62,8 %
Croissance des prêts à la consommation ⁴	783 499	136 207	647 292	475,2 %
Prêts bruts octroyés	1 594 480	1 033 130	561 350	54,3 %
Rendement total des prêts à la consommation (y compris les produits accessoires) ¹	42,1 %	45,5 %	(340 pdb)	(7,5) %
Radiations nettes exprimées en pourcentage de la moyenne des prêts à la consommation bruts	8,8 %	10,0 %	(120 pdb)	(12,0) %
Flux de trésorerie disponibles liés aux activités d'exploitation avant la croissance nette des prêts à la consommation bruts ¹	260 104	210 619	49 485	23,5 %
Revenus locatifs mensuels potentiels ¹	8 193	8 461	(268)	(3,2) %

¹ Le BAIIA, le résultat d'exploitation ajusté, le résultat net ajusté et les flux de trésorerie disponibles liés aux activités d'exploitation avant la croissance nette des prêts à la consommation bruts sont des mesures non conformes aux IFRS. La marge du BAIIA, la marge d'exploitation ajustée, le résultat dilué par action ajusté, le rendement des capitaux propres ajusté, le rendement des actifs ajusté, le rendement des capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires comme présenté et le rendement des capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires ajusté, ainsi que le rendement total des prêts à la consommation (y compris les produits accessoires) sont des ratios non conformes aux IFRS. La croissance des produits des magasins déjà détenus (dans l'ensemble), la croissance des produits des magasins déjà détenus (easyhome) et les revenus locatifs mensuels potentiels sont des mesures financières supplémentaires. Les mesures non conformes aux IFRS, les ratios non conformes aux IFRS et les mesures financières supplémentaires ne sont pas définis selon les IFRS, n'ont pas de signification normalisée et, par conséquent, pourraient ne pas être comparables à des mesures semblables présentées par d'autres entités. Voir la description dans les rubriques « Analyse du portefeuille », « Indicateurs de rendement clés et mesures non conformes aux IFRS » et « Situation financière ».

² Pour l'exercice clos le 31 décembre 2021, la Société avait des éléments d'ajustement avant impôts totalisant 77,5 millions \$ (70,2 millions \$ après impôts) qui comprenaient ce qui suit :

Éléments d'ajustement liés à l'acquisition de LendCare

- Les coûts de transaction de 9,3 millions \$ avant impôts (8,9 millions \$ après impôts), qui incluent les honoraires de conseillers, les frais juridiques, ainsi que les autres coûts de transaction directs liés à l'acquisition de LendCare, présentés dans les charges d'exploitation avant amortissements, qui s'élèvent à 7,6 millions \$ et ne sont pas déductibles. Les commissions pour engagements de prêt liées à l'acquisition de LendCare, présentées dans les charges financières, qui se chiffrent à 1,7 million \$ avant impôts (1,3 million \$ après impôts).
- Les coûts d'intégration relatifs aux honoraires de conseillers, aux incitatifs pour les employés, à la représentation, aux frais d'assurance au titre des garanties et les autres coûts d'intégration liés à l'acquisition de LendCare et la radiation d'un montant lié à des logiciels dans le cadre de l'intégration de LendCare. Les coûts d'intégration s'élevant à 5,0 millions \$ avant impôts (3,7 millions \$ après impôts) ont été présentés dans les charges d'exploitation avant amortissements.
- La charge au titre des créances irrécouvrables liée à la provision pour pertes sur prêts au jour 1 découlant de l'acquisition du portefeuille de prêts de LendCare qui se chiffre à 14,3 millions \$ avant impôts (10,5 millions \$ après impôts);
- L'amortissement des immobilisations incorporelles de 131 millions \$, d'une durée d'utilité estimative de dix ans, découlant de l'acquisition de LendCare, qui se chiffre à 8,7 millions \$ avant impôts (6,4 millions \$ après impôts).

Éléments d'ajustement liés aux autres produits

- Les profits réalisés et latents de réévaluation à la juste valeur, principalement sur la participation dans Affirm et le contrat de swap sur le rendement total, qui s'élèvent à 114,9 millions \$ avant impôts (99,7 millions \$ après impôts).

³ Pour l'exercice clos le 31 décembre 2020, les éléments d'ajustement de la Société comprenaient ce qui suit :

- Le profit latent de réévaluation à la juste valeur sur le placement dans PayBright, qui totalise 21,7 millions \$ avant impôts (18,9 millions \$ après impôts).

⁴ La croissance des prêts à la consommation pour l'exercice est attribuable aux prêts bruts de 444,5 millions \$ acquis dans le cadre de l'acquisition de LendCare.

Sommaire des établissements

	Établissements au 31 décembre 2020	Établissements ouverts/acquis au cours de l'exercice ¹	Établissements fermés au cours de l'exercice	Conversions	Établissements au 31 décembre 2021
easyfinancière					
Kiosques (en magasin) Établissements	14	1	(1)	(9)	5
autonomes	251	26	-	9	286
Centres d'activités	1	2	-	-	3
Total des établissements d'easyfinancière	266	29	(1)	-	294
easyhome					
Magasins détenus par la Société	126	-	(2)	-	124
Magasins franchisés	35	-	(1)	-	34
Total des magasins d'easyhome	161	-	(3)	-	158
Siège social					
Bureaux administratifs	1	-	-	-	1
Total du siège social	1	-	-	-	1

¹ Incluent les établissements acquis dans le cadre de l'acquisition de LendCare.

Sommaire des résultats financiers par secteur

(en milliers de dollars, sauf le résultat par action)	Exercice clos le 31 décembre 2021			
	easyfinancière ¹	easyhome	Siège social	Total
Produits				
Produits d'intérêts	512 810	22 828	-	535 638
Revenus locatifs	-	112 371	-	112 371
Commissions gagnées	152 485	11 249	-	163 734
Frais et honoraires	11 056	3 923	-	14 979
	676 351	150 371	-	826 722
Total des charges d'exploitation avant amortissements	323 381	68 706	74 746	466 833
Amortissements				
Amortissement des biens loués, des immobilisations corporelles et des immobilisations incorporelles	18 553	37 115	5 011	60 679
Amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation	9 666	7 689	852	18 207
	28 219	44 804	5 863	78 886
Résultat d'exploitation	324 751	36 861	(80 609)	281 003
Autres produits				114 876
Charges financières				
Charge d'intérêts et amortissement des charges financières différées				75 910
Charge d'intérêts sur les obligations locatives				3 115
				79 025
Résultat avant impôts sur le résultat				316 854
Impôts sur le résultat				71 911
Résultat net				244 943
Résultat dilué par action				14,62

¹ Les résultats financiers de LendCare sont présentés dans le secteur d'exploitation à présenter easyfinancière. Pour plus de précisions, se reporter à la rubrique « Aperçu des activités ».

(en milliers de dollars, sauf le résultat par action)	Exercice clos le 31 décembre 2020			
	easyfinancière	easyhome	Siège social	Total
Produits				
Produits d'intérêts	392 450	17 133	-	409 583
Revenus locatifs	-	112 796	-	112 796
Commissions gagnées	109 246	8 667	-	117 913
Frais et honoraires	8 208	4 422	-	12 630
	509 904	143 018	-	652 922
Total des charges d'exploitation avant amortissements	251 897	67 261	52 605	371 763
Amortissements				
Amortissement des biens loués, des immobilisations corporelles et des immobilisations incorporelles	7 665	37 209	3 666	48 540
Amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation	7 753	7 489	941	16 183
	15 418	44 698	4 607	64 723
Résultat d'exploitation	242 589	31 059	(57 212)	216 436
Autres produits				21 740
Charges financières				
Charge d'intérêts et amortissement des charges financières différées				52 248
Charge d'intérêts sur les obligations locatives				2 744
				54 992
Résultat avant impôts sur le résultat				183 184
Impôts sur le résultat				46 679
Résultat net				136 505
Résultat dilué par action				8,76

Rendement du portefeuille

Prêts à la consommation

Le portefeuille de prêts à la consommation bruts est passé de 1,25 milliard \$ au 31 décembre 2020 à 2,03 milliards \$ au 31 décembre 2021, en hausse de 783,5 millions \$ ou 62,8 %. Les prêts octroyés pour l'exercice se sont chiffrés à 1,59 milliard \$, en hausse de 54,3 % par rapport à 2020. Cette croissance s'explique par : i) l'acquisition du portefeuille de prêts à la consommation bruts de 444,5 millions \$ auprès de LendCare; ii) l'augmentation des prêts octroyés aux points de vente de la Société; iii) l'augmentation des octrois de prêts non garantis et de prêts garantis par des biens immobiliers; iv) le développement du réseau de succursales de la Société et la poursuite de l'expansion géographique; v) l'offre de produits de prêt dans les magasins easyhome de la Société; vi) la croissance du programme de prêt automobile de la Société et vii) l'amélioration continue des actifs numériques de la Société.

Le rendement total annualisé, y compris les intérêts sur les prêts, les honoraires et les produits accessoires, réalisé par la Société sur les prêts à la consommation moyens a été de 42,1 % pour l'exercice, une baisse de 340 pdb par rapport à 2020. La baisse du rendement total annualisé est attribuable à : i) l'acquisition de LendCare, qui finance les achats des consommateurs dans les catégories des sports motorisés, de l'automobile, de la rénovation domiciliaire, des soins de santé et du commerce de détail, dont les taux d'intérêt sur les prêts sont plus faibles; ii) la pénétration accrue des produits de prêts à taux d'intérêt ajustés en fonction du risque et de prêts garantis par des biens immobiliers, prêts dont la taille est plus importante et dont la période d'amortissement est plus longue; iii) l'intensification des activités de prêt dans les provinces où les taux d'intérêt sur les prêts sont plus bas; iv) une plus forte proportion de prêts à des montants plus élevés, ce qui a réduit le prix de certains produits accessoires; et v) une légère réduction des taux de pénétration des produits accessoires.

La charge au titre des créances irrécouvrables s'est élevée à 182,0 millions \$ pour l'exercice, en hausse de 47,1 millions \$ ou de 34,9 % par rapport à 135,0 millions \$ en 2020. Le tableau suivant présente les composantes de la charge au titre des créances irrécouvrables.

(en milliers de dollars)	Exercices clos les	
	31 décembre 2021	31 décembre 2020
Provision établie en raison des radiations nettes	147 998	116 429
Incidence de la croissance du portefeuille de prêts	24 739	13 699
Provision pour pertes sur prêts au jour 1 liée aux prêts acquis de LendCare	14 252	-
Incidence de la variation du taux de provision pour l'exercice	(4 905)	4 870
Variation nette de la provision pour pertes de crédit	34 086	18 569
Charge au titre des créances irrécouvrables	182 084	134 998

La hausse de 47,1 millions \$ de la charge au titre des créances irrécouvrables est attribuable à trois facteurs :

- Les radiations nettes ont augmenté de 31,6 millions \$, passant de 116,4 millions \$ en 2020 à 148,0 millions \$ pour l'exercice. Les radiations nettes pour l'exercice, en pourcentage des prêts à la consommation bruts moyens sur une base annualisée, se sont établies à 8,8 %, par rapport à 10,0 % en 2020. La diminution des radiations nettes est principalement attribuable à l'amélioration de la composition des produits et du crédit du portefeuille, compte tenu de l'acquisition de LendCare, dont la proportion de prêts garantis est plus élevée, ce qui s'est traduit par une diminution des radiations nettes, et de l'amélioration du rendement en matière de paiement du portefeuille de prêts à la consommation bruts de la Société en raison des conditions macroéconomiques liées à la pandémie de COVID-19, telles que la diminution des dépenses de consommation et les programmes d'aide financière des gouvernements.
- L'acquisition de LendCare a entraîné une hausse de 14,3 millions \$ de la provision liée à la charge au titre de créances irrécouvrables en raison du portefeuille de prêts acquis de 444,5 millions \$. Compte non tenu du

portefeuille de prêts acquis, le portefeuille de prêts de la Société a augmenté de 339,0 millions \$ en 2021, ce qui a entraîné une charge liée à la provision de 24,7 millions \$, comparativement à une hausse du portefeuille de prêts de 136,2 millions \$ en 2020, qui avait entraîné une charge liée à la provision plus élevée de 13,7 millions \$.

- iii) L'incidence des variations du taux de provision pour l'exercice a entraîné une baisse de la charge au titre des créances irrécouvrables de 9,8 millions \$ par rapport à celle de 2020. Pour l'exercice précédent, le taux de provision a augmenté pour passer de 9,64 % à 10,08 %, ce qui s'est traduit par une hausse de 4,9 millions \$ de la charge au titre des créances irrécouvrables. Le taux de provision pour l'exercice a diminué pour s'établir à 7,87 %, par rapport à 10,08 %, ce qui s'explique principalement par l'amélioration du rendement en matière de crédit du portefeuille de prêts à la consommation bruts de la Société attribuable à une série d'améliorations au modèle de crédit et d'ajustements à la souscription que la Société a apportés de manière proactive au cours des dernières années afin de relever la qualité du crédit à long terme du portefeuille, et l'acquisition du portefeuille de prêts de LendCare, qui se compose principalement de prêts garantis dont le taux de provision est plus bas.

Portefeuille de contrats de location d'easyhome

Au 31 décembre 2021, le portefeuille de contrats de location, évalué selon les revenus locatifs mensuels potentiels, s'élevait à 8,2 millions \$, en baisse par rapport à 8,5 millions \$ au 31 décembre 2020. La diminution est attribuable au nombre moins élevé de contrats de location, partiellement contrebalancé par une hausse du taux de location moyen, ce qui s'explique en partie par les modifications apportées à la composition des produits et certains ajustements de prix. La croissance des prêts à la consommation octroyés dans les magasins d'easyhome a contribué à la croissance globale des produits.

Produits

Les produits pour l'exercice se sont chiffrés à 826,7 millions \$, comparativement à 652,9 millions \$ en 2020, en hausse de 173,8 millions \$ ou de 26,6 %. Dans l'ensemble, les ventes des magasins déjà détenus pour 2021 ont augmenté de 12,1 %. L'augmentation des produits s'explique principalement par l'apport des produits de LendCare et la croissance du portefeuille de prêts à la consommation de la Société.

easyfinancière – Les produits en 2021 se sont chiffrés à 676,4 millions \$, une hausse de 166,4 millions \$ ou 32,6 % par rapport à ceux de 2020. Les composantes de la hausse des produits comprennent :

- i) la hausse des produits d'intérêts de 120,4 millions \$ ou de 30,7 % attribuable à la croissance de 62,8 % du portefeuille de prêts, qui comprend le portefeuille de prêts acquis de LendCare, contrebalancée en partie par une baisse des rendements en intérêt;
- ii) l'augmentation de 43,2 millions \$ ou de 39,6 % des commissions gagnées sur les ventes de produits et de services accessoires attribuable à la croissance du portefeuille de prêts à la consommation et à la baisse des coûts des réclamations dans le cadre du programme de protection d'assurance prêt de la Société pour l'exercice;
- iii) l'augmentation de 2,8 millions \$ des frais et honoraires.

easyhome – Les produits en 2021 se sont chiffrés à 150,4 millions \$, une hausse de 7,4 millions \$ ou 5,1 % par rapport à ceux de 2020. Les produits provenant des prêts octroyés dans les magasins d'easyhome ont augmenté de 8,4 millions \$ par rapport à ceux de 2020. Les produits provenant des contrats de location traditionnels pour l'exercice ont diminué de 1,1 million \$ par rapport à ceux de 2020. Les composantes des produits d'easyhome comprennent :

- i) l'augmentation de 5,7 millions \$ des produits d'intérêts attribuable à la croissance des prêts à la consommation provenant des activités d'easyhome;
- ii) la diminution de 0,4 million \$ des revenus locatifs en raison d'un portefeuille de contrats de location plus petit;
- iii) l'augmentation de 2,6 millions \$ des commissions gagnées sur la vente de produits accessoires dans les magasins d'easyhome, attribuable à l'augmentation des produits tirés du programme de protection d'assurance prêt de la Société;
- iv) les frais et honoraires ont diminué de 0,5 million \$ du fait principalement d'une baisse des frais de rétablissement.

Total des charges d'exploitation avant amortissements

Le total des charges d'exploitation avant amortissements pour l'exercice s'est établi à 466,8 millions \$, en hausse de 95,1 millions \$ ou 25,6 % par rapport à celui de 2020. La hausse des charges d'exploitation avant amortissements est principalement attribuable aux coûts de transaction et d'intégration liés à l'acquisition de LendCare et à l'apport des charges d'exploitation de LendCare.

easyfinancière – Le total des charges d'exploitation avant amortissements s'est élevé à 323,4 millions \$ pour l'exercice, en hausse de 71,5 millions \$ ou de 28,4 % par rapport à 2020. Les principaux facteurs comprennent :

- i) l'augmentation de 45,6 millions \$ de la charge au titre des créances irrécouvrables pour l'exercice par rapport à 2020, attribuable à une hausse de 29,9 millions \$ des radiations nettes liées au portefeuille de plus grande taille, jumelée à la provision pour pertes sur prêts au jour 1 de 14,3 millions \$ découlant de l'acquisition du portefeuille de prêts de LendCare;
- ii) une hausse de 3,2 millions \$ des dépenses en publicité et marketing;
- iii) l'augmentation de 22,7 millions \$ des autres charges d'exploitation pour l'exercice attribuable à l'acquisition de LendCare, qui a donné lieu à une hausse des coûts liés à l'exploitation et à la gestion de la croissance du portefeuille de prêts, du réseau de commerçants et du réseau de succursales. Globalement, le nombre de succursales a augmenté, pour passer de 266 au 31 décembre 2020 à 294 au 31 décembre 2021.

easyhome – Le total des charges d'exploitation avant amortissements s'est élevé à 68,7 millions \$ pour l'exercice, en hausse de 1,4 million \$ par rapport à 2020. Les principaux facteurs comprennent :

- i) une augmentation de 1,5 million \$ de la charge au titre des créances irrécouvrables en raison d'un portefeuille de prêts de plus grande taille;
- ii) une augmentation de 0,8 million \$ des coûts de publicité, de distribution et d'administration des magasins;
- iii) le tout en partie contrebalancé par une diminution de 0,9 million \$ des coûts des magasins.

Siège social – Le total des charges d'exploitation avant amortissements s'est élevé à 74,7 millions \$ pour l'exercice, ce qui inclut les coûts de transaction et d'intégration de respectivement 7,6 millions \$ et 5,0 millions \$ en lien avec l'acquisition de LendCare. Compte non tenu des coûts de transaction et d'intégration, les charges d'exploitation avant amortissements pour 2021 se sont chiffrées à 62,1 millions \$, comparativement à 52,6 millions \$ en 2020, en hausse de 9,5 millions \$ ou de 18,1 %. Cette hausse est principalement attribuable à l'augmentation des coûts d'infrastructure et des technologies découlant de l'expansion des activités. Compte non tenu des coûts de transaction et d'intégration, les charges du siège social avant amortissements ont représenté 7,5 % des produits en 2021, comparativement à 8,1 % des produits en 2020.

Amortissements

La dotation aux amortissements s'est élevée à 78,9 millions \$ pour l'exercice, en hausse de 14,2 millions \$ par rapport à 2020. Globalement, la dotation aux amortissements a représenté 9,5 % des produits pour 2021, une baisse par rapport à 9,9 % pour 2020.

easyfinancière – Le total de la dotation aux amortissements s'est élevé à 28,2 millions \$ pour l'exercice. Ce montant comprend un amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation de 9,7 millions \$, en hausse de 1,9 million \$ en regard de 7,8 millions \$ en 2020. L'amortissement des immobilisations corporelles et des immobilisations incorporelles pour 2021 s'est établi à 18,6 millions \$, en hausse de 10,9 millions \$ par rapport à 2020. La hausse est principalement attribuable aux immobilisations incorporelles acquises dans le cadre de l'acquisition de LendCare, dont l'amortissement s'est élevé à 8,7 millions \$.

easyhome – Le total de la dotation aux amortissements s'est élevé à 44,8 millions \$ pour l'exercice. L'amortissement des biens loués, des immobilisations corporelles et des immobilisations incorporelles s'est établi à 37,1 millions \$ pour l'exercice et est demeuré stable par rapport à celui de 37,2 millions \$ pour 2020. L'amortissement des biens loués, des immobilisations corporelles et des immobilisations incorporelles d'easyhome, exprimé en pourcentage des produits d'easyhome, s'est établi à 24,7 % pour 2021, en baisse par rapport à 26,0 % en 2020. La baisse est attribuable à un nombre moins élevé de biens loués, alors que la proportion des produits provenant des prêts à la consommation est plus grande.

Siège social – La dotation aux amortissements s’est élevée à 5,9 millions \$ pour l’exercice, en hausse de 1,3 million \$ par rapport à 2020. La hausse est principalement attribuable à l’augmentation de l’amortissement des immobilisations incorporelles et des immobilisations corporelles qui a surtout été entraînée par l’ajout de nouveaux logiciels et les améliorations locatives comptabilisés au cours des 12 derniers mois.

Résultat d’exploitation (résultat avant charges financières et impôts sur le résultat)

Le résultat d’exploitation pour l’exercice s’est élevé à 281,0 millions \$, une hausse de 64,6 millions \$ ou 29,8 % par rapport à 2020. La marge d’exploitation de la Société pour l’exercice a été de 34,0 %, en hausse par rapport à 33,1 % en 2020. Compte non tenu de l’incidence des éléments d’ajustement mentionnés à la rubrique « Indicateurs de rendement clés et mesures non conformes aux IFRS », le résultat d’exploitation ajusté de la Société s’est chiffré à 316,7 millions \$, en hausse de 100,2 millions \$ ou de 46,3 % par rapport à 2020. L’augmentation de la marge d’exploitation est attribuable principalement à une hausse des produits tirés d’un portefeuille de prêts à la consommation de plus grande taille pour l’exercice, contrebalancée en partie par la hausse des charges d’exploitation. La marge d’exploitation ajustée de la Société pour l’exercice a été de 38,3 %, en hausse par rapport à 33,1 % pour 2020.

easyfinancière – Le résultat d’exploitation s’est chiffré à 324,8 millions \$ pour l’exercice, comparativement à 242,6 millions \$ en 2020, en hausse de 82,2 millions \$ ou 33,9 %. La hausse du résultat d’exploitation est attribuable à l’augmentation de 166,4 millions \$ des produits découlant de la croissance constante du portefeuille de prêts à la consommation de la Société, y compris les prêts acquis à l’acquisition de LendCare, contrebalancée en partie par i) une augmentation de 45,6 millions \$ de la charge au titre des créances irrécouvrables attribuable à la provision pour pertes sur prêts au jour 1 liée à l’acquisition du portefeuille de prêts de LendCare, jumelée à une hausse des radiations attribuable au portefeuille de plus grande taille; ii) une hausse de 12,8 millions \$ des amortissements principalement attribuable aux immobilisations incorporelles de LendCare; et iii) une augmentation de 25,8 millions \$ de dépenses supplémentaires engagées afin de soutenir la croissance du nombre de clients, d’accroître l’offre de produits et d’étendre la présence d’easyfinancière au détail. La marge d’exploitation s’est établie à 48,0 % pour l’exercice, contre 47,6 % en 2020.

easyhome – Le résultat d’exploitation s’est chiffré à 36,9 millions \$ pour l’exercice, en hausse de 5,8 millions \$, ou 18,7 %, par rapport à 2020. Cette hausse est principalement attribuable à la croissance des prêts à la consommation octroyés dans les magasins easyhome, à une augmentation du taux de location et à une modification de la composition de produits. La marge d’exploitation pour l’exercice s’est établie à 24,5 %, une hausse par rapport à 21,7 % en 2020.

Autres produits

Pour l’exercice, la Société a comptabilisé des profits de réévaluation à la juste valeur avant impôts de 114,9 millions \$, en raison principalement i) des profits réalisés de réévaluation à la juste valeur de 33,0 millions \$ sur la vente de la tranche non conditionnelle de la participation de la Société dans Affirm et du règlement du contrat de swap sur le rendement total connexe de 33,3 millions \$; et ii) des profits latents de réévaluation à la juste valeur sur les placements de 41,6 millions \$, du fait surtout de la tranche conditionnelle de la participation de la Société dans Affirm et des profits latents de réévaluation à la juste valeur sur le contrat de swap sur le rendement total de 7,0 millions \$.

Charges financières

Les charges financières pour l’exercice se sont élevées à 79,0 millions \$, en hausse de 24,0 millions \$ par rapport à 2020. Cette hausse est principalement attribuable aux charges de financement liées à l’acquisition, à l’émission des billets de 2026 liée à l’acquisition et à l’augmentation des niveaux d’endettement pour financer la croissance des activités de prêt de la Société, le tout en partie contrebalancé par de solides flux de trésorerie disponibles liés aux activités d’exploitation avant la croissance nette des prêts à la consommation bruts, qui ont augmenté de 23,5 % par rapport à 2020. La hausse a été contrebalancée en partie par la baisse des coûts d’emprunt. En 2021, la Société a utilisé sa facilité renouvelable adossée à des actifs de titrisation, laquelle porte intérêt à un taux plus faible. La dette

de la Société au 31 décembre 2021 portait intérêt au taux nominal combiné moyen de 4,9 %, en baisse par rapport à 5,2 % au 31 décembre 2020.

Charge d'impôts sur le résultat

Le taux d'imposition effectif pour l'exercice a été de 22,7 %, en baisse par rapport à 25,5 % en 2020. La baisse est attribuable à l'augmentation des profits de réévaluation à la juste valeur sur les placements, dont le taux d'imposition effectif sur les gains en capital est plus faible, contrebalancée en partie par l'incidence des coûts de transaction liés à l'acquisition, qui n'étaient pas déductibles.

Résultat net et résultat par action

Le résultat net de la Société pour l'exercice s'est chiffré à 244,9 millions \$, soit un résultat dilué par action de 14,62 \$, en hausse respectivement de 79,4 % et 66,9 % par rapport à un résultat net de 136,5 millions \$, soit un résultat dilué par action de 8,76 \$, pour 2020. Compte non tenu de l'incidence des éléments d'ajustement mentionnés à la rubrique « Indicateurs de rendement clés et mesures non conformes aux IFRS », le résultat net ajusté pour l'exercice a été de 174,8 millions \$, soit un résultat net dilué par action ajusté de 10,43 \$, en hausse respectivement de 48,5 % et 37,8 % par rapport à l'exercice précédent.

Principales informations financières annuelles

(en milliers de dollars, sauf les pourcentages et les montants par action)	2021 ⁴	2020	2019	2018	2017 ⁵
Prêts à la consommation bruts	2 030 339	1 246 840	1 110 633	833 779	526 546
Produits	826 722	652 922	609 383	506 191	401 728
Résultat net	244 943	136 505	64 349	53 124	36 132
Résultat net ajusté ¹	174 759	117 646	80 315	53 124	42 158
Rendement des actifs ²	11,5 %	9,8 %	5,5 %	6,1 %	-
Rendement des actifs ajusté ^{1, 2}	8,2 %	8,5 %	6,8 %	6,1 %	-
Rendement des capitaux propres	36,7 %	36,1 %	20,2 %	21,8 %	17,0 %
Rendement des capitaux propres ajusté ¹	26,2 %	31,1 %	25,3 %	21,8 %	19,8 %
Rendement des capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires ^{1, 3}	50,7 %	38,3 %	-	-	-
Rendement des capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires ajusté ^{1, 3}	35,3 %	33,0 %	-	-	-
Résultat net en pourcentage des produits	29,6 %	20,9 %	10,6 %	10,5 %	9,0 %
Résultat net ajusté en pourcentage des produits ¹	21,1 %	18,0 %	13,2 %	10,5 %	10,5 %
Dividendes sur actions ordinaires déclarés	42,3	26,1	17,9	12,5	9,7
Dividendes en trésorerie par action ordinaire déclarés	2,64	1,80	1,24	0,90	0,72
Résultat par action					
De base	15,12	9,21	4,40	3,78	2,67
Dilué	14,62	8,76	4,17	3,56	2,56
Dilué ajusté ¹	10,43	7,57	5,17	3,56	2,97

¹ Le résultat d'exploitation ajusté est une mesure non conforme aux IFRS. Le résultat dilué par action ajusté, le rendement des capitaux propres ajusté, le rendement des actifs ajusté et le rendement des capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires comme présenté et le rendement des capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires ajusté sont des ratios non conformes aux IFRS. Voir les descriptions à la rubrique « Indicateurs de rendement clés et mesures non conformes aux IFRS ». Se reporter à la rubrique « Indicateurs de rendement clés et mesures non conformes aux IFRS » du rapport de gestion du 31 décembre 2020, du rapport de gestion du 31 décembre 2019, du rapport de gestion du 31 décembre 2018 et du rapport de gestion du 31 décembre 2017. Ces rapports de gestion sont accessibles à l'adresse www.sedar.com.

² Les mesures financières comparables du rendement des actifs comme présenté et ajusté pour l'exercice 2017 n'ont pas été publiées.

³ Les mesures financières comparables du rendement des capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires comme présenté et ajusté pour les exercices 2017 à 2019 n'ont pas été publiées.

⁴ Les principales informations financières annuelles pour l'exercice clos le 31 décembre 2021 incluent l'information financière de LendCare.

⁵ Présentés selon IAS 39 plutôt que selon IFRS 9.

Les principales mesures financières des cinq derniers exercices sont présentées dans le tableau précédent et comprennent les prêts à la consommation bruts, les produits, le résultat net, le résultat par action, le rendement des actifs, le rendement des capitaux propres, le rendement des capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires et le résultat net en pourcentage des produits pour cette période. L'augmentation des produits pour cette période est principalement attribuable à une croissance des prêts à la consommation bruts. L'augmentation des produits jumelée à la diminution des charges d'exploitation et des charges financières a contribué à la hausse du résultat net ajusté et du résultat dilué par action ajusté de la Société tandis que l'accroissement des activités a également entraîné une hausse du résultat net ajusté en pourcentage des produits sur la période présentée. Enfin, le rendement des actifs ajusté, le rendement des capitaux propres ajusté et le rendement des capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires ajusté ont généralement augmenté en raison de la hausse du résultat réalisé par la Société. Le rendement des actifs ajusté et le rendement des capitaux propres ajusté ont baissé au cours du plus récent exercice en raison de l'augmentation des actifs et des capitaux propres liée à l'acquisition de LendCare.

Actifs et passifs

(en milliers de dollars)	Au 31 décembre 2021	Au 31 décembre 2020	Au 31 décembre 2019	Au 31 décembre 2018	Au 31 décembre 2017
Total de l'actif	2 596 153	1 501 916	1 318 622	1 055 676	749 615
Prêts à la consommation, montant net	1 899 631	1 152 378	1 040 552	782 864	513 425
Trésorerie	102 479	93 053	46 341	100 188	109 370
Total du passif	1 806 240	1 058 404	986 201	754 147	521 371
Billets à payer	1 085 906	689 410	701 549	650 481	401 193
Facilité renouvelable adossée à des actifs de titrisation	292 814	-	-	-	-
Emprunts garantis	173 959	-	-	-	-
Facilité de crédit renouvelable	-	198 339	112 563	-	-
Déventures convertibles	-	-	40 656	40 581	47 985

L'augmentation du total de l'actif est principalement attribuable à la croissance interne des prêts à la consommation de la Société et à l'acquisition de LendCare.

La Société finance la croissance de ses prêts à la consommation au moyen d'emprunts, d'actions ordinaires et des résultats non distribués. En 2017, la Société a émis des déventures d'un montant de 53 millions \$ et a remboursé sa facilité de crédit précédente en émettant des billets de premier rang non garantis à 7,875 % d'un montant de 325 millions \$ US venant à échéance le 1^{er} novembre 2022 (« billets de 2022 ») et en obtenant une ligne de crédit renouvelable de 110 millions \$ auprès d'un syndicat bancaire. En 2018, la Société a émis une deuxième tranche de billets de 2022 d'un montant de 150 millions \$ US et relevé le plafond d'emprunt sur sa ligne de crédit renouvelable pour le faire passer à 174,5 millions \$. En 2019, la Société a émis des billets de premier rang non garantis à 5,375 % d'un montant de 550 millions \$ US venant à échéance le 1^{er} décembre 2024 (« billets de 2024 ») et remboursé les billets de 2022 ainsi que relevé le plafond d'emprunt sur sa ligne de crédit renouvelable pour le faire passer à 310 millions \$. En 2020, la Société a racheté toutes les déventures qui n'avaient pas été converties au 31 juillet 2020 et a établi une nouvelle facilité renouvelable adossée à des actifs de titrisation d'un montant de 200 millions \$. En 2021, la Société a accru davantage la facilité renouvelable adossée à des actifs de titrisation à 600 millions \$, a acquis des facilités d'emprunts garantis dans le cadre de l'acquisition de LendCare et a émis les billets de 2026 d'un montant de 320 millions \$ US. Les facilités de crédit de la Société sont décrites dans les notes des états financiers consolidés de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2021.

En janvier 2022, la Société a accru sa facilité renouvelable adossée à des actifs de titrisation, la faisant passer de 600 millions \$ à 900 millions \$, et a réduit le montant maximal de capital disponible de sa facilité de crédit renouvelable, le faisant passer de 310 millions \$ à 270 millions \$.

À la fin de 2021, le ratio de dette nette (déduction faite des fonds excédentaires en caisse) sur la capitalisation nette de la Société s'élevait à 65 %; un niveau qui est prudent comparativement à celui de plusieurs de ses pairs et qui est en deçà de la cible visée, soit un ratio inférieur ou égal à 70 %.

Analyse des résultats pour le trimestre clos le 31 décembre 2021

Faits saillants du quatrième trimestre

- La Société a comptabilisé des produits records de 234,4 millions \$ pour les trois mois clos le 31 décembre 2021, en hausse de 61,2 millions \$ ou 35,3 % par rapport à 173,2 millions \$ pour la période correspondante de 2020. La hausse s'explique principalement par la contribution aux produits de LendCare et la croissance du portefeuille de prêts à la consommation de la Société.
- Le portefeuille de prêts à la consommation bruts est passé de 1,25 milliard \$ au 31 décembre 2020 à 2,03 milliards \$ au 31 décembre 2021, en hausse de 783,5 millions \$ ou 62,8 %. Cette croissance s'explique par : i) l'acquisition du portefeuille de prêts à la consommation bruts de 444,5 millions \$ auprès de LendCare; ii) l'augmentation des prêts octroyés aux points de vente de la Société; iii) l'augmentation des octrois de prêts non garantis et de prêts garantis par des biens immobiliers; iv) le développement du réseau de succursales de la Société et la poursuite de l'expansion géographique; v) l'offre de produits de prêt dans les magasins easyhome de la Société; vi) la croissance du programme de prêt automobile de la Société; et vii) l'amélioration continue des actifs numériques de la Société.
- Les radiations nettes pour le trimestre, en pourcentage des prêts à la consommation bruts moyens sur une base annualisée, se sont établies à 9,6 %, en hausse de 60 pdb par rapport à 9,0 % pour la période correspondante de 2020. La variation des radiations nettes est essentiellement attribuable au soutien financier important accordé aux clients par le gouvernement fédéral pendant la pandémie de COVID-19 en 2020. Les radiations nettes sont demeurées inférieures d'environ 370 pdb aux niveaux d'avant la COVID-19 en 2019 en raison de l'amélioration de la composition des produits et du crédit du portefeuille de prêts à la consommation, y compris de l'acquisition de LendCare.
- Pour le trimestre, la variation nette de la provision pour pertes de crédit a augmenté de 4,2 millions \$ en raison de la croissance plus importante du portefeuille de prêts par rapport à la période correspondante de 2020. Le taux de provision a augmenté légèrement pour les trois mois clos le 31 décembre 2021, s'établissant à 7,87 % par rapport à 7,83 % au troisième trimestre de 2021, ce qui s'explique principalement par l'incertitude entourant les répercussions de la COVID-19.
- easyfinancière a enregistré un résultat d'exploitation de 87,6 millions \$ pour les trois mois clos le 31 décembre 2021, contre 67,2 millions \$ pour la période correspondante de 2020, en hausse de 20,4 millions \$ ou de 30,4 %. L'amélioration du résultat d'exploitation est attribuable à la croissance interne constante du portefeuille de prêts de la Société, à l'amélioration constante du rendement en matière de crédit et de paiement du portefeuille de prêts à la consommation bruts de la Société, en raison des conditions macroéconomiques liées à la pandémie de COVID-19, et à l'acquisition de LendCare. Par conséquent, les produits d'easyfinancière ont augmenté de 59,5 millions \$, ce qui a été contrebalancé en partie par une augmentation de 23,2 millions \$ de la charge au titre des créances irrécouvrables et une augmentation de 15,9 millions \$ des dépenses supplémentaires liées à l'acquisition de LendCare engagées afin de soutenir la croissance du nombre de clients, d'accroître l'offre de produits et d'étendre la présence au détail. La marge d'exploitation d'easyfinancière s'est établie à 44,7 % pour le trimestre, contre 49,2 % pour la période correspondante de 2020.

- Le résultat d'exploitation d'easyhome s'est chiffré à 8,5 millions \$, comparativement à 8,7 millions \$ pour la période correspondante de 2020, soit une baisse de 0,2 million \$ ou de 2,5 %. Cette baisse est attribuable principalement à une hausse des charges d'exploitation, contrebalancée en partie par une hausse des produits. La marge d'exploitation a été de 22,0 % pour les trois mois clos le 31 décembre 2021, en baisse par rapport à celle de 23,6 % pour la période correspondante de 2020.
- Le résultat d'exploitation total de la Société pour les trois mois clos le 31 décembre 2021 s'est chiffré à 79,6 millions \$, soit une hausse de 18,4 millions \$ ou de 29,9 % par rapport à la période correspondante de 2020. La marge d'exploitation de la Société pour le trimestre a été de 34,0 %, en baisse par rapport à 35,4 % pour la période correspondante de 2020. Pour les trois mois clos le 31 décembre 2021, la Société a enregistré des éléments d'ajustement qui ne surviennent pas dans le cours normal des activités commerciales, d'un montant important, qui ont une grande portée, ce qui, selon la direction, ne reflète pas le rendement sous-jacent des activités. Ces éléments d'ajustement comprennent les coûts d'intégration pour l'acquisition de LendCare, l'amortissement des immobilisations incorporelles acquises dans le cadre de l'acquisition ainsi que les profits réalisés et latents de réévaluation à la juste valeur des placements pour la période considérée, et sont présentés à la rubrique « Indicateurs de rendement clés et mesures non conformes aux IFRS ». Compte non tenu de l'incidence des éléments d'ajustement mentionnés à la rubrique « Indicateurs de rendement clés et mesures non conformes aux IFRS », le résultat d'exploitation ajusté comme présenté¹ de la Société pour les trois mois clos le 31 décembre 2021 a atteint 86,4 millions \$, en hausse de 25,1 millions \$ ou de 40,9 % par rapport à la période correspondante de 2020. L'augmentation de la marge d'exploitation est attribuable principalement à la hausse des produits tirés d'un portefeuille de prêts à la consommation de plus grande taille pour la période, contrebalancée en partie par la hausse des charges d'exploitation. La marge d'exploitation ajustée¹ de la Société pour le trimestre a été de 36,8 %, en hausse par rapport à 35,4 % pour la période correspondante de 2020.
- Les trois mois clos le 31 décembre 2021 ont constitué le 82^e trimestre d'affilée où la Société présente un résultat net et un résultat dilué par action positifs. Pour les trois mois clos le 31 décembre 2021, le résultat net de la Société s'est chiffré à 50,0 millions \$, soit un résultat net dilué par action de 2,90 \$, respectivement en hausse de 2,1 % et en baisse de 7,6 % par rapport à 48,9 millions \$ et 3,14 \$ pour la période correspondante de 2020. Compte non tenu de l'incidence des éléments d'ajustement mentionnés à la rubrique « Indicateurs de rendement clés et mesures non conformes aux IFRS », le résultat net ajusté¹ et le résultat dilué par action ajusté¹ de goeasy pour les trois mois clos le 31 décembre 2021 ont atteint un niveau record. Le résultat net ajusté¹ et le résultat dilué par action ajusté¹ de la Société pour les trois mois clos le 31 décembre 2021 ont atteint un niveau record, se chiffrant respectivement à 47,6 millions \$ et 2,76 \$. Sur cette base, le résultat net ajusté¹ et le résultat dilué par action ajusté¹ ont augmenté respectivement de 36,1 % et de 23,2 %.
- Le rendement des capitaux propres de goeasy s'est établi à 25,0 % pour les trois mois clos le 31 décembre 2021, en baisse par rapport à 45,8 % pour la période correspondante de 2020. Le rendement des capitaux propres ajusté¹ pour les trois mois clos le 31 décembre 2021 s'est chiffré à 23,9 %, en baisse par rapport à 32,8 % pour la période correspondante de 2020. Cette baisse s'explique principalement par le niveau plus élevé de capitaux propres attribuable au placement d'actions par voie de prise ferme de 172,5 millions \$ lié à l'acquisition de LendCare.
- Le rendement des capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires¹ de goeasy s'est établi à 39,8 % pour les trois mois clos le 31 décembre 2021, contre 48,2 % pour la période correspondante de 2020. Le rendement des capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires ajusté¹ pour les trois mois clos le 31 décembre 2021 s'est chiffré à 36,2 %, en hausse par rapport à 34,5 % pour la période correspondante de 2020. La hausse du rendement des capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires ajusté s'explique par l'augmentation des produits tirés d'un portefeuille de prêts à la consommation de plus grande taille.

¹ Le résultat d'exploitation ajusté et le résultat net ajusté sont des mesures non conformes aux IFRS. La marge d'exploitation ajustée, le résultat dilué par action ajusté, le rendement des capitaux propres ajusté ainsi que le rendement des capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires comme présenté et le rendement des capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires ajusté sont des ratios non conformes aux IFRS. Voir les descriptions à la rubrique « Indicateurs de rendement clés et mesures non conformes aux IFRS ».

Sommaire des résultats financiers et indicateurs de rendement clés

(en milliers de dollars, sauf le résultat par action et les pourcentages)	Trois mois clos les		Variation \$/pdb	% de variation
	31 décembre 2021	31 décembre 2020		
Sommaire des résultats financiers				
Produits	234 430	173 219	61 211	35,3 %
Charges d'exploitation avant amortissements ²	133 136	95 190	37 946	39,9 %
BAIIA ¹	100 508	85 089	15 419	18,1 %
Marge du BAIIA ¹	42,9 %	49,1 %	(620 pdb)	(12,6) %
Amortissements ²	21 665	16 752	4 913	29,3 %
Résultat d'exploitation	79 629	61 277	18 352	29,9 %
Marge d'exploitation	34,0 %	35,4 %	(140 pdb)	(4,0) %
Autres produits ^{2, 3}	8 371	16 040	(7 669)	(47,8) %
Charges financières	22 281	13 343	8 938	67,0 %
Taux d'imposition effectif	24,0 %	23,5 %	50 pdb	2,1 %
Résultat net	49 961	48 911	1 050	2,1 %
Résultat dilué par action	2,90	3,14	(0,24)	(7,6) %
Rendement des actifs	7,9 %	13,6 %	(570 pdb)	(41,9) %
Rendement des capitaux propres	25,0 %	45,8 %	(2 080 pdb)	(45,4) %
Rendement des capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires ¹	39,8 %	48,2 %	(840 pdb)	(17,4) %
Résultats financiers ajustés^{1, 2, 3}				
Résultat d'exploitation ajusté	86 353	61 277	25 076	40,9 %
Marge d'exploitation ajustée	36,8 %	35,4 %	140 pdb	4,0 %
Résultat net ajusté	47 644	34 996	12 648	36,1 %
Résultat dilué par action ajusté	2,76	2,24	0,52	23,2 %
Rendement des actifs ajusté	7,5 %	9,8 %	(230 pdb)	(23,5) %
Rendement des capitaux propres ajusté	23,9 %	32,8 %	(890 pdb)	(27,1) %
Rendement des capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires ajusté	36,2 %	34,5 %	170 pdb	4,9 %
Indicateurs de rendement clés				
Croissance des produits des magasins déjà détenus (dans l'ensemble) ¹	13,4 %	4,2 %	920 pdb	219,0 %
Croissance des produits des magasins déjà détenus (easyhome) ¹	5,6 %	4,4 %	120 pdb	27,3 %
Résultats financiers par secteur				
Produits d'easyfinancière	196 015	136 523	59 492	43,6 %
Marge d'exploitation d'easyfinancière	44,7 %	49,2 %	(450 pdb)	(9,1) %
Produits d'easyhome	38 415	36 696	1 719	4,7 %
Marge d'exploitation d'easyhome	22,0 %	23,6 %	(160 pdb)	(6,8) %
Indicateurs du portefeuille				
Prêts à la consommation bruts	2 030 339	1 246 840	783 499	62,8 %
Croissance des prêts à la consommation	133 623	64 039	69 584	108,7 %
Prêts bruts octroyés	506 853	334 102	172 751	51,7 %
Rendement total des prêts à la consommation (y compris les produits accessoires) ¹	41,4 %	46,6 %	(520 pdb)	(11,2) %
Radiations nettes exprimées en pourcentage de la moyenne des prêts à la consommation bruts	9,6 %	9,0 %	60 pdb	6,7 %
Flux de trésorerie disponibles liés aux activités d'exploitation avant la croissance nette des prêts à la consommation bruts ¹	59 452	40 980	18 472	45,1 %
Revenus locatifs mensuels potentiels ¹	8 193	8 461	(268)	(3,2) %

¹ Le BAIIA, le résultat d'exploitation ajusté, le résultat net ajusté et les flux de trésorerie disponibles liés aux activités d'exploitation avant la croissance nette des prêts à la consommation bruts sont des mesures non conformes aux IFRS. La marge du BAIIA, la marge d'exploitation ajustée, le résultat dilué par action ajusté, le rendement des capitaux propres ajusté, le rendement des actifs ajusté, le rendement des capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires comme présenté et le rendement des capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires ajusté, ainsi que le rendement total des prêts à la consommation (y compris les produits accessoires) sont des ratios non conformes aux IFRS. La croissance des produits des magasins déjà détenus (dans l'ensemble), la croissance des produits des magasins déjà détenus (easyhome) et les revenus locatifs mensuels potentiels sont des mesures financières supplémentaires. Voir la description dans les rubriques « Analyse du portefeuille », « Indicateurs de rendement clés et mesures non conformes aux IFRS » et « Situation financière ».

² Pour les trois mois clos le 31 décembre 2021, la Société avait des éléments d'ajustement avant impôts totalisant 1,6 million \$ (2,3 millions \$ après impôts) qui comprenaient ce qui suit :

Éléments d'ajustement liés à l'acquisition de LendCare

- Les coûts d'intégration relatifs aux honoraires de conseillers, aux incitatifs pour les employés, à la représentation, aux frais d'assurance au titre des garanties et les autres coûts d'intégration liés à l'acquisition de LendCare et la radiation d'un montant lié à des logiciels dans le cadre de l'intégration de LendCare. des coûts d'intégration s'élevant à 3,4 millions \$ avant impôts (2,5 millions \$ après impôts) ont été présentés dans les charges d'exploitation avant amortissements;
- L'amortissement des immobilisations incorporelles de 131 millions \$, d'une durée d'utilité estimative de dix ans, découlant de l'acquisition de LendCare, qui se chiffre à 3,3 millions \$ avant impôts (2,4 millions \$ après impôts).

Éléments d'ajustement liés aux autres produits

- Les profits latents de réévaluation à la juste valeur, principalement sur la participation dans Affirm et le contrat de swap sur le rendement total, qui s'élèvent à 8,4 millions \$ avant impôts (7,3 millions \$ après impôts).

³ Au quatrième trimestre de 2020, la Société détenait des éléments d'ajustement qui comprenaient ce qui suit :

- Le profit latent de réévaluation à la juste valeur sur le placement dans PayBright, qui totalise 16,0 millions \$ avant impôts (13,9 millions \$ après impôts).

Sommaire des établissements

	Établissements au 30 septembre 2021	Établissements ouverts/acquis au cours de la période	Établissements fermés au cours de la période	Conversions	Établissements au 31 décembre 2021
easyfinancière					
Kiosques (en magasin) Établissements	6	-	-	(1)	5
autonomes	279	6	-	1	286
Centres d'activités	3	-	-	-	3
Total des établissements d'easyfinancière	288	6	-	-	294
easyhome					
Magasins détenus par la Société	124	-	-	-	124
Magasins franchisés	34	-	-	-	34
Total des magasins d'easyhome	158	-	-	-	158
Siège social					
Siège social	1	-	-	-	1
Total du siège social	1	-	-	-	1

Sommaire des résultats financiers par secteur

(en milliers de dollars, sauf le résultat par action)	Trois mois clos le 31 décembre 2021			
	easyfinancière ¹	easyhome	Siège social	Total
Produits				
Produits d'intérêts	149 004	6 525	-	155 529
Revenus locatifs	-	27 663	-	27 663
Commissions gagnées	42 676	3 234	-	45 910
Frais et honoraires	4 335	993	-	5 328
	196 015	38 415	-	234 430
Total des charges d'exploitation avant amortissements	99 597	18 563	14 976	133 136
Amortissements				
Amortissement des biens loués, des immobilisations corporelles et des immobilisations incorporelles	6 130	9 463	1 281	16 874
Amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation	2 645	1 939	207	4 791
	8 775	11 402	1 488	21 665
Résultat d'exploitation	87 643	8 450	(16 464)	79 629
Autres produits				8 371
Charges financières				
Charge d'intérêts et amortissement des charges financières différées				21 460
Charge d'intérêts sur les obligations locatives				821
				22 281
Résultat avant impôts sur le résultat				65 719
Impôts sur le résultat				15 758
Résultat net				49 961
Résultat dilué par action				2,90

¹ Les résultats financiers de LendCare sont présentés dans le secteur d'exploitation à présenter easyfinancière. Pour plus de précisions, se reporter à la rubrique « Aperçu des activités ».

(en milliers de dollars, sauf le résultat par action)	Trois mois clos le 31 décembre 2020			
	easyfinancière	easyhome	Siège social	Total
Produits				
Produits d'intérêts	101 967	4 817	-	106 784
Revenus locatifs	-	28 564	-	28 564
Commissions gagnées	32 461	2 286	-	34 747
Frais et honoraires	2 095	1 029	-	3 124
Total des charges d'exploitation avant amortissements	136 523	36 696	-	173 219
Amortissements				
Amortissement des biens loués, des immobilisations corporelles et des immobilisations incorporelles	65 053	16 833	13 304	95 190
Amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation	2 181	9 306	1 076	12 563
	2 062	1 894	233	4 189
	4 243	11 200	1 309	16 752
Résultat d'exploitation	67 227	8 663	(14 613)	61 277
Autres produits				16 040
Charges financières				
Charge d'intérêts et amortissement des charges financières différées				12 624
Charge d'intérêts sur les obligations locatives				719
				13 343
Résultat avant impôts sur le résultat				63 974
Impôts sur le résultat				15 063
Résultat net				48 911
Résultat dilué par action				3,14

Rendement du portefeuille

Prêts à la consommation

Les octrois de prêts pour le trimestre ont augmenté de 51,7 % par rapport à la période correspondante de 2020 pour s'établir à 506,9 millions \$. Le portefeuille de prêts à la consommation a augmenté de 133,6 millions \$ pour le trimestre, en regard d'une croissance de 64,0 millions \$ pour la période correspondante de 2020. Le portefeuille de prêts à la consommation bruts est passé de 1,25 milliard \$ au 31 décembre 2020 à 2,03 milliards \$ au 31 décembre 2021, en hausse de 783,5 millions \$ ou 62,8 %. Cette croissance s'explique par : i) l'acquisition du portefeuille de prêts à la consommation bruts de 444,5 millions \$ auprès de LendCare; ii) l'augmentation des prêts octroyés aux points de vente de la Société; iii) l'augmentation des octrois de prêts non garantis et de prêts garantis par des biens immobiliers; iv) le développement du réseau de succursales de la Société et la poursuite de l'expansion géographique; v) l'offre de produits de prêt dans les magasins easyhome de la Société; vi) la croissance du programme de prêt automobile de la Société; et vii) l'amélioration continue des actifs numériques de la Société.

Le rendement total annualisé, y compris les intérêts sur les prêts, les honoraires et les produits accessoires, réalisé par la Société sur les prêts à la consommation moyens a été de 41,4 % pour les trois mois clos le 31 décembre 2021, une baisse de 520 pdb par rapport à la période correspondante de 2020. La baisse du rendement total annualisé est attribuable à : i) l'acquisition de LendCare, qui finance les achats des consommateurs dans les catégories des sports motorisés, de l'automobile, de la rénovation domiciliaire, des soins de santé et du commerce de détail, dont les taux d'intérêt sur les prêts sont plus faibles; ii) la pénétration accrue des produits de prêts à taux d'intérêt ajustés en fonction du risque et de prêts garantis par des biens immobiliers, prêts dont la taille est plus importante et dont la période d'amortissement est plus longue; iii) l'intensification des activités de prêt dans les provinces où les taux d'intérêt sur les prêts sont plus bas; iv) une plus forte proportion de prêts à des montants plus élevés, ce qui a réduit le prix de certains produits accessoires; et v) une légère réduction des taux de pénétration des produits accessoires.

La charge au titre des créances irrécouvrables s'est élevée à 58,6 millions \$ pour le trimestre considéré, en hausse de 24,1 millions \$ ou de 70,0 % par rapport à 34,5 millions \$ à la période correspondante de 2020. Le tableau suivant présente les composantes de la charge au titre des créances irrécouvrables.

(en milliers de dollars)	Trois mois clos les	
	31 décembre 2021	31 décembre 2020
Provision établie en raison des radiations nettes	47 399	27 481
Incidence de la croissance du portefeuille de prêts	10 301	6 425
Incidence de la variation du taux de provision au cours de la période	940	587
Variation nette de la provision pour pertes de crédit	11 241	7 012
Charge au titre des créances irrécouvrables	58 640	34 493

L'augmentation de 24,1 millions \$ de la charge au titre des créances irrécouvrables est attribuable aux facteurs suivants :

- i) Les radiations nettes ont augmenté de 19,9 millions \$, passant de 27,5 millions \$ pour le quatrième trimestre de 2020 à 47,4 millions \$ pour le trimestre considéré. Les radiations nettes pour le trimestre, en pourcentage des prêts à la consommation bruts moyens sur une base annualisée, se sont établies à 9,6 %, en hausse de 60 pdb par rapport à 9,0 % au quatrième trimestre de 2020. L'augmentation des radiations nettes pour les trois mois clos le 31 décembre 2021 par rapport à la période correspondante de 2020 est essentiellement attribuable au soutien financier important accordé aux clients par le gouvernement fédéral pendant la pandémie de COVID-19 en 2020. Les radiations nettes sont demeurées inférieures au niveau ciblé par la Société en raison d'une diminution importante des dépenses de consommation liée à la fermeture de l'économie et de l'augmentation du soutien financier accordé aux clients par le gouvernement fédéral pendant la pandémie de COVID-19.
- ii) La Société a enregistré une hausse de 4,2 millions \$ de la charge liée à la provision en raison de la croissance plus importante du portefeuille de prêts par rapport à la période correspondante de 2020. Pour le trimestre, le taux de provision pour pertes de crédit futures a légèrement augmenté, passant de 7,83 % à 7,87 %, ce qui s'explique principalement par l'incertitude accrue entourant les répercussions de la COVID-19.

Portefeuille de contrats de location d'easyhome

Au 31 décembre 2021, le portefeuille de contrats de location, évalué selon les revenus locatifs mensuels potentiels, s'élevait à 8,2 millions \$, en baisse par rapport à 8,5 millions \$ au 31 décembre 2020. La diminution est attribuable au nombre moins élevé de contrats de location, partiellement contrebalancé par une hausse du taux de location moyen, ce qui s'explique en partie par les modifications apportées à la composition des produits et certains ajustements de prix. La croissance des prêts à la consommation octroyés dans les magasins d'easyhome a contribué à la croissance globale des produits.

Produits

Les produits pour les trois mois clos le 31 décembre 2021 se sont chiffrés à 234,4 millions \$, comparativement à 173,2 millions \$ pour la période correspondante de 2020, une hausse de 61,2 millions \$ ou de 35,3 %. Dans l'ensemble, la hausse des produits s'explique principalement par l'apport des produits de LendCare et la croissance du portefeuille de prêts à la consommation de la Société. Les ventes des magasins déjà détenus pour le trimestre ont augmenté de 13,4 %.

easyfinancière – Les produits pour les trois mois clos le 31 décembre 2021 se sont chiffrés à 196,0 millions \$, une hausse de 59,5 millions \$ par rapport à la période correspondante de 2020. Les composantes de la hausse des produits comprennent :

- i) la hausse des produits d'intérêts de 47,0 millions \$ ou de 46,1 % attribuable à la croissance du portefeuille de prêts, qui comprend les prêts à la consommation bruts acquis de LendCare, contrebalancée en partie par une baisse des rendements en intérêt;
- ii) l'augmentation de 10,2 millions \$ ou de 31,5 % des commissions gagnées sur la vente de produits et de services accessoires attribuable à la croissance du portefeuille de prêts à la consommation et à la baisse des coûts des réclamations dans le cadre du programme de protection d'assurance prêt de la Société pour le trimestre;
- iii) l'augmentation de 2,2 millions \$ des frais et honoraires.

easyhome – Les produits pour les trois mois clos le 31 décembre 2021 se sont chiffrés à 38,4 millions \$, une hausse de 1,7 million \$ par rapport à la période correspondante de 2020. Les produits provenant des prêts octroyés dans les magasins d'easyhome ont augmenté de 2,7 millions \$ pour le trimestre considéré par rapport au trimestre correspondant de 2020. Les produits provenant des contrats de location traditionnels, y compris les frais pour le trimestre considéré, ont diminué de 1,0 million \$ par rapport à ceux du trimestre correspondant de 2020. Les composantes des produits d'easyhome comprennent :

- i) l'augmentation de 1,7 million \$ des produits d'intérêts attribuable à la croissance des prêts à la consommation provenant des activités d'easyhome;
- ii) la diminution de 0,9 million \$ des revenus locatifs du fait du recul du portefeuille de contrats de location;
- iii) l'augmentation de 0,9 million \$ des commissions gagnées sur la vente de produits accessoires dans les magasins d'easyhome, attribuable à l'augmentation des produits tirés du programme de protection d'assurance prêt de la Société;
- iv) les frais et honoraires qui sont demeurés stables.

Total des charges d'exploitation avant amortissements

Le total des charges d'exploitation avant amortissements s'est élevé à 133,1 millions \$ pour les trois mois clos le 31 décembre 2021, en hausse de 37,9 millions \$ ou de 39,9 % par rapport à la période correspondante de 2020. La hausse des charges d'exploitation avant amortissements est principalement attribuable aux coûts d'intégration liés à l'acquisition de LendCare, à l'apport des charges d'exploitation de LendCare, à une hausse de la charge au titre des créances irrécouvrables dans les secteurs easyfinancière et easyhome et à une hausse des charges du secteur siège social.

easyfinancière – Le total des charges d'exploitation avant amortissements s'est élevé à 99,6 millions \$ pour les trois mois clos le 31 décembre 2021, en hausse de 34,5 millions \$ ou de 53,1 % par rapport à la période correspondante de 2020. Les principaux facteurs comprennent :

- i) l'augmentation de 23,2 millions \$ de la charge au titre des créances irrécouvrables pour le trimestre considéré par rapport à la période correspondante de 2020 attribuable à une hausse des radiations nettes et de la charge liée à la provision découlant de la croissance du portefeuille de prêts;
- ii) l'augmentation de 11,3 millions \$ des autres charges d'exploitation pour le quatrième trimestre de 2021 attribuable à l'acquisition de LendCare, qui a donné lieu à une hausse des coûts liés à l'exploitation et à la gestion de la croissance du portefeuille de prêts et des réseaux de commerçants et de succursales. Globalement, le nombre de succursales a augmenté, pour passer de 266 au 31 décembre 2020 à 294 au 31 décembre 2021.

easyhome – Le total des charges d’exploitation avant amortissements s’est élevé à 18,6 millions \$ pour les trois mois clos le 31 décembre 2021, en hausse de 1,7 million \$ ou de 10,3 % par rapport à la période correspondante de 2020. Les principaux facteurs comprennent :

- i) une augmentation de 0,9 million \$ de la charge au titre des créances irrécouvrables en raison d’un portefeuille de prêts de plus grande taille;
- ii) une augmentation de 0,8 million \$ du total de la charge de la rémunération et des coûts de distribution.

Siège social – Le total des charges d’exploitation avant amortissements s’est élevé à 15,0 millions \$ pour le quatrième trimestre de 2021, ce qui inclut les coûts d’intégration de 3,4 millions \$ liés à l’acquisition de LendCare. Compte non tenu des coûts d’intégration, les charges d’exploitation avant amortissements pour le quatrième trimestre de 2021 se sont chiffrées à 11,6 millions \$, comparativement à 13,3 millions \$ pour la période correspondante de 2020, une diminution de 1,7 million \$, ou 12,8 %, principalement attribuable à une baisse de la charge de la rémunération, en partie contrebalancée par une hausse des coûts des technologies. Compte non tenu des coûts d’intégration, les charges du siège social avant amortissements pour le quatrième trimestre de 2021 ont représenté 4,9 % des produits, comparativement à 7,7 % des produits pour le trimestre correspondant de 2020.

Amortissements

La dotation aux amortissements pour les trois mois clos le 31 décembre 2021 s’est chiffrée à 21,7 millions \$, en hausse de 4,9 millions \$ ou de 29,3 % par rapport à la période correspondante de 2020. Globalement, la dotation aux amortissements a représenté 9,2 % des produits pour les trois mois clos le 31 décembre 2021, par rapport à 9,7 % pour la période correspondante de 2020.

easyfinancière – Le total de la dotation aux amortissements s’est élevé à 8,8 millions \$ pour le quatrième trimestre de 2021. Ce montant comprend un amortissement des actifs au titre de droits d’utilisation de 2,6 millions \$. L’amortissement des immobilisations corporelles et des immobilisations incorporelles pour les trois mois clos le 31 décembre 2021 s’est établi à 6,1 millions \$, en hausse de 3,9 millions \$ par rapport à 2,2 millions \$ pour la période correspondante de 2020, ce qui s’explique surtout par un montant de 3,3 millions \$ au titre de l’amortissement des immobilisations incorporelles acquises dans le cadre de l’acquisition de LendCare.

easyhome – La dotation aux amortissements, qui s’est établie à 11,4 millions \$ au quatrième trimestre de 2021 a été stable par rapport à la période comparable de 2020. L’amortissement des biens loués, des immobilisations corporelles et des immobilisations incorporelles d’easyhome, exprimé en pourcentage des produits d’easyhome pour le trimestre considéré, s’est établi à 24,6 %, en baisse par rapport à 25,4 % pour la période correspondante de 2020. La baisse est attribuable à un nombre moins élevé de biens loués, alors que la proportion des produits provenant des prêts à la consommation est plus grande.

Siège social – La dotation aux amortissements s’est élevée à 1,5 million \$ pour les trois mois clos le 31 décembre 2021, une augmentation de 0,2 million \$ par rapport à la période correspondante de 2020. La hausse est principalement attribuable à l’augmentation de l’amortissement des immobilisations incorporelles et des immobilisations corporelles qui a surtout été entraînée par l’ajout de nouveaux logiciels et les améliorations locatives comptabilisés au cours des 12 derniers mois.

Résultat d’exploitation (résultat avant charges financières et impôts sur le résultat)

Le résultat d’exploitation pour les trois mois clos le 31 décembre 2021 s’est chiffré à 79,6 millions \$, soit une hausse de 18,4 millions \$ ou de 29,9 % par rapport à la période correspondante de 2020. La marge d’exploitation de la Société pour le trimestre a été de 34,0 %, en hausse par rapport à 35,4 % au quatrième trimestre de 2020. Compte non tenu de l’incidence des éléments d’ajustement mentionnés à la rubrique « Indicateurs de rendement clés et mesures non conformes aux IFRS », le résultat d’exploitation ajusté comme présenté de la Société pour les trois mois clos le 31 décembre 2021 a atteint 86,4 millions \$, en hausse de 25,1 millions \$ ou de 40,9 %. L’augmentation de la marge d’exploitation est attribuable principalement à la hausse des produits tirés d’un portefeuille de prêts à la consommation de plus grande taille pour la période, contrebalancée en partie par la hausse des charges d’exploitation. La marge d’exploitation ajustée de la Société pour le trimestre a été de 36,8 %, en hausse par rapport à 35,4 % pour la période correspondante de 2020.

easyfinancière – Le résultat d’exploitation pour les trois mois clos le 31 décembre 2021 s’est chiffré à 87,6 millions \$, contre 67,2 millions \$ pour la période correspondante de 2020, une hausse de 20,4 millions \$ ou de 30,4 %. L’amélioration du résultat d’exploitation est attribuable à l’augmentation des produits de 59,5 millions \$ découlant de la croissance constante du portefeuille de prêts à la consommation de la Société, y compris le portefeuille acquis de LendCare, contrebalancée en partie par des augmentations de 23,2 millions \$ de la charge au titre des créances irrécouvrables et 15,9 millions \$ des dépenses supplémentaires engagées afin de soutenir la croissance du nombre de clients, d’accroître l’offre de produits et d’étendre la présence au détail. La marge d’exploitation d’easyfinancière pour le trimestre s’est établie à 44,7 %, par rapport à 49,2 % pour la période correspondante de 2020.

easyhome – Le résultat d’exploitation pour les trois mois clos le 31 décembre 2021 s’est chiffré à 8,5 millions \$, une baisse de 0,2 million \$ ou de 2,5 % par rapport à la période correspondante de 2020. Cette baisse est attribuable principalement à une hausse des charges d’exploitation, contrebalancée en partie par une hausse des produits. La marge d’exploitation a été de 22,0 % pour les trois mois clos le 31 décembre 2021, une baisse par rapport à 23,6 % pour la période correspondante de 2020.

Autres produits

Pour les trois mois clos le 31 décembre 2021, la Société a comptabilisé des profits latents de réévaluation à la juste valeur avant impôts de 8,4 millions \$, principalement attribuables aux profits latents de réévaluation à la juste valeur sur les placements de 0,3 million \$, du fait surtout de la tranche conditionnelle de la participation de la Société dans Affirm, et aux profits latents de réévaluation à la juste valeur sur le contrat de swap sur le rendement total de 8,1 millions \$.

Charges financières

Les charges financières pour les trois mois clos le 31 décembre 2021 se sont élevées à 22,3 millions \$, une hausse de 8,9 millions \$ par rapport à la période correspondante de 2020. Cette hausse est principalement attribuable à l’augmentation des niveaux d’endettement pour financer la croissance des activités de prêt de la Société, en partie contrebalancée par de solides flux de trésorerie disponibles liés aux activités d’exploitation avant la croissance nette des prêts à la consommation bruts, qui ont augmenté de 45,1 % par rapport à la période correspondante de 2020. La hausse a été contrebalancée en partie par la baisse des coûts d’emprunt. En 2021, la Société a utilisé sa facilité renouvelable adossée à des actifs de titrisation, laquelle porte intérêt à un taux plus faible. La dette de la Société au 31 décembre 2021 portait intérêt au taux nominal combiné moyen de 4,9 %, en baisse par rapport à 5,2 % au 31 décembre 2020.

Charge d’impôts sur le résultat

Le taux d’imposition effectif pour les trois mois clos le 31 décembre 2021 a été de 24,0 %, en légère hausse par rapport à 23,5 % à la période correspondante de 2020, en raison de la baisse des profits de réévaluation à la juste valeur sur les placements, dont le taux d’imposition effectif sur les gains en capital est plus faible.

Résultat net et résultat par action

Pour les trois mois clos le 31 décembre 2021, le résultat net de la Société s’est chiffré à 50,0 millions \$, soit un résultat net dilué par action de 2,90 \$, respectivement en hausse de 2,1 % et en baisse de 7,6 % par rapport à 48,9 millions \$ et 3,14 \$ pour la période correspondante de 2020. Compte non tenu de l’incidence des éléments d’ajustement mentionnés à la rubrique « Indicateurs de rendement clés et mesures non conformes aux IFRS », le résultat net ajusté et le résultat dilué par action ajusté de goeasy pour les trois mois clos le 31 décembre 2021 ont atteint un niveau record. Pour les trois mois clos le 31 décembre 2021, le résultat net dilué s’est chiffré à 47,6 millions \$, soit un résultat net dilué par action ajusté de 2,76 \$, en hausse respectivement de 36,1 % et 23,2 % par rapport à la période correspondante de 2020.

Principales informations financières trimestrielles

(en millions de dollars, sauf les pourcentages et les montants par action)	Décembre 2021 ³	Septembre 2021 ³	Juin 2021 ³	Mars 2021	Décembre 2020	Septembre 2020	Juin 2020	Mars 2020	Décembre 2019
Prêts à la consommation bruts	2 030,3	1 896,7	1 795,8	1 277,3	1 246,8	1 182,8	1 134,5	1 166,1	1 110,6
Produits	234,4	219,8	202,4	170,2	173,2	161,8	150,7	167,2	165,5
Résultat net	50,0	63,5	19,5	112,0	48,9	33,1	32,5	22,0	6,7
Résultat net ajusté ²	47,6	46,7	43,7	36,7	35,0	31,6	29,1	22,0	22,6
Rendement des actifs	7,9 %	10,3 %	3,8 %	28,8 %	13,6 %	9,7 %	9,4 %	6,4 %	2,1 %
Rendement des actifs ajusté ²	7,5 %	7,6 %	8,6 %	9,4 %	9,8 %	9,3 %	8,4 %	6,4 %	7,1 %
Rendement des capitaux propres	25,0 %	32,7 %	12,0 %	90,1 %	45,8 %	34,7 %	37,0 %	25,8 %	8,0 %
Rendement des capitaux propres ajusté ²	23,9 %	24,0 %	26,9 %	29,5 %	32,8 %	33,1 %	33,1 %	25,8 %	27,0 %
Rendement des capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires ^{2,4}	39,8 %	52,3 %	16,8 %	-	48,2 %	36,7 %	39,4 %	-	-
Rendement des capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires ajusté ^{2,4}	36,2 %	37,1 %	34,8 %	-	34,5 %	35,1 %	35,2 %	-	-
Résultat net en pourcentage des produits	21,3 %	28,9 %	9,6 %	65,8 %	28,2 %	20,5 %	21,6 %	13,1 %	4,0 %
Résultat net ajusté en pourcentage des produits ²	20,3 %	21,2 %	21,6 %	21,6 %	20,2 %	19,5 %	19,3 %	13,1 %	13,7 %
Résultat par action¹									
De base	3,00	3,79	1,20	7,41	3,24	2,20	2,25	1,50	0,46
Dilué	2,90	3,66	1,16	7,14	3,14	2,09	2,11	1,41	0,46
Dilué ajusté ²	2,76	2,70	2,61	2,34	2,24	2,00	1,89	1,41	1,45

¹ Les résultats par action trimestriels ne s'additionnent pas et pourraient ne pas correspondre au résultat par action annuel présenté. Cette situation s'explique par l'incidence de l'émission et du rachat d'actions au cours de la période sur le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires de base (telles que définies dans les présentes) en circulation et par l'arrondissement des données.

² Le résultat net ajusté est une mesure non conforme aux IFRS. Le résultat dilué par action ajusté, le rendement des capitaux propres ajusté, le rendement des actifs ajusté et le rendement des capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires présenté et ajusté sont des ratios non conformes aux IFRS. Voir les descriptions dans la rubrique « Indicateurs de rendement clés et mesures non conformes aux IFRS ». Se reporter à la rubrique « Indicateurs de rendement clés et mesures non conformes aux IFRS » du rapport de gestion du 30 septembre 2021, du rapport de gestion du 30 juin 2021, du rapport de gestion du 31 mars 2021, du rapport de gestion du 31 décembre 2020, du rapport de gestion du 30 septembre 2020, du rapport de gestion du 30 juin 2020, du rapport de gestion du 31 mars 2020 et du rapport de gestion du 31 décembre 2019. Ces rapports de gestion sont accessibles à l'adresse www.sedar.com.

³ Au deuxième trimestre de 2021, la Société a fait l'acquisition de LendCare. Les principales informations financières trimestrielles pour les périodes ouvertes à compter du 30 juin 2021 incluent l'information financière de LendCare.

⁴ Les mesures financières comparables du rendement des capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires présenté et ajusté pour les trois mois clos le 31 mars 2021, le 31 mars 2020 et le 31 décembre 2019 n'ont pas été publiées.

Les principales mesures financières de chaque trimestre de la période des neuf derniers trimestres sont présentées dans le tableau précédent et comprennent les prêts à la consommation bruts, les produits, le résultat net, le résultat par action, le rendement des actifs, le rendement des capitaux propres, le rendement des capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires et le résultat net en pourcentage des produits pour cette période. L'augmentation des produits pour cette période est principalement attribuable à la croissance des prêts à la consommation bruts. L'augmentation des produits ainsi que la diminution des charges d'exploitation et des charges financières ont contribué à la hausse du résultat net ajusté et du résultat par action ajusté de la Société tandis que l'accroissement des activités a également entraîné une hausse du résultat net ajusté en pourcentage des produits sur la période présentée. Enfin, le rendement des actifs ajusté, le rendement des capitaux propres ajusté et le rendement des capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires ajusté ont augmenté au cours des trimestres précédents en raison de la hausse du résultat réalisé par la Société, et a baissé au cours des plus récents trimestres en raison de l'augmentation des actifs et des capitaux propres par suite de l'acquisition de LendCare en 2021.

Analyse du portefeuille

La Société tire ses produits de portefeuilles de prêts à la consommation et de contrats de location. Les résultats financiers de la Société pour une période dépendent en grande partie du rendement de ces portefeuilles, et la composition des portefeuilles à la fin de la période constitue un indicateur important de ses résultats financiers ultérieurs.

La Société mesure le rendement de ses portefeuilles pour une période et leur composition à la fin d'une période en utilisant un certain nombre d'indicateurs de rendement clés décrits plus en détail ci-après. Plusieurs de ces indicateurs de rendement clés ne sont pas des mesures définies par les IFRS et ne devraient pas être considérés comme des mesures de remplacement du résultat net ou de toute autre mesure de rendement défini par les IFRS. Dans la présente rubrique, il est fait mention de certaines mesures financières qui ne sont pas établies selon les IFRS. Bien que ces mesures ne soient pas définies par les IFRS et qu'elles ne peuvent être comparées à des mesures similaires présentées par d'autres sociétés, leur sens est défini dans les présentes ou peut être déterminé par renvoi aux états financiers consolidés de la Société. La Société utilise ces mesures parce qu'elle est d'avis qu'elles facilitent la compréhension de ses résultats d'exploitation et de sa situation financière.

Prêts à la consommation

Prêts octroyés et montants nets

Les prêts bruts octroyés correspondent à la valeur de tous les prêts à la consommation consentis aux clients de la Société au cours d'une période d'octroi de nouveaux prêts. Les prêts bruts octroyés comprennent les prêts aux nouveaux clients et les nouveaux prêts aux clients existants, dont une partie peut être affectée au remboursement d'un emprunt antérieur. Lorsque la Société accorde un nouveau crédit à un client existant, elle réalise une analyse de crédit centralisée ou une évaluation complète de sa solvabilité en utilisant l'information à jour. De plus, elle tient compte de l'historique de remboursement de prêt du client tout au long de leur relation dans sa décision de lui accorder ou non un crédit. Par conséquent, la décision prise en matière de crédit lors de l'évaluation de clients existants ou d'anciens clients est plus éclairée, ce qui s'est traduit dans le passé par un meilleur rendement. Aucun crédit supplémentaire n'est accordé à un client ayant un prêt en souffrance.

Les prêts octroyés, montant net, constituent une mesure non conforme aux IFRS et présentent les prêts bruts que la Société a octroyés au cours d'une période, en excluant la partie des prêts affectée au remboursement des emprunts antérieurs, le cas échéant. La Société utilise les prêts octroyés, montant net, entre autres mesures, pour mesurer la performance opérationnelle de ses activités de location. Les mesures non conformes aux IFRS ne sont pas déterminées conformément aux IFRS, n'ont pas de signification normalisée et pourraient ne pas être comparables à des mesures financières semblables présentées par d'autres sociétés.

Les prêts bruts octroyés et les prêts octroyés, montant net pour les périodes considérées se présentent comme suit :

(en milliers de dollars)	Trois mois clos les		Exercices clos les	
	31 décembre 2021	31 décembre 2020	31 décembre 2021	31 décembre 2020
Prêts bruts octroyés	506 853	334 102	1 594 480	1 033 130
Prêts octroyés aux nouveaux clients	215 939	109 378	693 774	345 588
Prêts octroyés aux clients existants	290 914	224 724	900 706	687 542
Moins : produit des prêts affecté au remboursement des prêts existants	(152 153)	(121 246)	(486 627)	(373 293)
Prêts octroyés aux clients existants, montant net	138 761	103 478	414 079	314 249
Prêts octroyés, montant net	354 700	212 856	1 107 853	659 837

Prêts à la consommation bruts

La Société utilise les prêts à la consommation bruts comme mesure pour décrire la taille de son portefeuille de prêts. Les prêts à la consommation bruts reflètent le solde du portefeuille à la fin de la période, avant la provision pour les radiations futures éventuelles. Plusieurs facteurs favorisent la croissance des prêts à la consommation bruts, y compris l'augmentation du nombre de clients et la hausse de la valeur d'emprunt des clients. Les variations des prêts à la consommation bruts pour les périodes considérées se détaillent comme suit :

(en milliers de dollars)	Trois mois clos les		Exercices clos les	
	31 décembre 2021	31 décembre 2020	31 décembre 2021	31 décembre 2020
Prêts à la consommation bruts au début de la période	1 896 716	1 182 801	1 246 840	1 110 633
Prêts bruts octroyés	506 853	334 102	1 594 480	1 033 130
Prêts bruts achetés	-	-	444 520	31 275
Paiements de principal bruts et autres ajustements	(321 412)	(240 170)	(1 093 566)	(801 400)
Radiations brutes avant recouvrement	(51 818)	(29 893)	(161 935)	(126 798)
Augmentation nette des prêts à la consommation bruts au cours de la période	133 623	64 039	783 499	136 207
Prêts à la consommation bruts à la fin de la période	2 030 339	1 246 840	2 030 339	1 246 840

Le calendrier de remboursement en capital des prêts à la consommation bruts se présente comme suit :

(en milliers de dollars, sauf les pourcentages)	31 décembre 2021		31 décembre 2020	
	\$	% du total	\$	% du total
Moins de 6 mois	220 383	10,9 %	184 553	14,8 %
De 6 à 12 mois	160 914	7,9 %	144 341	11,6 %
De 12 à 24 mois	351 028	17,3 %	300 560	24,1 %
De 24 à 36 mois	408 762	20,1 %	289 065	23,2 %
De 36 à 48 mois	332 049	16,4 %	181 866	14,6 %
De 48 à 60 mois	229 782	11,3 %	62 361	5,0 %
Plus de 60 mois	327 421	16,1 %	84 094	6,7 %
Prêts à la consommation bruts	2 030 339	100,0 %	1 246 840	100,0 %

Les prêts à la consommation bruts dont le calendrier de remboursement en capital est supérieur à 60 mois ont augmenté de 940 pdb par rapport à ceux de 2020, principalement en raison de l'ajout du portefeuille de LendCare et de la décision de la Société de privilégier une gamme de produits comptant davantage de prêts garantis, qui ont tous deux des échéances de paiement plus longues.

La répartition des prêts à la consommation bruts en fonction de la durée contractuelle jusqu'à l'échéance se présente comme suit :

(en milliers de dollars, sauf les pourcentages)	31 décembre 2021		31 décembre 2020	
	\$	% du total	\$	% du total
Moins de 1 an	60 319	3,0 %	48 561	3,9 %
De 1 an à 2 ans	155 957	7,7 %	142 958	11,5 %
De 2 à 3 ans	347 331	17,1 %	321 683	25,8 %
De 3 à 4 ans	501 830	24,7 %	381 055	30,6 %
De 4 à 5 ans	473 096	23,3 %	209 994	16,8 %
Plus de 5 ans	491 806	24,2 %	142 589	11,4 %
Prêts à la consommation bruts	2 030 339	100,0 %	1 246 840	100,0 %

Les prêts à la consommation bruts dont la durée contractuelle jusqu'à l'échéance est supérieure à 5 ans ont augmenté de 1 280 pdb par rapport à ceux de 2020, principalement en raison de l'ajout du portefeuille de LendCare et de la décision de la Société de privilégier une gamme de produits comptant davantage de prêts garantis, qui ont tous deux des échéances de paiement plus longues.

Des prêts sont accordés et administrés par les secteurs d'exploitation easyfinancière et easyhome. La répartition des prêts à la consommation bruts entre ces secteurs se présente comme suit :

(en milliers de dollars, sauf les pourcentages)	31 décembre 2021		31 décembre 2020	
	\$	% du total	\$	% du total
Prêts à la consommation bruts – easyfinancière	1 960 517	96,6 %	1 196 498	96,0 %
Prêts à la consommation bruts – easyhome	69 822	3,4 %	50 342	4,0 %
Prêts à la consommation bruts	2 030 339	100,0 %	1 246 840	100,0 %

Produits financiers et résultat financier net

Les produits financiers, une mesure non conforme aux IFRS, sont tirés des secteurs easyfinancière et easyhome. Ils comprennent les intérêts et les autres frais accessoires générés par les prêts à la consommation bruts de la Société. Les produits financiers correspondent au total des produits de la Société, moins les revenus locatifs du secteur easyhome.

Les produits financiers nets constituent une mesure non conforme aux IFRS et présentent la rentabilité des prêts à la consommation bruts de la Société avant les coûts liés à l'octroi ou à la gestion. Les produits financiers nets sont calculés en déduisant la charge d'intérêts, l'amortissement des charges financières différées et la charge au titre des créances irrécouvrables des produits financiers. Les produits financiers nets dépendent de la taille des prêts à la consommation bruts, du rendement du portefeuille, du montant et des coûts de la dette de la Société, du ratio de levier financier de la Société et de la charge au titre des créances irrécouvrables de la période. La Société utilise les produits financiers nets, entre autres mesures, pour mesurer la performance opérationnelle de son portefeuille de prêts. Les mesures non conformes aux IFRS ne sont pas déterminées conformément aux IFRS, n'ont pas de signification normalisée et pourraient ne pas être comparables à des mesures financières semblables présentées par d'autres sociétés.

(en milliers de dollars)	Trois mois clos les		Exercices clos les	
	31 décembre 2021	31 décembre 2020	31 décembre 2021	31 décembre 2020
Total des produits de la Société	234 430	173 219	826 722	652 922
Moins les revenus locatifs	(29 456)	(30 470)	(119 585)	(120 677)
Produits financiers	204 974	142 749	707 137	532 245
Moins : charge d'intérêts et amortissement des charges financières différées	(21 460)	(12 624)	(75 910)	(52 248)
Moins : charge au titre des créances irrécouvrables	(58 640)	(34 493)	(182 084)	(134 998)
Résultat financier net	124 874	95 632	449 143	344 999

Rendement total des prêts à la consommation en pourcentage de la moyenne des prêts à la consommation bruts

Le rendement total des prêts à la consommation en pourcentage de la moyenne des prêts à la consommation est un ratio non conforme aux IFRS et est calculé en divisant les produits financiers générés, y compris les produits générés par la vente de produits accessoires, sur les prêts à la consommation de la Société par la moyenne du solde des prêts à la fin du mois pour la période indiquée. Pour les périodes intermédiaires, le taux est annualisé. La Société utilise le rendement total des prêts à la consommation en pourcentage de la moyenne des prêts à la consommation bruts, entre autres mesures, pour mesurer la performance opérationnelle de son portefeuille de prêts.

(en milliers de dollars, sauf les pourcentages)	Trois mois clos les		Exercices clos les	
	31 décembre 2021	31 décembre 2020	31 décembre 2021	31 décembre 2020
Total des produits de la Société	234 430	173 219	826 722	652 922
Moins : revenus locatifs	(29 456)	(30 470)	(119 585)	(120 677)
Produits financiers	204 974	142 749	707 137	532 245
Multipliés par le nombre de périodes dans l'exercice	X 4/1	X 4/1	X 4/4	X 4/4
Divisés par la moyenne des prêts à la consommation bruts	1 982 680	1 225 737	1 680 328	1 169 001
Rendement total des prêts à la consommation en pourcentage de la moyenne des prêts à la consommation bruts (annualisé)	41,4 %	46,6 %	42,1 %	45,5 %

Charge au titre des créances irrécouvrables en pourcentage des produits financiers

La charge au titre des créances irrécouvrables de la Société en pourcentage des produits financiers est un ratio non conforme aux IFRS et correspond au montant auquel la provision pour pertes de crédit futures doit être augmentée, compte tenu des radiations nettes, de sorte que le solde de la provision pour pertes de crédit à chaque date de clôture soit conforme aux IFRS. Sur le plan opérationnel, il faudra constituer une provision plus importante lorsque de nouveaux prêts à la consommation seront octroyés ou achetés. La Société utilise la charge au titre des créances irrécouvrables en pourcentage des produits financiers, entre autres mesures, pour mesurer la performance opérationnelle de son portefeuille de prêts. Les ratios non conformes aux IFRS ne sont pas déterminés conformément aux IFRS, n'ont pas de signification normalisée et pourraient ne pas être comparables à des mesures financières semblables présentées par d'autres sociétés. L'analyse de la charge au titre des créances irrécouvrables de la Société pour les périodes considérées se détaille comme suit :

(en milliers de dollars, sauf les pourcentages)	Trois mois clos les		Exercices clos les	
	31 décembre 2021	31 décembre 2020	31 décembre 2021	31 décembre 2020
Radiations nettes	47 399	27 481	147 998	116 429
Radiations nettes à même la provision pour pertes de crédit	11 241	7 012	34 086	18 569
Charge au titre des créances irrécouvrables	58 640	34 493	182 084	134 998
Total des produits de la Société	234 430	173 219	826 722	652 922
Moins : revenus locatifs	(29 456)	(30 470)	(119 585)	(120 677)
Produits financiers	204 974	142 749	707 137	532 245
Charge au titre des créances irrécouvrables en pourcentage des produits financiers	28,6 %	24,2 %	25,7 %	25,4 %

Radiations nettes

Les prêts à la consommation au cours d'une période varient non seulement en fonction des prêts accordés, mais aussi des radiations. Les soldes des prêts à la consommation non garantis qui sont en souffrance depuis plus de 90 jours et des prêts à la consommation garantis qui sont en souffrance depuis plus de 180 jours sont radiés. En outre, les soldes des prêts à la consommation sont radiés dès la réception de l'avis de faillite du client, après examen détaillé du dépôt. Les recouvrements des comptes radiés antérieurement sont déduits des radiations brutes pour une période donnée pour obtenir les radiations nettes.

La moyenne des prêts à la consommation bruts a été calculée en fonction de la moyenne mensuelle du solde des prêts à la fin de la période pour la période indiquée. Cet indicateur mesure la performance du recouvrement des prêts à la consommation d'easyfinancière. Pour les périodes intermédiaires, le taux est annualisé.

(en milliers de dollars, sauf les pourcentages)	Trois mois clos les		Exercices clos les	
	31 décembre 2021	31 décembre 2020	31 décembre 2021	31 décembre 2020
Radiations nettes retranchées de la provision	47 399	27 481	147 998	116 429
Multipliées par le nombre de périodes dans l'exercice	X 4/1	X 4/1	X 4/4	X 4/4
Divisées par la moyenne des prêts à la consommation bruts	1 982 680	1 225 737	1 680 328	1 169 001
Radiations nettes exprimées en pourcentage de la moyenne des prêts à la consommation bruts (annualisé)	9,6 %	9,0 %	8,8 %	10,0 %

Provision pour pertes de crédit

La provision pour pertes de crédit attendues est une provision présentée dans les états de la situation financière consolidés de la Société qui est portée en déduction des prêts à la consommation bruts pour obtenir les prêts à la consommation, montant net. La provision pour pertes de crédit attendues représente les pertes de crédit qui devraient survenir au cours de périodes futures. Les prêts à la consommation pour lesquels nous avons reçu un avis de faillite, les soldes des prêts à la consommation non garantis qui sont en souffrance depuis plus de 90 jours et les soldes des prêts à la consommation garantis qui sont en souffrance depuis plus de 180 jours sont radiés à même la provision pour pertes sur prêts.

(en milliers de dollars, sauf les pourcentages)	Trois mois clos les		Exercices clos les	
	31 décembre 2021	31 décembre 2020	31 décembre 2021	31 décembre 2020
Provision pour pertes de crédit au début de la période	148 521	118 664	125 676	107 107
Radiations nettes retranchées de la provision	(47 399)	(27 481)	(147 998)	(116 429)
Charge au titre des créances irrécouvrables	58 640	34 493	182 084	134 998
Provision pour pertes de crédit à la fin de la période	159 762	125 676	159 762	125 676
Provision pour pertes de crédit exprimée en pourcentage des prêts à la consommation en fin de période	7,87 %	10,08 %	7,87 %	10,08 %

IFRS 9 requiert que des indicateurs prospectifs soient pris en compte pour déterminer la provision pour pertes de crédit. Historiquement, les quatre principales variables macroéconomiques contribuant au risque de crédit et aux pertes au sein du portefeuille de prêts de la Société comprenaient les taux de chômage, les taux d'inflation, la croissance du produit intérieur brut (« PIB ») et le prix du pétrole. Selon une analyse effectuée par la Société, une augmentation prévue du taux de chômage ou du taux d'inflation, une diminution du prix futur prévu du pétrole par rapport aux taux en vigueur ou une diminution du taux de croissance du PIB ont historiquement donné lieu à une augmentation des radiations pour la Société. Inversement, une diminution prévue du taux de chômage ou du taux d'inflation, une augmentation du prix futur prévu du pétrole par rapport aux taux en vigueur ou une augmentation du taux de croissance du PIB ont historiquement donné lieu à une diminution des radiations pour la Société. Au cours des dernières années, la Société a évolué dans un contexte économique relativement stable au Canada, caractérisé par une fluctuation modérée des variables économiques. Compte tenu de la situation économique houleuse causée par la pandémie de COVID-19, la direction a jugé nécessaire d'intégrer des données supplémentaires et des approches méthodologiques dans la modélisation des scénarios prospectifs de la Société. Ainsi, d'autres facteurs ont été pris en compte dans l'évaluation des répercussions économiques de la pandémie de COVID-19 sur le portefeuille de prêts à la consommation de la Société.

Afin de calculer la provision pour pertes de crédit, des modèles conçus en interne ont été utilisés. Ils tiennent compte des paramètres du risque de crédit y compris la probabilité de défaut, l'exposition en cas de défaut, la perte en cas de défaut et d'autres facteurs de risque pertinents. Dans le cadre de ce processus, la Société a eu recours à divers scénarios distincts pour la période close le 31 décembre 2020, lesquels sont tirés des prévisions à l'égard des indicateurs prospectifs publiées par cinq grandes banques canadiennes, qui comprennent des scénarios neutres, optimistes et pessimistes. Pour la période close le 31 décembre 2021, la Société a amélioré la méthode en employant cinq scénarios distincts, lesquels sont tirés des prévisions à l'égard des indicateurs prospectifs publiées par Moody's Analytics, qui comprennent des scénarios neutres, modérément optimistes, extrêmement optimistes, modérément pessimistes et extrêmement pessimistes. Ces scénarios s'appuient sur une combinaison de quatre variables macroéconomiques interdépendantes, notamment les taux de chômage, le PIB, les taux d'inflation et les prix du pétrole, et sont utilisés pour déterminer la provision fondée sur des pondérations probabilistes. Un jugement est alors posé sur les pondérations probabilistes recommandées appliquées à ces scénarios afin de déterminer la provision pour pertes de crédit fondées sur des pondérations probabilistes.

Le tableau suivant présente les principales variables macroéconomiques utilisées pour déterminer la provision fondée sur des pondérations probabilistes au cours de l'horizon prévisionnel aux 31 décembre 2021 et 2020.

Variables macroéconomiques prospectives sur 12 mois (pourcentage annuel moyen)	31 décembre 2021					31 décembre 2020		
	Scénario neutre	Scénario modérément optimiste	Scénario extrêmement optimiste	Scénario modérément pessimiste	Scénario extrêmement pessimiste	Scénario neutre	Scénario optimiste	Scénario pessimiste
Taux de chômage ¹	5,81 %	5,02 %	4,33 %	8,04 %	9,45 %	7,51 %	7,30 %	11,41 %
Taux de croissance du PIB ²	3,78 %	6,36 %	9,03 %	(2,18 %)	(6,91 %)	5,91 %	6,55 %	(2,90 %)
Taux de croissance de l'inflation ³	3,07 %	3,64 %	4,14 %	2,38 %	1,79 %	1,52 %	1,05 %	2,03 %
Prix du pétrole ⁴	67,34 \$	69,02 \$	72,75 \$	42,25 \$	38,69 \$	49,91 \$	55,04 \$	31,33 \$

¹ Moyenne des taux de chômage mensuels prévus sur l'horizon provisionnel des 12 prochains mois.

² Taux de croissance prévu du PIB d'une année à l'autre.

³ Taux de croissance prévu de l'inflation d'une année à l'autre.

⁴ Moyenne des prix du pétrole mensuels prévus sur l'horizon provisionnel des 12 prochains mois.

L'attribution d'une pondération probabiliste aux différents scénarios en appliquant ces variables repose sur le jugement de la direction exercé dans le cadre d'un processus interne rigoureux d'examen et d'analyse réalisé par la direction afin de dégager une vue d'ensemble de la probabilité de chaque scénario, en particulier dans le contexte de la pandémie de COVID-19 actuelle. Si la direction avait attribué une probabilité de 100 % au scénario extrêmement pessimiste, la provision pour pertes de crédit aurait été supérieure de 24,7 millions \$ à la provision pour pertes de crédit présentée au 31 décembre 2021 (probabilité de 100 % au scénario pessimiste – provision pour pertes de crédit supérieure de 14,0 millions \$ au 31 décembre 2020). La sensibilité ne tient pas compte de la migration des expositions ni des changements du risque de crédit qui auraient pu survenir dans le portefeuille de prêts en raison des mesures d'atténuation du risque ou d'autres facteurs.

Analyse chronologique des prêts à la consommation bruts

Le tableau suivant présente une analyse chronologique des prêts à la consommation bruts à la fin des périodes considérées :

(en milliers de dollars sauf les pourcentages)	31 décembre 2021		31 décembre 2020	
	\$	% du total	\$	% du total
En cours	1 909 110	94,1 %	1 191 176	95,6 %
En souffrance depuis				
De 1 à 30 jours	71 505	3,5 %	34 880	2,8 %
De 31 à 44 jours	14 417	0,7 %	7 645	0,6 %
De 45 à 60 jours	12 358	0,6 %	5 503	0,4 %
De 61 à 90 jours	14 966	0,7 %	7 258	0,6 %
De 91 à 120 jours	3 350	0,2 %	231	0,0 %
De 121 à 150 jours	2 792	0,1 %	83	0,0 %
De 151 à 180 jours	1 841	0,1 %	63	0,0 %
	121 229	5,9 %	55 664	4,4 %
Prêts à la consommation bruts	2 030 339	100,0 %	1 246 840	100,0 %

Une grande partie des prêts à la consommation de la Société fonctionne selon un cycle de remboursement bimensuel plutôt que mensuel. Par conséquent, l'analyse chronologique des différentes périodes pourrait ne pas être comparable selon le jour de la semaine où se termine la période. Une autre analyse chronologique réalisée en date du dernier samedi de la période offre souvent une comparaison plus pertinente.

Le tableau suivant présente les prêts à la consommation en date du dernier samedi des périodes considérées :

	Samedi 25 décembre 2021	Samedi 26 décembre 2020
	% du total	% du total
En cours	93,8 %	94,9 %
En souffrance depuis		
De 1 à 30 jours	3,7 %	3,5 %
De 31 à 44 jours	0,7 %	0,5 %
De 45 à 60 jours	0,7 %	0,5 %
De 61 à 90 jours	0,7 %	0,6 %
De 91 à 120 jours	0,2 %	0,0 %
De 121 à 150 jours	0,1 %	0,0 %
De 151 à 180 jours	0,1 %	0,0 %
	6,2 %	5,1 %
Prêts à la consommation bruts	100,0 %	100,0 %

Au dernier samedi de décembre 2021, 6,2 % des prêts à la consommation étaient considérés comme étant en souffrance, en hausse de 110 pdb par rapport au dernier samedi de décembre 2020, en raison essentiellement de l'ajout du portefeuille de prêts de LendCare, dont les prêts sont radiés après une plus longue période, soit six mois après le premier défaut, par rapport à ceux du portefeuille de prêts non garantis d'easyfinancière, dont les prêts sont radiés trois mois après le premier défaut. En outre, pour la période de comparaison de l'exercice précédent, le soutien financier important accordé aux clients par le gouvernement fédéral pendant la pandémie de COVID-19 et la hausse des réclamations dans le cadre du programme de protection d'assurance prêt avaient permis à la Société de réduire la période précédant la radiation.

Prêts à la consommation par région

Le tableau suivant présente la répartition géographique des prêts à la consommation bruts de la Société à la fin des périodes considérées.

(en milliers de dollars, sauf les pourcentages)	31 décembre 2021		31 décembre 2020	
	\$	% du total	\$	% du total
Terre-Neuve-et-Labrador	65 514	3,2 %	43 672	3,5 %
Nouvelle-Écosse	104 654	5,2 %	66 665	5,4 %
Île-du-Prince-Édouard	13 395	0,7 %	10 285	0,8 %
Nouveau-Brunswick	93 522	4,6 %	56 735	4,6 %
Québec	243 865	12,0 %	109 180	8,8 %
Ontario	762 981	37,6 %	529 909	42,5 %
Manitoba	86 681	4,3 %	51 995	4,2 %
Saskatchewan	99 365	4,9 %	62 672	5,0 %
Alberta	329 465	16,2 %	172 627	13,8 %
Colombie-Britannique	210 611	10,4 %	130 233	10,4 %
Territoires	20 286	0,9 %	12 867	1,0 %
Prêts à la consommation bruts	2 030 339	100,0 %	1 246 840	100,0 %

Prêts à la consommation bruts par type de prêt

Le tableau suivant présente les types de prêts à la consommation de la Société à la fin des périodes considérées :

(en milliers de dollars, sauf les pourcentages)	31 décembre 2021		31 décembre 2020	
	\$	% du total	\$	% du total
Prêts remboursables par versements non garantis	1 364 696	67,2 %	1 091 562	87,5 %
Prêts remboursables par versements garantis ¹	665 643	32,8 %	155 278	12,5 %
Prêts à la consommation bruts	2 030 339	100,0 %	1 246 840	100,0 %

¹ Les prêts remboursables par versements garantis comprennent les prêts garantis par des biens immobiliers, les prêts garantis par des biens des particuliers ou les prêts garantis par un avis de sûreté.

Analyse du portefeuille de contrats de location

Revenus locatifs mensuels potentiels

Les revenus locatifs mensuels potentiels sont une mesure financière supplémentaire. La Société mesure son portefeuille de contrats de location et le rendement de son secteur easyhome en fonction des revenus locatifs mensuels potentiels. Ces revenus représentent les revenus locatifs mensuels que la Société pourrait tirer de son portefeuille d'articles loués si elle recouvrait tous les paiements au titre de la location exigibles pour la période en question, compte non tenu des revenus générés par certains produits accessoires. Les revenus locatifs mensuels potentiels sont un important indicateur du potentiel de génération de produits futurs du portefeuille de contrats de location de la Société. Les revenus locatifs mensuels potentiels sont calculés en multipliant le nombre de contrats de location en cours par le paiement mensuel moyen exigible par contrat. Plusieurs facteurs favorisent la croissance des revenus locatifs mensuels potentiels, y compris l'augmentation du nombre de clients, l'augmentation du nombre d'actifs loués par clients ainsi que l'augmentation du prix moyen des articles loués.

Les revenus locatifs mensuels potentiels sont calculés comme suit :

	31 décembre 2021	31 décembre 2020
Nombre total de contrats de location	79 776	85 946
Multiplié par le paiement au titre de la location mensuel moyen exigible par contrat	102,70	98,45
Revenus locatifs mensuels potentiels (en milliers de dollars)	8 193	8 461

Le tableau suivant présente la variation des revenus locatifs mensuels potentiels pour les périodes considérées :

(en milliers de dollars)	Trois mois clos les		Exercices clos les	
	31 décembre 2021	31 décembre 2020	31 décembre 2021	31 décembre 2020
Revenus locatifs mensuels potentiels au début de la période	8 160	8 256	8 461	8 643
Diminution liée à la fermeture de magasins ou aux cessions au cours de la période	(27)	(6)	(49)	(52)
Augmentation (diminution) liée aux activités poursuivies	60	211	(219)	(130)
Variation nette	33	205	(268)	(182)
Revenus locatifs mensuels potentiels à la fin de la période	8 193	8 461	8 193	8 461

Revenus locatifs mensuels potentiels par catégorie de produit

Le tableau suivant présente la répartition par catégorie de produit du portefeuille de contrats de location de la Société à la fin des périodes, selon les revenus locatifs mensuels potentiels.

(en milliers de dollars, sauf les pourcentages)	31 décembre 2021		31 décembre 2020	
	\$	% du total	\$	% du total
Mobilier	3 380	41,3 %	3 624	42,8 %
Électronique	2 656	32,4 %	2 666	31,5 %
Électroménagers	1 140	13,9 %	1 150	13,6 %
Ordinateurs	1 017	12,4 %	1 021	12,1 %
Revenus locatifs mensuels potentiels	8 193	100,0 %	8 461	100,0 %

Revenus locatifs mensuels potentiels par région

Le tableau suivant présente la répartition géographique du portefeuille de contrats de location de la Société à la fin des périodes, selon les revenus locatifs mensuels potentiels.

(en milliers de dollars, sauf les pourcentages)	31 décembre 2021		31 décembre 2020	
	\$	% du total	\$	% du total
Terre-Neuve-et-Labrador	699	8,4 %	685	8,1 %
Nouvelle-Écosse	810	9,9 %	847	10,0 %
Île-du-Prince-Édouard	140	1,7 %	148	1,7 %
Nouveau-Brunswick	648	7,9 %	702	8,3 %
Québec	586	7,2 %	592	7,0 %
Ontario	2 571	31,4 %	2 706	32,0 %
Manitoba	234	2,9 %	245	2,9 %
Saskatchewan	383	4,7 %	398	4,7 %
Alberta	1 244	15,2 %	1 252	14,8 %
Colombie-Britannique	878	10,7 %	886	10,5 %
Revenus locatifs mensuels potentiels	8 193	100,0 %	8 461	100,0 %

Radiations de contrats de location exprimées en pourcentage des revenus locatifs

Les radiations de contrats de location exprimées en pourcentage des revenus locatifs de la Société sont un ratio non conforme aux IFRS. Lorsque easyhome conclut un contrat de location avec un client, elle ne comptabilise aucune vente étant donné qu'elle conserve la propriété de l'actif visé par le contrat de location. La Société comptabilise plutôt ses produits tirés de la location pendant toute la durée de la location, au fur et à mesure qu'elle reçoit des paiements du client. Parfois, le contrat de location est résilié par le client ou la Société avant la date d'échéance prévue du contrat de location et le client retourne les actifs à la Société. Dans certains cas, lorsque la Société n'est pas en mesure de récupérer les actifs, les actifs sont radiés. Les radiations nettes (soit les radiations, déduction faite des reprises des actifs radiés antérieurement) sont comprises dans l'amortissement des actifs loués aux fins de la présentation de l'information financière. Les revenus locatifs d'easyhome constituent une mesure non conforme aux IFRS et correspondent au total des produits générés par la Société, moins les produits financiers. La Société utilise les radiations de contrats de location exprimées en pourcentage des revenus locatifs, entre autres mesures, pour mesurer la performance opérationnelle de son portefeuille de contrats de location. Les ratios non conformes aux IFRS ne sont pas déterminés conformément aux IFRS, n'ont pas de signification normalisée et pourraient ne pas être comparables à des mesures financières semblables présentées par d'autres sociétés.

(en milliers de dollars, sauf les pourcentages)	Trois mois clos les		Exercices clos les	
	31 décembre 2021	31 décembre 2020	31 décembre 2021	31 décembre 2020
Amortissement des biens loués	9 157	8 980	35 844	35 770
Moins : amortissement des actifs loués, exclusion faite des radiations nettes	(8 291)	(8 252)	(32 831)	(32 843)
Radiations nettes	866	728	3 013	2 927
Total des produits de la Société	234 430	173 219	826 722	652 922
Moins : produits financiers	(204 974)	(142 749)	(707 137)	(532 245)
Revenus locatifs	29 456	30 470	119 585	120 677
Radiations nettes exprimées en pourcentage des revenus locatifs	2,9 %	2,4 %	2,5 %	2,4 %

Indicateurs de rendement clés et mesures non conformes aux IFRS

En plus des résultats financiers présentés selon les IFRS et des indicateurs dont il est question à la rubrique « Analyse du portefeuille » du présent rapport de gestion, la Société mesure également la réussite de sa stratégie au moyen d'un certain nombre d'indicateurs de rendement clés, décrits plus en détail ci-après. Plusieurs de ces indicateurs de rendement clés ne sont pas des mesures définies par les IFRS et ne devraient pas être considérés comme des mesures de remplacement du résultat net ou de toute autre mesure de rendement défini par les IFRS.

Dans la présente rubrique, il est fait mention de certaines mesures financières qui ne sont pas établies selon les IFRS. Bien que ces mesures ne soient pas définies par les IFRS et qu'elles ne peuvent être comparées à des mesures similaires présentées par d'autres sociétés, leur sens est défini dans les présentes ou peut être déterminé par renvoi aux états financiers consolidés de la Société. La Société utilise ces mesures parce qu'elle est d'avis qu'elles facilitent la compréhension de ses résultats d'exploitation et de sa situation financière.

Plusieurs mesures non conformes aux IFRS mentionnées dans le présent rapport sont définies ci-après.

Croissance des produits des magasins déjà détenus

La croissance des produits d'établissements déjà détenus est une mesure financière supplémentaire qui présente la croissance des produits des magasins ouverts depuis au moins 15 mois. Pour calculer la croissance des produits des magasins déjà détenus pour une période, les produits de cette période sont comparés à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent, compte non tenu des produits des magasins ouverts et fermés ou des kiosques au cours de la période. La croissance des produits des magasins déjà détenus dépend des produits offerts par la Société ainsi que du nombre de magasins ouverts pendant une période de 12 à 36 mois, étant donné que cette période correspond souvent à la plus forte période de croissance de ces magasins.

Pour les trois mois et l'exercice clos le 31 décembre 2021, la Société a connu une plus forte croissance des produits des magasins déjà détenus par rapport aux périodes correspondantes de 2020. En 2020, la Société a connu une plus faible croissance des prêts en raison de la baisse de la demande attribuable à la pandémie de COVID-19. De plus, en 2020, la Société a engagé des coûts anormalement élevés liés aux réclamations d'assurance prêt attribuables à la hausse des taux de chômage en raison de la pandémie de COVID-19, ce qui a eu pour effet de réduire les commissions nettes gagnées dans le cadre de ce programme. La baisse de la croissance des prêts a donné lieu à une plus faible croissance des produits des magasins déjà détenus. Par la suite, en 2021, la croissance de la demande et des prêts de la Société s'est améliorée, ce qui a entraîné une plus forte croissance des produits des magasins déjà détenus.

	Trois mois clos les		Exercices clos les	
	31 décembre 2021	31 décembre 2020	31 décembre 2021	31 décembre 2020
Croissance des produits des magasins déjà détenus (dans l'ensemble)	13,4 %	4,2 %	12,1 %	6,3 %
Croissance des produits des magasins déjà détenus (easyhome)	5,6 %	4,4 %	6,0 %	4,5 %

Résultat net ajusté et résultat dilué par action ajusté

De temps à autre, le résultat net et le résultat dilué par action peuvent être touchés par des éléments d'ajustement survenus au cours de la période, ce qui peut avoir une incidence sur la comparabilité de ces mesures avec d'autres périodes. Un élément inhabituel est un élément qui ne survient pas dans le cours normal des activités commerciales, d'un montant important, qui a une grande portée, ce qui, selon la direction, ne reflète pas le rendement des activités sous-jacentes. Le résultat net ajusté et le résultat dilué par action ajusté sont des mesures non conformes aux IFRS. La Société définit i) le résultat net ajusté comme le résultat net, exclusion faite des éléments d'ajustement; et ii) le résultat dilué par action ajusté comme le résultat dilué par action, exclusion faite des éléments d'ajustement. D'après la Société, le résultat net ajusté et le résultat dilué par action ajusté constituent des mesures importantes de la rentabilité des activités, ajustées pour exclure l'incidence des éléments d'ajustement.

Le tableau suivant présente les éléments utilisés pour calculer le résultat net ajusté et le résultat par action ajusté pour les trois mois et les exercices clos les 31 décembre 2021 et 2020 :

(en milliers de dollars, sauf le résultat par action)	Trois mois clos les		Exercices clos les	
	31 décembre 2021	31 décembre 2020	31 décembre 2021	31 décembre 2020
Résultat net comme présenté	49 961	48 911	244 943	136 505
Incidence des éléments d'ajustement				
<i>Charges d'exploitation avant amortissements</i>				
Coûts de transaction ¹	-	-	7 615	-
Coûts d'intégration ²	3 447	-	5 047	-
<i>Créances irrécouvrables</i>				
Provision pour pertes sur prêts au jour 1 liée aux prêts acquis ³	-	-	14 252	-
<i>Amortissement des immobilisations incorporelles</i>				
Amortissement des immobilisations incorporelles acquises dans le cadre de l'acquisition ⁴	3 277	-	8 735	-
<i>Autres produits⁵</i>	(8 371)	(16 040)	(114 876)	(21 740)
<i>Charges financières</i>				
Coûts de transaction ¹	-	-	1 726	-
Total de l'incidence par action des éléments d'ajustement avant impôts	(1 647)	(16 040)	(77 501)	(21 740)
<i>Éléments ci-dessus, déduction faite de l'incidence fiscale</i>	(670)	2 125	7 317	2 881
Incidence après impôts des éléments d'ajustement	(2 317)	(13 915)	(70 184)	(18 859)
Résultat net ajusté	47 644	34 996	174 759	117 646
Incidence après impôts des déventures	-	-	-	1 586
Résultat net dilué ajusté	47 644	34 996	174 759	119 232
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation après dilution	17 233	15 589	16 757	15 757
Résultat dilué par action comme présenté	2,90	3,14	14,62	8,76
Incidence par action des éléments d'ajustement	(0,14)	(0,90)	(4,19)	(1,19)
Résultat dilué par action ajusté	2,76	2,24	10,43	7,57

Éléments d'ajustement liés à l'acquisition de LendCare

¹ Les coûts de transaction incluent les honoraires de conseillers, les frais juridiques et les autres coûts de transaction directs liés à l'acquisition de LendCare, présentés dans les charges d'exploitation avant amortissements, ainsi que les commissions pour engagements de prêt liées à l'acquisition de LendCare, présentées dans les charges financières.

² Les coûts d'intégration relatifs aux honoraires de conseillers, aux incitatifs pour les employés, à la représentation, aux frais d'assurance au titre des garanties, les autres coûts d'intégration liés à l'acquisition de LendCare et la radiation de certains logiciels sont attribuables à l'intégration de LendCare. Les coûts d'intégration sont présentés dans les charges d'exploitation avant amortissements.

³ La charge au titre des créances irrécouvrables découle de la provision pour pertes sur prêts au jour 1 liée à l'acquisition du portefeuille de prêts de LendCare.

⁴ L'amortissement de 131 millions \$ au titre des immobilisations incorporelles découlant de l'acquisition de LendCare, qui ont une durée d'utilité estimative de dix ans.

Éléments d'ajustement liés aux autres produits

⁵ Pour les trois mois et l'exercice clos le 31 décembre 2021, les profits réalisés et latents de réévaluation à la juste valeur se rapportaient principalement au placement dans Affirm et au contrat de swap sur le rendement total. Pour les trois mois et l'exercice clos le 31 décembre 2020, les profits latents de réévaluation à la juste valeur se rapportaient principalement au placement dans PayBright.

Résultat net ajusté en pourcentage des produits

Le ratio du résultat net ajusté en pourcentage des produits est une mesure non conforme aux IFRS. D'après la Société, le résultat net ajusté en pourcentage des produits constitue une mesure importante de la rentabilité de ses activités. La Société définit le résultat net ajusté comme le résultat net, compte non tenu des éléments d'ajustement.

(en milliers de dollars, sauf les pourcentages)	Trois mois clos les			
	31 décembre 2021	31 décembre 2021 (ajusté)	31 décembre 2020	31 décembre 2020 (ajusté)
Résultat net comme présenté	49 961	49 961	48 911	48 911
Incidence après impôts des éléments d'ajustement ¹	-	(2 317)	-	(13 915)
Résultat net ajusté	49 961	47 644	48 911	34 996
Divisé par les produits	234 430	234 430	173 219	173 219
Résultat net en pourcentage des produits	21,3 %	20,3 %	28,2 %	20,2 %

¹ Se reporter à la rubrique « Résultat net ajusté et résultat dilué par action ajusté » pour une description des éléments d'ajustement.

(en milliers de dollars, sauf les pourcentages)	Exercices clos les			
	31 décembre 2021	31 décembre 2021 (ajusté)	31 décembre 2020	31 décembre 2020 (ajusté)
Résultat net comme présenté	244 943	244 943	136 505	136 505
Incidence après impôts des éléments d'ajustement ¹	-	(70 184)	-	(18 859)
Résultat net ajusté	244 943	174 759	136 505	117 646
Divisé par les produits	826 722	826 722	652 922	652 922
Résultat net en pourcentage des produits	29,6 %	21,1 %	20,9 %	18,0 %

¹ Se reporter à la rubrique « Résultat net ajusté et résultat dilué par action ajusté » pour une description des éléments d'ajustement.

Marge d'exploitation ajustée

La marge d'exploitation ajustée est une mesure non conforme aux IFRS. La Société définit la marge d'exploitation ajustée comme le résultat d'exploitation ajusté divisé par les produits pour la Société dans son ensemble et ses secteurs : easyfinancière et easyhome. La Société définit le résultat d'exploitation ajusté comme le résultat d'exploitation compte non tenu des éléments d'ajustement. D'après la Société, la marge d'exploitation ajustée constitue une mesure importante de la rentabilité de ses activités, ce qui permet d'évaluer la capacité de la Société à générer de la trésorerie pour payer les intérêts sur sa dette et verser des dividendes.

(en milliers de dollars, sauf les pourcentages)	Trois mois clos les		
	31 décembre 2021	31 décembre 2021 (ajusté)	31 décembre 2020
easyfinancière			
Résultat d'exploitation	87 643	87 643	67 227
Divisé par les produits	196 015	196 015	136 523
Marge d'exploitation d'easyfinancière	44,7 %	44,7 %	49,2 %
easyhome			
Résultat d'exploitation	8 450	8 450	8 663
Divisé par les produits	38 415	38 415	36 696
Marge d'exploitation d'easyhome	22,0 %	22,0 %	23,6 %
Total			
Résultat d'exploitation	79 629	79 629	61 277
<i>Charges d'exploitation avant amortissements</i>			
Coûts d'intégration ¹	-	3 447	-
<i>Amortissement des immobilisations incorporelles</i>			
Amortissement des immobilisations incorporelles acquises dans le cadre de l'acquisition ¹	-	3 277	-
Résultat d'exploitation ajusté	79 629	86 353	61 277
Divisé par les produits	234 430	234 430	173 219
Total de la marge d'exploitation	34,0 %	36,8 %	35,4 %

¹ Se reporter à la rubrique « Résultat net ajusté et résultat dilué par action ajusté » pour une description des éléments d'ajustement.

(en milliers de dollars, sauf les pourcentages)	Exercices clos les		
	31 décembre 2021	31 décembre 2021 (ajusté)	31 décembre 2020
easyfinancière			
Résultat d'exploitation	324 751	324 751	242 589
Divisé par les produits	676 351	676 351	509 904
Marge d'exploitation d'easyfinancière	48,0 %	48,0 %	47,6 %
easyhome			
Résultat d'exploitation	36 861	36 861	31 059
Divisé par les produits	150 371	150 371	143 018
Marge d'exploitation d'easyhome	24,5 %	24,5 %	21,7 %
Total			
Résultat d'exploitation	281 003	281 003	216 436
<i>Charges d'exploitation avant amortissements</i>			
Coûts de transaction ¹	-	7 615	-
Coûts d'intégration ¹	-	5 047	-
<i>Créances irrécouvrables</i>			
Provision pour pertes sur prêts au jour 1 liée aux prêts acquis ¹	-	14 252	-
<i>Amortissement des immobilisations incorporelles</i>			
Amortissement des immobilisations incorporelles acquises dans le cadre de l'acquisition ¹	-	8 735	-
Résultat d'exploitation ajusté	281 003	316 652	216 436
Divisé par les produits	826 722	826 722	652 922
Total de la marge d'exploitation	34,0 %	38,3 %	33,1 %

¹ Se reporter à la rubrique « Résultat net ajusté et résultat dilué par action ajusté » pour une description des éléments d'ajustement.

Bénéfice avant intérêts, impôts et amortissements (« BAIIA ») et marge du BAIIA

Le BAIIA est une mesure non conforme aux IFRS et la marge du BAIIA est un ratio non conforme aux IFRS. La Société définit le BAIIA comme le bénéfice avant intérêts, impôts et amortissements, compte non tenu de l'amortissement des actifs loués. La marge du BAIIA est calculée en divisant le BAIIA par les produits. La Société utilise le BAIIA et la marge du BAIIA, entre autres mesures, pour mesurer la performance opérationnelle de ses activités poursuivies.

(en milliers de dollars, sauf les pourcentages)	Trois mois clos les		Exercices clos les	
	31 décembre 2021	31 décembre 2020	31 décembre 2021	31 décembre 2020
Résultat net comme présenté	49 961	48 911	244 943	136 505
Charges financières	22 281	13 343	79 025	54 992
Charge d'impôts sur le résultat	15 758	15 063	71 911	46 679
Amortissements, exclusion faite de l'amortissement des actifs loués	12 508	7 772	43 042	28 953
BAIIA	100 508	85 089	438 921	267 129
Divisé par les produits	234 430	173 219	826 722	652 922
Marge du BAIIA	42,9 %	49,1 %	53,1 %	40,9 %

Flux de trésorerie disponibles liés aux activités d'exploitation avant la croissance nette des prêts à la consommation bruts

Les flux de trésorerie disponibles liés aux activités d'exploitation avant la croissance nette des prêts à la consommation bruts sont une mesure non conforme aux IFRS. La Société définit les flux de trésorerie disponibles liés aux activités d'exploitation avant la croissance nette des prêts à la consommation bruts comme les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation qui auraient été obtenus si la Société n'avait pas investi dans la croissance des prêts à la consommation et si le portefeuille de prêts était demeuré inchangé. La Société estime que les flux de trésorerie disponibles liés aux activités d'exploitation avant la croissance nette des prêts à la consommation bruts constituent un indicateur de rendement important qui lui permet d'évaluer la capacité de son portefeuille de prêts existant à générer de la trésorerie.

	Trois mois clos les		Exercices clos les	
	31 décembre 2021	31 décembre 2020	31 décembre 2021	31 décembre 2020
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	(74 171)	(23 059)	(78 875)	74 412
Augmentation nette des prêts à la consommation bruts au cours de la période	133 623	64 039	783 499	136 207
Moins : prêts bruts acquis ¹	-	-	(444 520)	-
Augmentation nette des prêts à la consommation bruts ajustée au cours de la période	133 623	64 039	338 979	136 207
Flux de trésorerie disponibles liés aux activités d'exploitation avant la croissance nette des prêts à la consommation bruts	59 452	40 980	260 104	210 619

¹ Les prêts bruts acquis au cours du deuxième trimestre de 2021 dans le cadre de l'acquisition de LendCare.

Rendement des actifs

Le rendement des actifs est un ratio non conforme aux IFRS. La Société définit le rendement des actifs ajusté comme le résultat net annualisé ajusté de la période divisé par l'actif total moyen pour la période. La Société définit le résultat net ajusté comme le résultat net, compte non tenu des éléments d'ajustement. D'après la Société, le rendement des actifs ajusté constitue une mesure importante de l'emploi de l'actif total dans ses activités.

(en milliers de dollars, sauf les pourcentages)	Trois mois clos les			
	31 décembre 2021	31 décembre 2021 (ajusté)	31 décembre 2020	31 décembre 2020 (ajusté)
Résultat net comme présenté	49 961	49 961	48 911	48 911
Incidence après impôts des éléments d'ajustement ¹	-	(2 317)	-	(13 915)
Résultat net ajusté	49 961	47 644	48 911	34 996
Multiplié par le nombre de périodes dans l'exercice	X 4	X 4	X 4	X 4
Divisé par l'actif total moyen pour la période	2 533 945	2 533 945	1 434 596	1 434 596
Rendement des actifs	7,9 %	7,5 %	13,6 %	9,8 %

¹ Se reporter à la rubrique « Résultat net ajusté et résultat dilué par action ajusté » pour une description des éléments d'ajustement.

(en milliers de dollars, sauf les pourcentages)	Exercices clos les			
	31 décembre 2021	31 décembre 2021 (ajusté)	31 décembre 2020	31 décembre 2020 (ajusté)
Résultat net comme présenté	244 943	244 943	136 505	136 505
Incidence après impôts des éléments d'ajustement ¹	-	(70 184)	-	(18 859)
Résultat net ajusté	244 943	174 759	136 505	117 646
Divisé par l'actif total moyen pour la période	2 126 594	2 126 594	1 389 540	1 389 540
Rendement des actifs	11,5 %	8,2 %	9,8 %	8,5 %

¹ Se reporter à la rubrique « Résultat net ajusté et résultat dilué par action ajusté » pour une description des éléments d'ajustement.

Rendement des capitaux propres

Le rendement des capitaux propres est un ratio non conforme aux IFRS. La Société définit le rendement des capitaux propres ajusté comme le résultat net annualisé ajusté de la période divisé par les capitaux propres moyens pour la période. La Société définit le résultat net ajusté comme le résultat net, compte non tenu des éléments d'ajustement. D'après la Société, le rendement des capitaux propres ajusté constitue une mesure importante de l'emploi du capital investi des actionnaires dans ses activités.

(en milliers de dollars, sauf les pourcentages)	Trois mois clos les			
	31 décembre 2021	31 décembre 2021 (ajusté)	31 décembre 2020	31 décembre 2020 (ajusté)
Résultat net comme présenté	49 961	49 961	48 911	48 911
Incidence après impôts des éléments d'ajustement ¹	-	(2 317)	-	(13 915)
Résultat net ajusté	49 961	47 644	48 911	34 996
Multiplié par le nombre de périodes dans l'exercice	X 4	X 4	X 4	X 4
Divisé par les capitaux propres moyens pour la période	798 620	798 620	426 868	426 868
Rendement des capitaux propres	25,0 %	23,9 %	45,8 %	32,8 %

¹ Se reporter à la rubrique « Résultat net ajusté et résultat dilué par action ajusté » pour une description des éléments d'ajustement.

(en milliers de dollars, sauf les pourcentages)	Exercices clos les			
	31 décembre 2021	31 décembre 2021 (ajusté)	31 décembre 2020	31 décembre 2020 (ajusté)
Résultat net comme présenté	244 943	244 943	136 505	136 505
Incidence après impôts des éléments d'ajustement ¹	-	(70 184)	-	(18 859)
Résultat net ajusté	244 943	174 759	136 505	117 646
Divisé par les capitaux propres moyens pour la période	667 962	667 962	377 842	377 842
Rendement des capitaux propres	36,7 %	26,2 %	36,1 %	31,1 %

¹ Se reporter à la rubrique « Résultat net ajusté et résultat dilué par action ajusté » pour une description des éléments d'ajustement.

Rendement des capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires

Le rendement des capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires présenté et ajusté est un ratio non conforme aux IFRS. La Société définit le rendement des capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires comme le résultat net, ajusté pour tenir compte de l'amortissement après impôts des immobilisations incorporelles liées à l'acquisition, qui sont traitées comme des éléments d'ajustement, en pourcentage des capitaux propres corporels moyens. Les capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires correspondent aux capitaux propres pour la période, moins le goodwill et les immobilisations incorporelles liées à l'acquisition, compte non tenu des passifs d'impôt différé connexes. Le résultat net ajusté avant amortissement après impôts des immobilisations incorporelles ne tient pas compte de l'incidence des éléments d'ajustement. D'après la Société, le rendement des capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires constitue une mesure importante de l'emploi du capital investi des actionnaires dans les capitaux propres corporels de la Société.

(en milliers de dollars, sauf les pourcentages)	Trois mois clos les			
	31 décembre 2021	31 décembre 2021 (ajusté)	31 décembre 2020	31 décembre 2020 (ajusté)
Résultat net comme présenté	49 961	49 961	48 911	48 911
Amortissement des immobilisations incorporelles acquises	3 277	3 277	-	-
Éléments ci-dessus, déduction faite de l'incidence fiscale	(868)	(868)	-	-
Résultat net avant amortissement des immobilisations incorporelles acquises, après impôts sur le résultat	52 370	52 370	48 911	48 911
Incidence des éléments d'ajustement ¹				
<i>Charges d'exploitation avant amortissements</i>				
Coûts d'intégration	-	3 447	-	-
<i>Autres produits</i>	-	(8 371)	-	(16 040)
Total de l'incidence par action des éléments d'ajustement avant impôts	-	(4 924)	-	(16 040)
<i>Éléments ci-dessus, déduction faite de l'incidence fiscale</i>	-	198	-	2 125
Incidence après impôts des éléments d'ajustement	-	(4 726)	-	(13 915)
Résultat net ajusté	52 370	47 644	48 911	34 996
Multiplié par le nombre de périodes dans l'exercice	X 4	X 4	X 4	X 4
Capitaux propres moyens	798 620	798 620	426 868	426 868
Goodwill moyen	(180 923)	(180 923)	(21 310)	(21 310)
Immobilisations incorporelles acquises moyennes ²	(123 904)	(123 904)	-	-
Passifs d'impôt différé moyens connexes	32 835	32 835	-	-
Divisé par les capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires moyens	526 628	526 628	405 558	405 558
Rendement des capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires	39,8 %	36,2 %	48,2 %	34,5 %

¹ Se reporter à la rubrique « Résultat net ajusté et résultat dilué par action ajusté » pour une description des éléments d'ajustement.

² Excluent les immobilisations incorporelles liées aux logiciels.

(en milliers de dollars, sauf les pourcentages)	Exercices clos les			
	31 décembre 2021	31 décembre 2021 (ajusté)	31 décembre 2020	31 décembre 2020 (ajusté)
Résultat net comme présenté	244 943	244 943	136 505	136 505
Amortissement des immobilisations incorporelles acquises	8 735	8 735	-	-
Éléments ci-dessus, déduction faite de l'incidence fiscale	(2 314)	(2 314)	-	-
Résultat net avant amortissement des immobilisations incorporelles acquises, après impôts sur le résultat	251 364	251 364	136 505	136 505
Incidence des éléments d'ajustement ¹				
<i>Charges d'exploitation avant amortissements</i>				
Coûts de transaction	-	7 615	-	-
Coûts d'intégration	-	5 047	-	-
<i>Créances irrécouvrables</i>				
Provision pour pertes sur prêts au jour 1 liée aux prêts acquis	-	14 252	-	-
<i>Autres produits</i>	-	(114 876)	-	(21 740)
<i>Charges financières</i>				
Coûts de transaction	-	1 726	-	-
Total de l'incidence par action des éléments d'ajustement avant impôts	-	(86 236)	-	(21 740)
Éléments ci-dessus, déduction faite de l'incidence fiscale	-	9 631	-	2 881
Incidence après impôts des éléments d'ajustement	-	(76 605)	-	(18 859)
Résultat net ajusté	251 364	174 759	136 505	117 646
Capitaux propres moyens	667 962	667 962	377 842	377 842
Goodwill moyen	(116 860)	(116 860)	(21 310)	(21 310)
Immobilisations incorporelles acquises moyennes ²	(75 325)	(75 325)	-	-
Passifs d'impôt différé moyens connexes	19 961	19 961	-	-
Divisé par les capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires moyens	495 738	495 738	356 532	356 532
Rendement des capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires	50,7 %	35,3 %	38,3 %	33,0 %

¹ Se reporter à la rubrique « Résultat net ajusté et résultat dilué par action ajusté » pour une description des éléments d'ajustement.

² Excluent les immobilisations incorporelles liées aux logiciels.

Situation financière

Le tableau suivant présente un résumé de l'information sur la structure du capital et la situation financière de la Société aux 31 décembre 2021 et 2020.

(en milliers de dollars, sauf les ratios)	31 décembre 2021	31 décembre 2020
Prêts à la consommation, montant net	1 899 631	1 152 378
Trésorerie	102 479	93 053
Montants à recevoir	20 769	9 779
Charges payées d'avance	8 018	13 005
Placements	64 441	56 040
Biens loués	47 182	49 384
Immobilisations corporelles, montant net	35 285	31 322
Actifs d'impôt différé, montant net	-	4 066
Actifs financiers dérivés	20 634	-
Immobilisations incorporelles, montant net	159 651	25 244
Actifs au titre de droits d'utilisation, montant net	57 140	46 335
Goodwill	180 923	21 310
Total de l'actif	2 596 153	1 501 916
Facilité renouvelable adossée à des actifs de titrisation	292 814	-
Emprunts garantis	173 959	-
Billets à payer	1 085 906	689 410
Facilité de crédit renouvelable	-	198 339
Dette externe	1 552 679	887 749
Créditeurs et charges à payer	57 134	46 065
Impôt sur le résultat à payer	27 859	13 897
Dividendes à payer	10 692	6 661
Produits différés	11 354	10 622
Intérêts courus	8 135	2 598
Passif d'impôt différé, montant net	38 648	-
Passifs financiers dérivés	34 132	36 910
Obligations locatives	65 607	53 902
Total du passif	1 806 240	1 058 404
Capitaux propres	789 913	443 512
Total de la structure du capital (somme de la dette externe et du total des capitaux propres)	2 342 592	1 331 261
Mesures de gestion du capital		
Dette externe/capitaux propres ¹	1,97	2,00
Dette nette/structure du capital nette ²	0,65	0,64
Dette externe/BAIIA ³	3,54	3,32

¹ Le ratio dette externe/capitaux propres est une mesure de gestion du capital que la Société utilise pour évaluer la capacité de ses actifs nets à couvrir l'encours de la dette. Il correspond à la dette externe divisée par les capitaux propres.

² Le ratio dette nette/structure du capital nette est une mesure de l'effet de levier que la Société utilise pour s'assurer de respecter sa fourchette cible. La dette nette correspond à la dette externe moins la trésorerie. Le ratio dette nette/structure du capital nette correspond à la dette nette divisée par la somme de la dette nette et des capitaux propres.

³ Le ratio dette externe/BAIIA est une mesure de gestion du capital que la Société utilise pour évaluer la capacité de son BAIIA à couvrir l'encours de la dette. Il correspond à la dette externe divisée par le BAIIA.

Le total de l'actif s'est établi à 2,6 milliards \$ au 31 décembre 2021, une hausse de 1,1 milliard \$ ou 72,0 % par rapport au 31 décembre 2020. Cette croissance s'explique surtout par : i) l'acquisition du portefeuille de prêts à la consommation bruts de 444,5 millions \$ auprès de LendCare; ii) les immobilisations incorporelles comptabilisées et le goodwill découlant de l'acquisition, qui s'élèvent respectivement à 134,2 millions \$ et 159,6 millions \$; iii) l'augmentation des prêts à la consommation, montant net de 302,8 millions \$, compte non tenu des prêts acquis dans le cadre de l'acquisition; iv) l'augmentation de 9,4 millions \$ de la trésorerie; et v) l'augmentation de 8,4 millions \$ des placements, principalement attribuable aux nouvelles participations dans Affirm et Brim, contrebalancée en partie par la cession du placement dans PayBright.

La croissance de 1,1 milliard \$ du total de l'actif a été principalement financée par : i) la hausse de 664,6 millions \$ de la dette externe, qui inclut les nouveaux billets de 2026 d'un montant de 320 millions \$ US émis pour financer l'acquisition; et ii) la hausse de 346,4 millions \$ du total des capitaux propres, qui a été stimulée par le placement d'actions par voie de prise ferme de 172,5 millions \$ lié à l'acquisition, l'émission de 81 400 actions ordinaires aux fondateurs de LendCare, qui sont évaluées à 11,8 millions \$, et les résultats générés par la Société, contrebalancés en partie par les rachats d'actions aux termes de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités (« OPRCNA ») et le versement de dividendes. Bien que la Société ait continué de verser un dividende à ses actionnaires, une grande partie des résultats de la Société au cours de l'exercice précédent a été affectée au financement de la croissance de ses activités de prêt à la consommation.

Situation de trésorerie et sources de financement

Analyse des flux de trésorerie

Le tableau ci-après présente un résumé des composantes des flux de trésorerie pour les trois mois et les exercices clos les 31 décembre 2021 et 2020.

(en milliers de dollars)	Trois mois clos les		Exercices clos les	
	31 décembre 2021	31 décembre 2020	31 décembre 2021	31 décembre 2020
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation avant l'émission de prêts à la consommation, montant net et l'achat de biens loués	115 882	74 822	439 573	357 690
Émission de prêts à la consommation, montant net	(178 198)	(85 873)	(484 817)	(246 824)
Achat de biens loués	(11 855)	(12 008)	(33 631)	(36 454)
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	(74 171)	(23 059)	(78 875)	74 412
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(8 475)	(8 659)	(210 635)	(28 673)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	60 440	85 294	298 936	973
(Diminution) augmentation nette de la trésorerie au cours de la période	(22 206)	53 576	9 426	46 712

La Société octroie des prêts aux emprunteurs à risque. Elle obtient du capital et du financement qui sont présentés dans les flux de trésorerie liés aux activités de financement et avance ensuite des fonds aux emprunteurs sous forme de prêts qui sont inclus dans les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation. Le remboursement des prêts par les emprunteurs génère des flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation et des produits au fil du temps. Par conséquent, lorsque la Société accroît son portefeuille de prêts à la consommation, elle affecte généralement des flux de trésorerie aux activités d'exploitation.

Analyse des flux de trésorerie pour les trois mois clos le 31 décembre 2021

Les flux de trésorerie affectés aux activités d'exploitation pour les trois mois clos le 31 décembre 2021 se sont élevés à 74,2 millions \$, comparativement à 23,1 millions \$ pour la période correspondante de 2020. Les flux de trésorerie affectés aux activités d'exploitation pour les trois mois clos le 31 décembre 2021 comprenaient : i) un investissement net dans le portefeuille de prêts à la consommation totalisant 178,2 millions \$; et ii) l'achat de biens loués de 11,9 millions \$. Si l'émission nette des prêts à la consommation et l'achat de biens loués avaient été présentés dans les flux de trésorerie liés aux activités d'investissement, les flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation se seraient établis à 115,9 millions \$ pour les trois mois clos le 31 décembre 2021, soit une augmentation de 41,1 millions \$ par rapport à la période correspondante de 2020. L'augmentation est attribuable à la hausse des résultats, aux fluctuations favorables du fonds de roulement et à la hausse des charges sans effet de trésorerie comme la charge au titre des créances irrécouvrables et l'amortissement.

Les flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement pour les trois mois clos le 31 décembre 2021 se sont élevés à 8,5 millions \$, une légère baisse par rapport à 8,7 millions \$ pour la période correspondante de 2020.

Pour les trois mois clos le 31 décembre 2021, la Société a généré 60,4 millions \$ de flux de trésorerie liés aux activités de financement, soit une baisse de 24,9 millions \$ par rapport à 85,3 millions \$ pour la période correspondante de 2020. Pour les trois mois clos le 31 décembre 2021, la Société a reçu des avances de 169,9 millions \$ sur sa facilité renouvelable adossée à des actifs de titrisation et de 79,9 millions \$ sur sa facilité de crédit renouvelable. Ces entrées de trésorerie ont été contrebalancées en partie par le remboursement de 95,0 millions \$ au titre des avances sur la facilité de crédit renouvelable, les rachats d'actions ordinaires de 62,3 millions \$ aux termes de l'OPRCNA de la Société, le remboursement de 17,6 millions \$ au titre des avances sur les emprunts garantis, le versement de dividendes de 10,6 millions \$ et le paiement d'obligations locatives de 5,0 millions \$. Au cours du quatrième trimestre de 2020, la Société a reçu un produit net de 100 millions \$ tiré des avances sur sa facilité de crédit renouvelable. Ces entrées de trésorerie ont été contrebalancées en partie par le versement de dividendes de 6,7 millions \$, le rachat d'actions de 5,5 millions \$ aux termes de l'OPRCNA de la Société et le paiement d'obligations locatives de 4,3 millions \$.

Analyse des flux de trésorerie pour l'exercice clos le 31 décembre 2021

Les flux de trésorerie affectés aux activités d'exploitation pour l'exercice considéré se sont élevés à 78,9 millions \$, comparativement à des flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation de 74,4 millions \$ pour l'exercice 2020. Les flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation pour l'exercice clos le 31 décembre 2021 comprenaient : i) un investissement net de 484,8 millions \$ afin d'accroître le portefeuille de prêts à la consommation bruts; et ii) l'achat de biens loués de 33,6 millions \$. Si l'émission nette de prêts à la consommation et l'achat de biens loués avaient été présentés dans les flux de trésorerie liés aux activités d'investissement, les flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation se seraient établis à 439,6 millions \$ pour l'exercice considéré, soit une augmentation de 357,7 millions \$ par rapport à l'exercice 2020. L'augmentation est attribuable à la hausse des résultats et aux fluctuations favorables du fonds de roulement, contrebalancées en partie par la hausse des charges sans effet de trésorerie comme la charge au titre des créances irrécouvrables et les amortissements, contrebalancés en partie par la hausse des autres produits sans effet de trésorerie découlant des profits de réévaluation à la juste valeur sur les placements.

Au cours de l'exercice, la Société a affecté 210,6 millions \$ aux activités d'investissement, une hausse de 182,0 millions \$ par rapport à 28,7 millions \$ à l'exercice précédent. La hausse est attribuable principalement à un montant de 281,0 millions \$ en trésorerie affecté à l'acquisition et à l'achat de participations, principalement celle de 11,3 millions \$ dans Brim, contrebalancée en partie par le produit tiré de la vente des participations dans PayBright et Affirm totalisant 109,2 millions \$.

Au cours de l'exercice, la Société a généré des flux de trésorerie liés aux activités de financement de 298,9 millions \$. Au cours de l'exercice, la Société a émis les billets de 2026, procédé à un placement d'actions par voie de prise ferme de 172,5 millions \$ pour financer l'acquisition et reçu des avances de 372,6 millions \$ sur sa facilité renouvelable adossée à des actifs de titrisation, de 154,8 millions \$ sur sa facilité de crédit renouvelable et de 67,1 millions \$ sur ses emprunts garantis. Ces entrées de trésorerie ont été contrebalancées en partie par le remboursement de 355,0 millions \$ au titre des avances sur la facilité de crédit renouvelable, le remboursement de 243,6 millions \$ de billets à payer acquis, le remboursement de 80,0 millions \$ au titre des avances sur la facilité renouvelable adossée à des actifs de titrisation, les rachats d'actions ordinaires de 62,3 millions \$ aux termes de l'OPRCNA, le remboursement des emprunts garantis de 60,4 millions \$, le versement de dividendes de 37,5 millions \$ et le paiement d'obligations locatives de 18,9 millions \$. En 2020, la Société a généré des flux de trésorerie liés aux activités de financement de 1 million \$. Au cours de l'exercice précédent, la Société a reçu un produit net de 85 millions \$ tiré des avances sur sa facilité de crédit renouvelable. Ces entrées de trésorerie ont été contrebalancées en partie par le rachat d'actions de 42,4 millions \$ aux termes de l'OPRCNA de la Société, le versement de dividendes de 23,9 millions \$, le paiement d'obligations locatives de 16,8 millions \$ et le remboursement de débentures de 2,4 millions \$.

Sources de capital et de financement

goeasy finance ses activités au moyen d'instruments de capitaux propres et d'emprunts. Les actions ordinaires de goeasy sont inscrites à la TSX sous le symbole « GSY ». goeasy est notée BB- avec une tendance stable par S&P et Ba3 avec une tendance stable par Moody's.

Le 22 mars 2021, les actions ordinaires de goeasy ont été ajoutées à l'indice composé S&P/TSX par Dow Jones. L'ajout des actions ordinaires de la Société à l'indice de référence canadien reflète la valeur que la Société a créée pour ses actionnaires au fil des années.

Au 31 décembre 2021, la dette externe de la Société se composait des billets de 2024 d'un montant de 550 millions \$ US et d'une valeur comptable nette de 687,0 millions \$, des billets de 2026 d'un montant de 320 millions \$ US et d'une valeur comptable nette de 398,9 millions \$, des emprunts garantis de 174,0 millions \$ et d'un emprunt de 295 millions \$ sur sa facilité renouvelable adossée à des actifs de titrisation. Au 31 décembre 2021, aucun montant n'avait été prélevé sur la facilité de crédit renouvelable de la Société, ce qui laisse une capacité d'emprunt de 310 millions \$.

Les billets de 2024 sont assortis d'un taux d'intérêt nominal en dollars américains de 5,375 %. Dans le cadre d'un swap de devise conclu parallèlement au placement des billets de 2024 d'un montant de 550 millions \$ US en novembre 2019, la Société a couvert le risque de variation du taux de change pour l'ensemble des paiements d'intérêts et de principal requis en vertu de ces billets, couvrant ainsi l'obligation à hauteur de 728,3 millions \$ à un taux d'intérêt de 5,65 % en dollars canadiens. Les billets de 2024 viennent à échéance le 1^{er} décembre 2024.

Les billets de 2026 sont assortis d'un taux d'intérêt nominal en dollars américains de 4,375 %. Dans le cadre d'un swap de devise conclu parallèlement au placement des billets de 2026 d'un montant de 320 millions \$ US en avril 2021, la Société a couvert le risque de variation du taux de change pour l'ensemble des paiements d'intérêts et de principal requis en vertu de ces billets, couvrant ainsi l'obligation à hauteur de 400 millions \$ à un taux d'intérêt de 4,818 % en dollars canadiens. Les billets de 2026 viennent à échéance le 1^{er} mai 2026.

La Société dispose des deux facilités d'emprunts garantis suivantes :

- Une facilité adossée à des actifs de titrisation annuelle de 105 millions \$ qui porte intérêt au taux des obligations du gouvernement du Canada (assorti d'un taux plancher de 0,95 %), majoré de 395 pdb. La convention de vente de prêts dans la facilité est arrivée à terme le 31 juillet 2021. Les soldes des prêts vendus dans la facilité seront amortis selon leur durée contractuelle jusqu'à l'échéance.
- Une facilité adossée à des actifs de titrisation annuelle de 85 millions \$ qui porte intérêt au taux des obligations du gouvernement du Canada (assorti d'un taux plancher de 0,25 %), majoré de 325 pdb. Outre cette facilité, la Société a conclu une entente de prêts cumulatifs de 6 millions \$ aux termes de laquelle des avances équivalent à 85 % de la valeur nominale des prêts à la consommation lui ont été accordées pour une période maximale de 90 jours, portant intérêt au taux des acceptations bancaires canadiennes, majoré de 400 pdb. La convention de vente de prêts dans la facilité est arrivée à terme le 30 novembre 2021. Les soldes des prêts vendus dans la facilité seront amortis selon leur durée contractuelle jusqu'à l'échéance.

Les emprunts sur la facilité renouvelable adossée à des actifs de titrisation de la Société portent intérêt au CDOR à un mois, majoré de 185 pdb. La facilité vient à échéance le 7 décembre 2023. Parallèlement à la création de la facilité renouvelable adossée à des actifs de titrisation, la Société a conclu un swap de taux d'intérêt en tant que couverture des flux de trésorerie afin de se protéger du risque de variation des taux d'intérêt futurs, au terme duquel elle paye un taux fixe et reçoit un taux variable équivalent au CDOR à un mois.

La dette de la Société au 31 décembre 2021 portait intérêt au taux nominal combiné moyen de 4,9 %, en baisse par rapport à 5,2 % au 31 décembre 2020.

Au 31 décembre 2021, la Société avait une situation de trésorerie de 102,5 millions \$, dont un montant net de 13,3 millions \$ de trésorerie soumise à restrictions découlant du swap de devises et du swap sur le rendement total et un montant de 27,6 millions \$ de trésorerie soumise à restrictions découlant de la facilité renouvelable adossée à des actifs de titrisation et de la réserve détenue à titre de sûreté. Au 31 décembre 2021, la Société avait une capacité d'emprunt de 305,0 millions \$ en vertu de sa facilité renouvelable adossée à des actifs de titrisation et 310,0 millions \$ en vertu de sa facilité de crédit renouvelable. La situation de trésorerie de 102,5 millions \$ et la capacité d'emprunt totale de 615,0 millions \$ représentaient des liquidités totales de 717,5 millions \$ au 31 décembre 2021. La Société a également la capacité d'exercer une option de type accordéon en vertu de sa facilité de crédit renouvelable qui lui permet d'augmenter de 75,0 millions \$ sa capacité d'emprunt. Le total des liquidités actuel, excluant les améliorations futures ou la diversification des sources de financement, procure à la Société un capital de croissance suffisant pour mettre en œuvre son plan de croissance interne et atteindre ses prévisions jusqu'au quatrième trimestre de 2023.

L'augmentation de 300 millions \$ de la facilité renouvelable adossée à des actifs de titrisation et la réduction de 40 millions \$ de la facilité de crédit renouvelable en janvier 2022 portent les liquidités totales à 977,5 millions \$ en date du 16 février 2022. Le total des liquidités actuel, excluant les nouvelles améliorations ou la diversification des sources de financement, procure à la Société un capital de croissance suffisant pour mettre en œuvre son plan de croissance interne et atteindre ses prévisions jusqu'au quatrième trimestre de 2024.

Actions en circulation et dividendes

Au 16 février 2022, 16 095 693 actions ordinaires étaient en circulation et 287 466 unités d'actions différées, 476 830 options, 246 695 unités d'actions temporairement incessibles ainsi qu'aucun bon de souscription étaient en cours.

Offre publique de rachat dans le cours normal des activités

Le 14 décembre 2021, la Société a annoncé que la TSX avait accepté son avis d'intention de lancer une OPRCNA (l'« OPRCNA de 2021 »). Conformément à l'OPRCNA de 2021, la Société propose de racheter, à l'occasion, si elle le juge opportun, jusqu'à 1 243 781 actions ordinaires représentant environ 10 % du flottant de goeasy en date du 7 décembre 2021. Au 7 décembre 2021, il y avait 16 254 135 actions ordinaires de goeasy émises et en circulation et, pour les six mois précédant le 30 novembre 2021, le volume de négociation quotidien moyen était de 62 825 actions. Aux termes de l'OPRCNA de 2021, les rachats quotidiens sont limités à 15 706 actions ordinaires, ce qui représente 25 % du volume de négociation quotidien moyen, sous réserve de la dispense relative aux rachats en bloc. Ces rachats ont été autorisés à compter du 21 décembre 2021 et prendront fin le 20 décembre 2022, ou à une date antérieure à laquelle la Société aura terminé ses rachats, conformément à l'OPRCNA de 2021. L'OPRCNA de 2021 est réalisée par l'intermédiaire de la TSX ou de systèmes de négociation parallèles, si admissibles, conformément à leurs règlements. Les rachats visés par l'OPRCNA de 2021 ont été effectués au moyen de transactions sur le marché libre ou par d'autres moyens autorisés par les organismes de réglementation des valeurs mobilières, notamment des applications prédéterminées, des offres franches et des contrats de gré à gré aux termes d'une dispense pour offre publique de rachat émise par les organismes de réglementation des valeurs mobilières. Le prix payé par goeasy pour les actions ordinaires correspond au cours de ces actions au moment de l'acquisition, sauf autorisation contraire en vertu des règles applicables.

Le 16 décembre 2020, la Société a annoncé que la TSX avait accepté son avis d'intention de lancer une OPRCNA (l'« OPRCNA de 2020 »). Conformément à l'OPRCNA de 2020, la Société propose de racheter, à l'occasion, si elle le juge opportun, jusqu'à 1 079 703 actions ordinaires représentant environ 10 % du flottant de goeasy en date du 9 décembre 2020. Au 9 décembre 2020, il y avait 14 801 169 actions ordinaires de goeasy émises et en circulation et, pour les six mois précédant le 30 novembre 2020, le volume de négociation quotidien moyen était de 83 554 actions. Aux termes de l'OPRCNA de 2020, les rachats quotidiens étaient limités à 20 888 actions ordinaires, ce qui représente 25 % du volume de négociation quotidien moyen, sous réserve de la dispense relative aux rachats en bloc. Les rachats en vertu de l'OPRCNA de 2020 ont été autorisés à compter du 21 décembre 2020 et ont pris fin le 20 décembre 2021. Les rachats de goeasy dans le cadre de l'OPRCNA de 2020 ont été effectués par l'intermédiaire de la TSX, ainsi que par l'intermédiaire d'autres systèmes de négociation, et selon les règles de la TSX. Le prix payé par la Société pour les actions ordinaires correspondait au cours de ces actions au moment de l'acquisition. La Société n'a racheté des actions ordinaires que sur le marché libre. Aux termes de l'OPRCNA de 2020, la Société a racheté à des fins d'annulation, par l'intermédiaire de la TSX, 333 315 actions ordinaires à un prix moyen pondéré de 186,86 \$ par action ordinaire pour un coût total de 62,3 millions \$.

Le 18 décembre 2019, la Société a annoncé que la TSX avait accepté son avis d'intention de lancer une OPRCNA (l'« OPRCNA de 2019 »). Conformément à l'OPRCNA de 2019, la Société a proposé de racheter, à l'occasion, si elle le jugeait opportun, jusqu'à 1 038 269 actions ordinaires représentant environ 10 % du flottant de goeasy en date du 9 décembre 2019. Au 9 décembre 2019, il y avait 14 346 709 actions ordinaires de goeasy émises et en circulation et, pour les six mois précédant le 30 novembre 2019, le volume de négociation quotidien moyen était de 36 081 actions. Aux termes de l'OPRCNA de 2019, les rachats quotidiens étaient limités à 9 020 actions ordinaires, ce qui représente 25 % du volume de négociation quotidien moyen, sous réserve de la dispense relative aux rachats en bloc. Les rachats en vertu de l'OPRCNA de 2019 ont été autorisés à compter du 20 décembre 2019 et ont pris fin le 19 décembre 2020. Les rachats de goeasy dans le cadre de l'OPRCNA de 2019 ont été effectués par l'intermédiaire de la TSX, ainsi que par l'intermédiaire d'autres systèmes de négociation, et selon les règles de la TSX. Le prix payé par la Société pour les actions ordinaires correspondait au cours de ces actions au moment de l'acquisition. La Société n'a racheté des actions ordinaires que sur le marché libre. Aux termes de l'OPRCNA de 2019, la Société a racheté à des fins d'annulation, par l'intermédiaire de la TSX, 767 855 actions ordinaires à un prix moyen pondéré de 55,18 \$ par action ordinaire pour un coût total de 42,4 millions \$.

Le 23 mars 2020, la TSX a accordé un allègement temporaire à ses organisations participantes pour les rachats effectués dans le cadre d'une OPRCNA. Du 23 mars 2020 au 31 décembre 2020 (la « période d'application »), la TSX a modifié la condition relative au volume de rachats au paragraphe (a) de la définition « offre publique de rachat dans le cours normal des activités » indiquée dans la règle 6-101 du livre de règles de la TSX, de sorte que le montant des rachats aux termes d'une OPRCNA ne doit pas dépasser 50 % du volume de négociation quotidien moyen des titres cotés en Bourse de cette catégorie. Au cours de la période d'application, les rachats quotidiens de la Société aux termes de l'OPRCNA de 2019 étaient limités à 18 040 actions ordinaires, ce qui représente 50 % du volume de négociation quotidien moyen, sous réserve de la dispense relative aux rachats en bloc.

Dividendes

Pour le trimestre clos le 31 décembre 2021, la Société a déclaré un dividende trimestriel de 0,66 \$ par action sur les actions ordinaires en circulation. Ce dividende a été versé le 14 janvier 2022.

La Société passe en revue sa politique en matière de distribution de dividendes de façon régulière, évaluant sa situation financière, sa rentabilité, ses flux de trésorerie et d'autres facteurs que le conseil d'administration juge pertinents. Toutefois, aucun dividende ne peut être déclaré dans le cas d'une facilité de prêt en souffrance ou lorsqu'un paiement entraînerait un cas de défaut.

Le 17 février 2021, la Société a augmenté le taux de dividende de 46,7 %, le faisant passer de 0,45 \$ par action à 0,66 \$ par action pour le trimestre. L'année 2021 est la 17e année consécutive de versement d'un dividende aux actionnaires et la 7e année consécutive d'augmentation du dividende aux actionnaires.

En février 2020, la Société a été ajoutée au S&P/TSX Canadian Dividend Aristocrats Index, avec un taux de croissance annuel composé du dividende de 42 % au cours des 5 années précédentes.

Le tableau suivant présente les dividendes trimestriels versés par la Société au quatrième trimestre des exercices indiqués.

	2021	2020	2019	2018	2017	2016	2015
Dividende par action	0,660 \$	0,450 \$	0,310 \$	0,225 \$	0,180 \$	0,125 \$	0,100 \$
Augmentation en pourcentage	46,7 %	45,2 %	37,8 %	25,0 %	44,0 %	25,0 %	17,6 %

Engagements, garanties et éventualités

Engagements

La Société a conclu des contrats de service visant les licences, le développement et l'entretien des logiciels et des contrats de location simple visant des locaux et des véhicules. Certains contrats de location visant les locaux de la Société comprennent des options de prolongation. La direction exerce un jugement important pour déterminer si l'exercice de ces options de prolongation est raisonnablement certain. Au 31 décembre 2021, aucune option de prolongation pour les contrats de location visant des locaux ne devrait être exercée.

Le tableau suivant présente les paiements de loyers futurs non actualisés possibles pour les contrats de location simple visant des locaux et des véhicules et les coûts d'exploitation estimés liés aux engagements technologiques au cours de cinq prochains exercices et par la suite :

(en milliers de dollars)	Moins d'un an	Plus d'un an, mais moins de cinq ans	Plus de cinq ans
Locaux	21 210	45 212	4 400
Véhicules	710	1 358	45
Engagements technologiques	19 939	23 095	-
Total des obligations contractuelles	41 859	69 665	4 445

Éventualités

La Société est partie à diverses actions en justice dans le cours normal de ses activités. Le règlement de ces litiges ne devrait pas avoir d'incidence défavorable importante sur la situation financière, la performance financière ou les flux de trésorerie de la Société.

La Société a accepté d'indemniser ses administrateurs et ses dirigeants et certains de ses employés conformément aux politiques de la Société. La Société souscrit des polices d'assurance pouvant la protéger contre certaines réclamations.

Facteurs de risque

Aperçu

La Société est exposée à divers risques sur le plan commercial, opérationnel, financier et réglementaire. Dans l'ensemble, la politique de gestion des risques de la Société est axée sur le caractère imprévisible des marchés des capitaux et des marchés financiers et a pour objectif de réduire au minimum les incidences défavorables potentielles sur la performance financière de la Société. La responsabilité générale de l'établissement et de la supervision du cadre de gestion des risques de la Société incombe au conseil d'administration. Le comité de gouvernance, de mise en candidature et des risques du conseil d'administration passe en revue chaque année les politiques de gestion des risques de la Société.

Risque stratégique

Le risque stratégique est le risque découlant de l'évolution du contexte commercial, de changements fondamentaux dans la demande des produits ou services de la Société, de la mauvaise application des décisions, de la mise en œuvre de la stratégie de la Société ou de l'incapacité à réagir à l'évolution du contexte commercial, notamment à l'évolution des environnements réglementaire et concurrentiel.

La stratégie de croissance de la Société est centrée sur easyfinancière. La capacité de la Société à accroître sa clientèle et ses produits dépend, d'une part, de sa capacité à trouver de nouveaux établissements pour easyfinancière, à élargir son portefeuille de prêts à la consommation, à accéder à ses clients par de nouveaux canaux de distribution, à conclure et à maintenir des partenariats avec des commerçants, à développer et à lancer de nouveaux produits pour répondre aux demandes en évolution de ses clients, à obtenir du financement pour la croissance à coût raisonnable, à maintenir les niveaux de rentabilité des activités en pleine maturité d'easyhome et à mener ses activités avec efficacité et efficience.

Une mauvaise performance de la direction ou des mesures inadéquates face à l'évolution du contexte commercial pourraient avoir une incidence défavorable importante sur la situation financière, la liquidité et les résultats d'exploitation de la Société.

Risque de marché

Conditions macroéconomiques

Certains changements dans les conditions macroéconomiques, dont plusieurs sont au-delà du contrôle de la Société, peuvent avoir une incidence négative sur ses clients et sa performance. Les principaux clients de la Société sont les clients à risque. Ces clients, dont les ressources financières et le crédit sont limités, subissent les répercussions des conditions macroéconomiques difficiles, dont la hausse du taux de chômage et du coût de la vie, qui peuvent affaiblir les taux de recouvrement et accroître les taux de radiation, et ainsi nuire à la performance, à la situation financière et à la situation de trésorerie de la Société. La Société ne peut prédire ni les répercussions de la conjoncture économique sur ses résultats futurs ni le moment où le contexte économique changera.

Rien ne garantit que les perspectives économiques demeureront favorables pour les activités de la Société ou que la demande de prêts ou que les taux de défaut de la part de ses clients se maintiendront à leurs niveaux actuels. Une baisse de la demande de prêts aurait une incidence négative sur la croissance et les produits de la Société, tandis qu'une hausse des taux de défaut de la part des clients pourrait l'empêcher d'accéder à du capital, freiner la croissance du portefeuille de prêts attribuables aux produits et peser sur sa rentabilité. Ces résultats pourraient avoir une incidence défavorable importante sur les activités, les perspectives, les résultats d'exploitation, la situation financière et les flux de trésorerie de la Société.

Pandémie de COVID-19

Les activités de la Société ont été touchées par la pandémie de COVID-19, qui a créé d'importantes perturbations sociétales et économiques. La pandémie de COVID-19 continuera d'avoir des répercussions importantes sur les différents secteurs et l'économie, touchant notamment la confiance des consommateurs, les marchés des capitaux mondiaux, les déplacements régionaux et internationaux, la distribution de divers produits au sein de la chaîne d'approvisionnement de nombreux secteurs, les activités des gouvernements et du secteur privé, le prix des produits de consommation, les mesures de confinement à l'échelle nationale dans diverses régions du monde et bien d'autres aspects de la vie quotidienne et du commerce.

Grâce aux campagnes de vaccination actives menées au cours de l'exercice, le Canada a pu mieux contenir les éclosions liées à la pandémie de COVID-19 et l'économie a repris à des rythmes différents dans tout le pays. L'assouplissement des mesures restrictives a favorisé une reprise partielle de l'économie. Toutefois, vers la fin de 2021, l'apparition de nouveaux variants, notamment le variant Omicron, a amené le gouvernement canadien et les gouvernements du monde entier à rétablir des mesures pour contrer la propagation de la COVID-19, notamment des interdictions de voyage, la fermeture des frontières, des limites de capacité et des fermetures obligatoires, des périodes de quarantaines auto-imposées, et des directives de distanciation sociale et physique, mesures qui ont grandement perturbé le fonctionnement des entreprises à l'échelle mondiale et suscité une incertitude économique continue.

Les répercussions en constante et rapide évolution de la COVID-19, dont la durée, l'ampleur et la gravité sont toujours inconnues, sur les investisseurs, les entreprises, l'économie, la société et les marchés financiers, pourraient entraîner notamment une hausse de la volatilité des marchés boursiers mondiaux, une modification de l'environnement des taux d'intérêt et une augmentation des situations d'arriérés et de défaut. En raison du rétablissement des mesures restrictives, la Société continuera de faire preuve de vigilance dans ses efforts pour prévenir la propagation du virus et atténuer l'incidence des risques liés à la COVID-19 sur ses activités. La COVID-19 et les mesures visant à prévenir sa propagation pourraient encore contribuer à accroître le niveau d'incertitude à l'égard des jugements et des estimations de la direction.

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt correspond au risque de perte financière de la Société découlant de fluctuations défavorables des taux d'intérêt.

Au 31 décembre 2021, la facilité de crédit renouvelable est assortie d'un taux d'intérêt variable fondé sur le taux des acceptations bancaires majoré de 300 pdb ou le taux préférentiel majoré de 200 pdb, au gré de la Société. Après le 31 décembre 2021, la Société a annoncé une modification à la facilité de crédit, ce qui a donné lieu à une réduction du taux d'intérêt variable fondé sur le taux des acceptations bancaires majoré de 225 pdb ou le taux préférentiel majoré de 75 pdb, au gré de la Société. La Société ne couvre pas les taux d'intérêt sur la facilité de crédit renouvelable. Par conséquent, les fluctuations futures des taux d'intérêt se répercuteront sur les charges d'intérêts de la Société dans la mesure où des prélèvements sont effectués sur la facilité de crédit renouvelable à taux variable. Au 31 décembre 2021, la Société n'avait prélevé aucun montant sur sa facilité de crédit renouvelable.

La facilité renouvelable adossée à des actifs de titrisation est assortie d'un taux d'intérêt variable fondé sur le CDOR à un mois majoré de 185 pdb. La Société a conclu un swap de taux d'intérêt en tant que couverture des flux de trésorerie afin de se protéger des variations des paiements d'intérêt futurs, aux termes desquels elle paye un taux fixe fondé sur la durée de vie moyenne pondérée des prêts titrisés et reçoit un taux variable équivalent au CDOR à un mois. Par conséquent, chaque montant prélevé sur la facilité comporte une couverture qui permet de fixer les taux d'intérêt pour la durée de ce prélèvement.

Au 31 décembre 2021, la totalité des emprunts de la Société portait intérêt à un taux fixe effectif en raison du type de dette et des swaps de taux d'intérêt susmentionnés.

Risque de change

Les billets de 2024 et de 2026 sont libellés en dollars américains. Dans le cadre du placement de ces billets, la Société a conclu des swaps de devises afin de couvrir le risque de variation des taux de change des obligations liés aux billets ainsi que l'ensemble des paiements d'intérêts et de principal requis en vertu de ces billets.

La Société se procure certaines marchandises aux États-Unis et, de ce fait, certaines de ses activités canadiennes ont des soldes de trésorerie et des soldes créditeurs libellés en dollars américains. La Société est donc exposée à la fois au risque de change et au risque de conversion. Bien que ces achats soient libellés en dollars américains, la Société, jusqu'à présent, a été en mesure de fixer le prix de ses opérations de location de manière à neutraliser l'incidence des fluctuations des devises sur ces achats. Cependant, en cas de changement subit du taux de change entre le dollar canadien et le dollar américain, la Société pourrait ne pas être en mesure de répercuter les variations de coût des produits achetés à ses clients, ce qui pourrait nuire à sa performance financière.

Concurrence

La Société estime que la taille du marché canadien pour les prêts à la consommation à risque, à l'exclusion des prêts hypothécaires, s'élève à environ 186 milliards \$. À l'heure actuelle, une grande variété d'intervenants du secteur répondent à la demande par les divers produits qu'ils offrent, qu'il s'agisse de prêts automobiles, de cartes de crédit, de prêts remboursables par versements, de programmes de financement au détail, de prêts aux petites entreprises et de prêts immobiliers garantis. Généralement, les intervenants du secteur préfèrent se concentrer sur l'offre d'un seul produit au lieu de fournir aux consommateurs une panoplie de solutions. C'est ce qui explique la grande variété de fournisseurs actifs sur le marché.

La concurrence sur le marché du crédit à la consommation à risque s'exerce essentiellement sur le plan de l'accès, de la flexibilité et du coût (taux d'intérêt). Les consommateurs sont généralement en mesure de passer d'un type de produit de prêt à un autre offert sur le marché pour répondre à leurs besoins en fonction de ces différentes caractéristiques. La Société s'attend, dans un avenir prévisible, à ce que la concurrence autour des prêts à la consommation à risque au Canada continue d'évoluer. Les institutions financières traditionnelles afficheront vraisemblablement une moins grande tolérance au risque et délaisseront de plus en plus les prêts à risque, de sorte que les institutions financières régionales, comme les coopératives d'épargne et de crédit, les prêteurs sur salaire, les prêteurs sur plateforme de prêts et les prêteurs en ligne devraient continuer de prendre de l'expansion sur ce marché.

De plus, la Société rivalise directement avec d'autres sociétés de location de marchandises sur le marché canadien. Parmi les autres facteurs qui peuvent nuire à la performance des activités de location, notons l'augmentation des ventes d'ameublement et d'appareils électroniques usagés en ligne et dans les magasins de détail qui offrent une option de financement à l'achat à risque au point de vente. D'autres concurrents, au pays et à l'étranger, pourraient faire surface, car les barrières à l'entrée sont relativement faibles.

La Société pourrait ne pas être en mesure de rivaliser efficacement avec les concurrents nouveaux et existants, ce qui pourrait avoir une incidence négative sur ses produits et ses résultats d'exploitation. En outre, les investissements nécessaires pour s'adapter à l'évolution des conditions du marché peuvent avoir une incidence négative sur les activités et la situation financière de la Société.

Risque de crédit

Le risque de crédit correspond au risque que la Société subisse une perte en cas de défaut de paiement d'un client ou d'une contrepartie.

L'exposition maximale au risque de crédit correspond à la valeur comptable des montants à recevoir, des prêts à la consommation et des biens loués en vertu de contrats de location de marchandises. La Société octroie des prêts à la consommation et loue des produits à des milliers de clients en vertu de politiques et de procédures qui visent à éliminer toute concentration du risque de crédit auprès d'une personne, d'une société ou d'une entité en particulier. Toutefois, la Société est exposée à un risque de crédit important étant donné les restrictions de crédit auxquelles sont assujettis nombre de ses clients, ainsi que dans les cas où ses politiques et procédures ne sont pas respectées.

Le risque de crédit lié aux prêts à la consommation de la Société octroyés en vertu de politiques et de procédures est touché par les politiques de crédit et pratiques de prêt de la Société, qui sont supervisées par le comité du crédit de la Société, composé de membres de la haute direction. La qualité du crédit de chaque client est évaluée d'après un tableau de bord de la solvabilité exclusif, et des limites de crédit sont établies pour chaque client en fonction de cette évaluation. La Société considère que la concentration du risque lié aux prêts à la consommation est faible étant donné que ses clients sont établis dans différents territoires et exercent leurs activités de façon distincte les uns des autres. La Société élabore des modèles de souscription fondés sur la performance historique dégagée par des groupes de prêts à la consommation, lesquels orientent ses décisions de prêt. Si les données historiques utilisées pour élaborer ses modèles de souscription ne sont pas représentatives ou prédictives de la performance pouvant être dégagée par son portefeuille de prêts actuel, la Société pourrait voir ses pertes sur prêts augmenter.

La Société maintient une provision pour pertes de crédit selon IFRS 9 et comme il est décrit plus amplement dans les notes des états financiers consolidés de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2021. Le processus d'établissement d'une provision pour pertes sur prêts est un élément essentiel des résultats d'exploitation et de la situation financière de la Société et repose sur des données historiques, la santé et la qualité sous-jacentes du portefeuille de prêts à la consommation à un moment donné, ainsi que sur des indicateurs prospectifs. Si les données utilisées pour constituer sa provision pour pertes de crédit ne sont pas représentatives ou prédictives de la performance pouvant être dégagée par son portefeuille de prêts actuel, la Société pourrait subir des pertes sur prêts plus élevées que le montant comptabilisé aux états financiers consolidés.

La Société ne peut garantir que le nombre de cas de défaut et le montant des pertes correspondront à ceux enregistrés par le passé et il se pourrait que ceux-ci augmentent considérablement et aient une incidence défavorable importante sur les résultats financiers de la Société.

Le risque de crédit lié aux biens loués aux clients découle de la possibilité que les clients ne s'acquittent pas des paiements convenus ou qu'ils ne retournent pas les biens loués. La Société a mis en place un processus de recouvrement normalisé en cas de défaut de paiement, lequel comprend la récupération du bien loué si des modalités de paiement acceptables ne peuvent être établies avec le client, étant donné que la Société demeure propriétaire des biens loués jusqu'à ce que les options de paiement soient exercées.

Dans le cas des montants à recevoir de tiers, le risque correspond à la possibilité de défaut à l'égard des montants dus à la Société. La Société traite avec des sociétés crédibles, effectue des évaluations de crédit continues des contreparties et des consommateurs et établit une provision pour montants irrécouvrables lorsqu'elle le juge approprié.

La Société a mis sur pied un comité du crédit et établi des processus et des procédures pour repérer, mesurer, surveiller et atténuer les risques de crédit importants. Toutefois, si ces risques ne sont pas relevés ou ne sont pas réglés rapidement ou de façon adéquate par la haute direction, la Société et sa situation financière pourraient en subir les conséquences.

Risque de liquidité et de financement

Risque de liquidité

La Société a obtenu son financement de sources variées, dont la facilité de crédit renouvelable, la facilité renouvelable adossée à des actifs de titrisation, les billets de 2024 et de 2026 et les placements publics de titres de capitaux propres. L'accès à des fonds additionnels dépendra de plusieurs facteurs, dont la disponibilité du crédit pour le secteur des services financiers et la performance financière et la solvabilité de la Société.

La Société a annoncé publiquement son intention d'élargir considérablement ses activités de prêt à la consommation. Pour y parvenir, la Société aura besoin de fonds additionnels, qu'elle pourrait obtenir de sources variées, notamment des titres d'emprunts ou de capitaux propres. Toutefois, rien ne garantit que des fonds additionnels seront disponibles lorsqu'elle en aura besoin ou qu'elle pourra s'en procurer à des conditions qui lui sont favorables. L'impossibilité d'avoir accès à des sources de financement suffisantes, ou d'y avoir accès à des conditions favorables, pourrait nuire à la structure du capital de la Société et à sa capacité de répondre à ses besoins opérationnels et de satisfaire à ses obligations financières. Si des fonds additionnels sont recueillis par l'émission de titres de capitaux propres, cela pourrait diluer l'avoir des actionnaires.

Le risque de liquidité est le risque que la situation financière de la Société soit minée par l'incapacité de celle-ci à satisfaire à ses obligations de financement et à soutenir sa croissance. La Société gère son capital de façon à préserver sa capacité de poursuivre ses activités et à dégager un rendement adéquat pour ses actionnaires grâce à la plus-value de ses actions et à la distribution de dividendes. La structure du capital de la Société se compose de la dette externe et des capitaux propres, constitués du capital social, du surplus d'apport et des résultats non distribués.

Les facilités d'emprunt de la Société doivent être renouvelées périodiquement. Ces facilités sont assorties de restrictions quant à la capacité de la Société, entre autres, de payer des dividendes, de vendre ou de transférer des actifs, de contracter des emprunts additionnels, de rembourser d'autres emprunts, de procéder à certains investissements ou à certaines acquisitions, de racheter des actions et d'entreprendre des activités commerciales différentes. Les facilités contiennent aussi quelques clauses restrictives qui obligent la Société à maintenir certains ratios financiers. Tout manquement à ces clauses restrictives pourrait entraîner un cas de défaut aux termes de ces facilités et amener les prêteurs à déclarer que tous les fonds empruntés sont immédiatement exigibles et à payer. Une telle situation pourrait nuire considérablement à la situation financière, à la liquidité et aux résultats d'exploitation de la Société.

La Société a toujours pu renouveler et augmenter ses facilités de crédit pour répondre aux besoins de ses activités de prêt à la consommation en croissance. Si la Société ne parvient pas à renouveler ces facilités à des conditions acceptables lorsqu'elles viennent à échéance, cela pourrait nuire gravement à sa situation financière, à sa liquidité et à ses résultats d'exploitation.

Service de la dette

La capacité de la Société à effectuer les versements prévus sur sa dette ou à refinancer celle-ci dépend de sa situation financière et de son rendement d'exploitation, qui sont assujettis à des facteurs indépendants de sa volonté. La Société pourrait ne pas être en mesure de maintenir des flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation suffisants pour lui permettre de rembourser le principal et les intérêts sur sa dette.

Si les flux de trésorerie et les sources de financement sont insuffisants pour financer le service de la dette, la Société pourrait avoir d'importants problèmes de liquidité et être forcée de réduire ou de reporter des investissements et des dépenses d'investissement, de céder des activités ou des actifs importants, de réduire ses plans de croissance, de chercher du nouveau financement au moyen de titres d'emprunt ou de capitaux propres, ou encore de restructurer ou de refinancer sa dette. La Société pourrait être dans l'incapacité de mettre en œuvre ces mesures de rechange selon des modalités raisonnables sur le plan commercial, voire de les mettre en œuvre. Même si elle y parvient, ces mesures de rechange ne garantissent pas que la Société pourra assurer le service de sa dette selon le calendrier prévu. Les conventions de crédit de la Société limitent sa capacité à céder des actifs et à utiliser le produit de ces cessions et pourraient également restreindre sa capacité à obtenir du financement par emprunt ou par capitaux propres ou à utiliser ce financement pour rembourser d'autres dettes lorsqu'elles viennent à échéance. La Société pourrait ne pas être en mesure de réaliser ces cessions ou de tirer un produit suffisant pour respecter des obligations au titre du service de la dette lorsqu'elles deviennent exigibles.

Une incapacité de la Société de générer des flux de trésorerie suffisants pour respecter ses obligations en vertu de la dette ou pour refinancer celle-ci selon des modalités raisonnables sur le plan commercial, voire d'en générer, pourrait avoir une incidence défavorable importante sur ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière. Le manquement aux obligations en vertu du service de la dette pourrait mener à une situation de défaut aux termes de ses conventions de prêt. Dans l'éventualité d'un tel défaut, les porteurs des dettes pourraient déclarer que tous les fonds empruntés sont immédiatement exigibles et à payer, de même que les intérêts courus et impayés, et la Société pourrait, parmi les autres recours à sa disposition, être forcée de se mettre en situation de faillite, d'insolvabilité ou de liquidation. Si le rendement d'exploitation de la Société se détériore, elle pourrait tenter d'obtenir des renonciations des porteurs de dettes afin d'éviter un défaut à l'égard des instruments liés à cette dette. Si la Société ne respecte pas les clauses restrictives associées à sa dette, elle pourrait être dans l'impossibilité d'obtenir une renonciation des porteurs selon des modalités acceptables pour la Société, voire d'en obtenir une. Dans une telle situation, la Société se retrouverait en situation de défaut et les porteurs de dettes pourraient exercer leurs droits comme il est décrit précédemment, de sorte que la Société pourrait, parmi les autres recours à sa disposition, être forcée de se mettre en situation de faillite, d'insolvabilité ou de liquidation. Un défaut aux termes des conventions régissant certaines des dettes existantes ou futures de la Société et les recours que pourraient entamer les porteurs de telles dettes pourraient faire en sorte que la Société soit dans l'incapacité de rembourser le principal ou les intérêts sur la dette.

Clauses restrictives

Les conventions régissant les facilités de crédit de la Société renferment des clauses restrictives qui pourraient limiter son pouvoir discrétionnaire en ce qui concerne certaines questions commerciales. Ces clauses pourraient prévoir d'importantes restrictions quant à, notamment, la capacité de la Société de créer des priorités ou d'autres charges, de verser des distributions, d'effectuer d'autres versement ou investissements, de contracter d'autres prêts ou de donner des garanties, et de vendre ou autrement céder des actifs. En outre, les conventions régissant les facilités de crédit de la Société pourraient renfermer des clauses restrictives qui obligent la Société à respecter certains ratios et critères financiers.

Si la Société n'est pas en mesure de respecter les ratios financiers aux termes des conventions régissant ses facilités de crédit, elle ne pourra plus emprunter de montant aux termes de la facilité de crédit renouvelable jusqu'à ce que ce défaut soit corrigé ou fasse l'objet d'une renonciation. En outre, un tel manquement pourrait constituer un événement de défaut aux termes des conventions de prêts de la Société donnant droit aux prêteurs de devancer l'échéance du remboursement de la dette en question à moins qu'un tel événement de défaut ne soit corrigé tel que requis par la convention. La capacité de la Société à respecter ces clauses au cours des périodes à venir dépendra de son rendement financier et de ses résultats d'exploitation continus, qui eux seront soumis à la conjoncture économique et aux facteurs financiers, commerciaux et concurrentiels, dont bon nombre sont indépendants de sa volonté.

Les restrictions prévues par les conventions régissant les facilités de crédit de la Société pourraient limiter la capacité de la Société de prendre des mesures, qui selon elle, seraient dans l'intérêt de l'entreprise et faire en sorte qu'il soit difficile pour la Société d'exécuter sa stratégie d'affaires ou de livrer une concurrence efficace aux sociétés qui ne sont pas assujetties à de telles restrictions. La Société pourrait également contracter des obligations futures au titre de la dette l'assujettissant à des clauses restrictives supplémentaires qui pourraient nuire à sa souplesse financière et opérationnelle.

Les conditions économiques, financières et sectorielles pourraient nuire à la capacité de la Société de respecter les clauses et restrictions stipulées dans les conventions régissant ses facilités de crédit. La violation de l'une ou l'autre de ces clauses ou restrictions pourrait entraîner un défaut en vertu des conventions, ce qui permettrait aux prêteurs de déclarer que tous les fonds empruntés sont immédiatement exigibles et payables (y compris de résilier toute entente de couverture en cours), de même que les intérêts courus et impayés, ou donnerait lieu à un défaut de paiement croisé à l'égard d'autres dettes de la Société. Si la Société n'est pas en mesure de rembourser sa dette garantie, les prêteurs pourraient réaliser les sûretés accordées en garantie de la dette, ce qui est susceptible d'avoir de sérieuses conséquences sur la situation financière et les résultats d'exploitation de la Société et pourrait mener à sa faillite ou à son insolvabilité.

Notations de crédit

La Société a reçu des notations de crédit à l'égard des billets de 2024 et de 2026 qu'elle a émis. Toute notation de crédit attribuée aux billets de 2024 et de 2026 constitue une évaluation de la capacité de la Société de payer ses obligations. La Société n'est pas tenue de maintenir quelque notation que ce soit auprès des agences de notation et rien ne garantit qu'une notation de crédit attribuée aux billets de 2024 et de 2026 sera maintenue pour une période donnée ni qu'elle ne sera pas révisée à la baisse ou retirée complètement par l'agence de notation. La révision à la baisse ou le retrait d'une notation de crédit attribuée aux billets de 2024 et de 2026 ou le fait de ne pas maintenir une telle notation pourrait avoir un effet défavorable sur le cours ou la valeur de marché des billets de 2024 et de 2026 ainsi que sur leur liquidité, ce qui, en outre, rendrait probablement plus difficile ou plus coûteux pour la Société d'obtenir du financement additionnel pour rembourser ses dettes futures.

Risque opérationnel

Le risque opérationnel, inhérent à toute activité commerciale, est le risque de perte découlant d'événements externes, du comportement humain (dont les erreurs et les fraudes, le non-respect des politiques et procédures prescrites ou d'autres comportements inappropriés) ou l'insuffisance ou la défaillance de processus, de procédures ou de contrôles. Il peut s'ensuivre des pertes financières, une perte de notoriété, l'affaiblissement de la position concurrentielle ou des sanctions civiles et réglementaires. Bien qu'il soit impossible d'éliminer les risques opérationnels, la Société prend des mesures raisonnables pour atténuer ces risques, par la mise en place d'un système de surveillance, de politiques, de procédures et de contrôles internes.

Dépendance à l'égard du personnel clé

L'embauche et le maintien en poste des meilleurs employés sont l'un des principaux facteurs limitants de la performance et des plans d'expansion de la Société. Ces dernières années, la Société a solidifié ses capacités d'embauche et ses programmes de formation.

La Société dépend tout particulièrement des aptitudes, expériences et efforts de son équipe de haute direction et autres employés clés. La perte de ces personnes, si elles ne sont pas remplacées adéquatement, pourrait avoir une incidence défavorable importante sur les affaires et activités de la Société.

Du fait de sa stratégie de croissance et du taux de roulement relativement élevé de son personnel dans les magasins et succursales, la Société a besoin d'un nombre croissant de gérants qualifiés et d'autres employés dans ses magasins ou succursales pour réussir à exploiter son réseau grandissant de magasins et de succursales. La concurrence est forte pour cette catégorie d'employés et rien ne garantit que la Société réussira à attirer et à garder le personnel dont elle a besoin. Si la Société n'est pas en mesure d'attirer et de maintenir en poste des employés qualifiés ou que ses coûts pour ce faire augmentent drastiquement, ses activités seront sérieusement atteintes.

Risque lié aux services externalisés

La Société externalise certaines fonctions commerciales à des fournisseurs tiers, ce qui a pour effet de complexifier ses activités et de réduire son contrôle. La Société se fie aux fournisseurs pour fournir un service et un soutien de grande qualité, ce qui l'expose aux risques associés à une prestation de service inadéquate ou tardive. En outre, si ces ententes d'externalisation ne devaient pas être renouvelées ou étaient résiliées, ou s'il y avait interruption des services fournis, la Société serait dans l'obligation d'obtenir ces services auprès d'autres fournisseurs. La Société pourrait être dans l'incapacité de remplacer ces fournisseurs ou ne pas y arriver rapidement, et il existe un risque qu'elle ne puisse pas conclure une entente similaire avec un autre fournisseur promptement ou selon des modalités qu'elle considère comme favorables. À long terme, la Société pourrait externaliser d'autres fonctions commerciales. Si l'un de ces risques ou tout autre risque lié aux services externalisés devait s'avérer, la situation financière, la liquidité et les résultats d'exploitation de la Société pourraient en souffrir.

Risque de fraude

Les erreurs commises par des employés et l'inconduite d'employés ou de clients pourraient entraîner des pertes financières pour la Société ou des sanctions réglementaires et une grave atteinte à la réputation de la Société. L'inconduite de ses employés peut représenter le fait de dissimuler des activités non autorisées, de se livrer à des activités inappropriées ou non autorisées pour le compte de clients ou d'utiliser de façon abusive des renseignements confidentiels. Il n'est pas toujours possible de prévenir les erreurs commises par des employés ou la conduite répréhensible d'employés, et les précautions que la Société prend pour les prévenir et les détecter pourraient ne pas s'avérer efficace dans tous les cas. Les erreurs commises par des employés pourraient aussi exposer la Société à des réclamations financières pour négligence.

Si les contrôles internes de la Société ne permettent pas de prévenir ou de détecter ces cas, ou advenant qu'une perte qui en résulte ne soit pas assurée, soit supérieure aux limites de l'assurance applicable ou si la couverture d'assurance était refusée ou n'était pas disponible, les activités, la situation financière et les résultats d'exploitation de la Société pourraient subir une incidence négative importante.

Risque lié aux technologies

La Société dépend du bon fonctionnement continu de ses ordinateurs, de son accès à Internet et de ses systèmes de traitement de données. Une panne de ces systèmes pourrait interrompre les activités ou nuire considérablement à la capacité de la Société à conclure une nouvelle opération de prêt ou de location et de gérer ou de recouvrer ses comptes clients. Bien que la Société se soit dotée de programmes complets de sécurité informatique et de reprise après sinistre, une telle panne, en supposant qu'elle dure, nuirait considérablement à la situation financière, à la liquidité et aux résultats d'exploitation de la Société.

Brèche de sécurité

Les activités de la Société reposent grandement sur le traitement, le stockage et la transmission sécurisés de données confidentielles et sensibles de ses clients et d'autres informations à partir de son réseau informatique. Les autres risques comprennent le recours par la Société à des fournisseurs tiers qui ont accès à son réseau, ce qui peut accroître le risque d'une brèche de sécurité. Les intrusions de tiers ou des niveaux inadéquats d'expertise en sécurité informatique et de mesures de cyberprotection peuvent exposer la Société, directement ou indirectement, à des brèches de sécurité.

Une brèche, un accès non autorisé, un virus informatique ou toute autre forme d'attaque touchant la sécurité de l'information de la Société peuvent avoir pour conséquence la compromission des données confidentielles ou sensibles des clients ou des employés, la destruction ou l'altération de données, l'atteinte à la réputation de la Société qui aurait pour effet de diminuer la confiance des clients et des investisseurs et la perturbation de la gestion des relations avec les clients ou l'incapacité de monter, de traiter et de gérer des portefeuilles de prêt ou de location, ce qui nuirait considérablement à la situation financière, à la liquidité et aux résultats d'exploitation de la Société.

Pour atténuer le risque de brèche de sécurité, la Société évalue régulièrement son exposition à ce type de risque, s'est dotée d'un plan de reprise après sinistre et a mis en place des contrôles raisonnables à l'égard des accès non autorisés. La chaîne de magasins, les bureaux administratifs et le siège social, y compris les fonctions centralisées, prennent des mesures raisonnables pour protéger leurs systèmes d'information (notamment contre les cyberattaques). Le chef de l'information de la Société supervise la sécurité de l'information. Toutefois, une cyberattaque ou une brèche de sécurité pourraient nuire considérablement à la situation financière, à la liquidité et aux résultats d'exploitation de la Société.

Règlements sur la protection de la vie privée, la sécurité de l'information et la protection des données

La Société est assujettie à plusieurs lois sur la protection de la vie privée et la sécurité de l'information prend des mesures raisonnables pour s'assurer de s'y conformer. Les législateurs et organismes de réglementation adoptent de plus en plus de nouvelles lois sur la protection de la vie privée et la sécurité de l'information, ce qui peut faire augmenter le coût de conformité de la Société. Bien que la Société ait pris des mesures raisonnables pour protéger ses données et celles de ses clients, une intrusion dans les systèmes d'information de la Société pourrait nuire à la réputation de celle-ci et donne lieu à des amendes ou à des sanctions des autorités gouvernementales ou organismes de réglementation.

Processus et procédures de gestion des risques

La Société a mis sur pied un comité de supervision des risques et établi des procédures et des processus réguliers et continus pour repérer, mesurer, surveiller et atténuer les risques importants auxquels elle est exposée. Toutefois, si ces risques ne sont pas relevés ou ne sont pas réglés rapidement ou de façon adéquate par la direction, la Société pourrait en subir les conséquences.

Risque lié à la conformité

Contrôles internes à l'égard de l'information financière

La conception efficace de contrôles internes à l'égard de l'information financière est essentielle pour permettre à la Société de prévenir et de détecter les fraudes et erreurs importantes pouvant survenir. La Société est également tenue de respecter les obligations d'attestation de l'Annexe 52-109A2, Attestation des documents intermédiaires et de l'Annexe 52-109A1, Attestation des documents annuels, de la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario, en vertu desquelles le chef de la direction et le chef des finances de la Société doivent produire chaque trimestre et chaque exercice une attestation de conformité. La Société et les membres de sa direction ont pris des mesures raisonnables pour s'assurer que des contrôles internes adéquats à l'égard de l'information financière sont en place. Toutefois, le risque subsiste qu'une fraude ou une erreur importante ne soit pas détectée et qu'une telle fraude ou erreur importante nuise à la Société.

Réglementation gouvernementale et conformité

La Société prend des mesures raisonnables pour s'assurer de se conformer aux lois constitutives, aux règlements et aux politiques réglementaires. Le non-respect de ces lois, règlements ou politiques réglementaires pourrait donner lieu à des sanctions, des amendes ou d'autres formes de règlement qui pourraient nuire tant aux bénéfices de la Société qu'à sa réputation. La modification de lois, de règlements ou de politiques réglementaires pourrait également avoir des répercussions sur la rentabilité des activités de location de marchandises et de prêt à la consommation de la Société, dont la capacité de vendre des produits accessoires ou d'en fixer le prix, ce qui pourrait avoir une incidence défavorable importante sur la Société.

L'article 347 du Code criminel interdit l'imposition d'un taux d'intérêt annuel effectif supérieur à 60 % pour une convention ou une entente visant du capital prêté. La Société croit qu'easyfinancière est assujettie à l'article 347 du Code criminel et elle surveille étroitement tout changement législatif à cet égard. L'application d'exigences en matière de capital supplémentaire ou une diminution du plafond des coûts d'emprunt pourraient avoir une incidence défavorable importante sur la situation financière, la liquidité et les résultats d'exploitation de la Société. À l'heure actuelle, d'autres réglementations provinciales aux prêts portant intérêt à des taux élevés ont été adoptées, mais elles n'ont eu aucune incidence importante sur les activités de la Société.

Bien que la direction de la Société soit d'avis que les activités de location de marchandises ne comportent pas d'octroi de crédit, il pourrait toutefois être établi que certains aspects des activités de location de marchandises d'easyhome sont assujettis au Code criminel. La Société a mis en œuvre des mesures pour garantir que l'ensemble des frais en tout genre prévus par ses contrats de location de marchandises n'est pas supérieur au taux d'intérêt maximal permis par la loi. Si des aspects des activités d'easyhome sont assujettis au Code criminel et si la Société ne s'est pas conformée à ces exigences, la Société pourrait être visée par 1) des actions civiles pour annulation de contrat, pour remise d'une partie ou de la totalité des paiements effectués par des clients et pour dommages-intérêts et 2) une poursuite criminelle pour violation du Code criminel, dont l'issue pourrait avoir un effet défavorable important sur la Société.

De nombreuses lois sur la protection des consommateurs et les règlements connexes imposent des obligations importantes aux prêteurs offrant du crédit à la consommation, notamment dans les secteurs de la location et des prêts. De plus, des lois fédérales et provinciales prescrivent des restrictions à l'égard des transactions avec des consommateurs et exigent que le coût d'emprunt et d'autres éléments soient précisés au contrat. Ces textes prévoient des obligations juridiques particulières pour les créanciers qui y contreviennent.

Les activités d'easyfinancière en Saskatchewan sont assujetties aux exigences minimales de fonds propres. Sinon, la Société exerce actuellement ses activités dans un environnement non réglementé en ce qui concerne les niveaux de fonds propres exigés.

Normes comptables

De temps à autre, la Société pourrait être soumise à des changements de normes comptables publiées par les organismes de normalisation comptable, lesquels pourraient avoir une incidence sur les états financiers consolidés de la Société et réduire la rentabilité présentée.

Risque juridique et risque d'atteinte à la réputation

Risque d'atteinte à la réputation

La réputation de la Société est très importante afin d'attirer de nouveaux clients vers sa plateforme, de s'assurer que les clients existants empruntent à nouveau auprès de la Société, d'embaucher les meilleurs employés sur le marché et d'obtenir du financement afin de favoriser la croissance de ses activités. Bien que la Société croie qu'elle a une bonne réputation et qu'elle offre une expérience client supérieure aux autres entreprises, il n'y a aucune garantie que la Société pourra conserver une bonne relation avec ses clients ou éviter toute mauvaise publicité.

Au cours des dernières années, les groupes de défense des droits des consommateurs et certains reportages ont réclamé que des mesures gouvernementales soient mises en œuvre afin d'interdire les prêts à la consommation octroyés par des sociétés autres que les banques ou d'imposer d'importantes restrictions à leur égard, sans établir une distinction adéquate entre les prêts sur salaire et les prêts à risque. Les groupes et les reportages en question portent généralement leur attention sur le taux annuel exigé pour ce type de prêt à la consommation, lequel se compare défavorablement au taux d'intérêt accordé par les banques aux clients ayant un historique de crédit de première qualité. Les frais de financement que la Société exige pourraient attirer l'attention des médias sur le secteur et être sujets à controverse. L'acceptation par les clients des taux d'intérêt que la Société impose sur ses prêts à la consommation pourrait avoir une incidence sur le taux de croissance futur. En outre, si les descriptions négatives de ces types de prêts devaient être reconnues par les législateurs et les organismes de réglementation, la Société pourrait être assujettie à des dispositions législatives ou réglementaires plus contraignantes qui s'appliqueraient aux produits de prêts à la consommation, ce qui pourrait avoir une incidence négative importante sur les activités, les perspectives, les résultats d'exploitation, la situation financière ou les flux de trésorerie de la Société.

La capacité de la Société à attirer des clients et à les fidéliser est étroitement liée aux perceptions du public quant au niveau de ses services, de sa fiabilité, de ses pratiques commerciales, de sa situation financière et d'autres qualités fondées sur la subjectivité. Les perceptions ou publicités négatives à l'égard de la Société, même si elles se rapportent à des événements apparemment isolés ou même à des pratiques qui ne sont pas propres aux prêts à court terme, comme le recouvrement des dettes, pourraient ébranler la confiance et porter atteinte à la réputation de la Société auprès des clients existants ou potentiels, ce qui pourrait compliquer la recherche de nouveaux clients et la fidélisation des clients existants, faire chuter abruptement la demande pour les produits de la Société, accroître la surveillance exercée par les organismes de réglementation et nuire aux activités, aux perspectives, aux résultats d'exploitation, à la situation financière, à la capacité de mobiliser des capitaux de croissance ou de générer des flux de trésorerie de la Société.

Litiges

De temps à autre et dans le cours normal des activités, la Société peut être impliquée dans des litiges importants ou soumis à des mesures réglementaires. Rien ne peut garantir que les litiges ou les mesures réglementaires dans lesquels la Société pourrait être impliquée n'auront pas d'effet défavorable sur ses activités, sa situation financière et ses résultats d'exploitation. Les poursuites ou mesures réglementaires pourraient obliger la Société à engager des dépenses importantes, générer de la mauvaise publicité et compromettre de façon importante les activités de la Société, l'obliger à cesser ses activités commerciales dans un ou plusieurs territoires ou l'obliger à retirer un ou plusieurs produits de son offre.

De plus, la Société est susceptible de faire l'objet d'autres litiges l'opposant aux organismes de réglementation et de recevoir d'autres communications de ceux-ci dans l'avenir. Un jugement ou un règlement défavorable d'un litige en cours ou futur ou des mesures réglementaires entreprises contre la Société ou un autre prêteur pourraient obliger la Société à rembourser des frais ou des intérêts perçus, à renoncer au montant en principal de prêts ou à verser de multiples dommages-intérêts, à payer des sanctions pécuniaires ou à modifier ou à cesser ses activités dans des territoires en particulier. La défense contre toute poursuite ou mesure réglementaire, même si elle s'avérait un succès, pourrait exiger que la direction de la Société y consacre beaucoup de temps et une bonne partie de son attention et que la Société engage des montants importants en honoraires juridiques et autres coûts connexes.

Volatilité possible du cours des actions

Le cours de marché des actions ordinaires, comme pour bien d'autres sociétés canadiennes (et étrangères), a beaucoup fluctué en raison de nombreux facteurs, dont les variations importantes de l'accès au crédit à l'échelle mondiale, les variations de la performance macroéconomique découlant de la volatilité des prix du pétrole et des désastres naturels imprévus, les inquiétudes à l'égard de l'économie mondiale et de la possibilité d'une récession, les chocs économiques, comme la pandémie mondiale qui sévit en raison de la COVID-19 et le déclin en 2015 des prix du pétrole et leur incidence sur l'économie canadienne, ainsi que les variations des résultats financiers annuels et trimestriels de la Société, le moment des annonces d'acquisitions ou de transactions importantes par la Société et ses concurrents, ou d'autres conditions économiques, en général ou dans le secteur en particulier, la modification de lois et de règlements applicables, etc. En outre, à l'occasion, des fluctuations importantes des volumes et des cours secouent les marchés boursiers et peuvent se répercuter sur le cours du marché des actions ordinaires pour des motifs qui n'ont rien à voir avec la performance de la Société. On ne peut prévoir l'effet, le cas échéant, que les ventes futures d'actions ordinaires ou que la disponibilité d'actions à des fins de ventes futures (notamment des actions pouvant être émises à l'exercice d'options sur actions) auront sur le cours du marché des actions ordinaires à un moment ou à un autre. Les ventes de volumes importants de ces actions ou le fait que l'on croit que pareilles ventes pourraient être effectuées pourraient nuire au cours du marché des actions ordinaires. Des variations importantes du cours des actions pourraient nuire à la capacité de la Société de mobiliser du capital de croissance par un placement de titres de capitaux propres sans diluer considérablement la part actuelle des actionnaires.

Risque d'assurance

Les polices d'assurance de la Société peuvent ne pas couvrir de façon exhaustive tous les risques et toutes les responsabilités, étant donné qu'une couverture suffisante peut ne pas être disponible (ou ne pas couvrir adéquatement toutes les pertes), ou la Société peut choisir de ne pas s'assurer contre certains risques. Elle peut choisir de ne pas le faire, par exemple, lorsqu'elle juge que les primes applicables sont excessives par rapport aux risques et aux avantages perçus qui pourraient survenir. Par conséquent, la Société peut être tenue responsable de réclamations importantes au-delà de ses limites de couverture d'assurance qui pourraient avoir une incidence négative importante sur son rendement financier et sur sa réputation. En outre, toute réclamation importante dans le cadre de telles polices peut entraîner une augmentation des primes lors du renouvellement et/ou des exclusions supplémentaires aux conditions des futures polices. Si l'assurance (y compris la cyberassurance) n'est pas disponible pour couvrir une réclamation ou si le montant d'une réclamation dépasse les limites de la police, la Société sera exposée aux répercussions financières que l'événement pourrait avoir, ce qui pourrait avoir une incidence négative sur l'entreprise, le rendement financier et les activités de la Société.

Estimations comptables critiques

La préparation d'états financiers consolidés exige de la direction qu'elle fasse des estimations et qu'elle pose des hypothèses ayant une incidence sur les montants présentés à l'égard des actifs et des passifs à la date des états financiers consolidés et sur les montants présentés à l'égard des produits et des charges de l'exercice. Les montants réels pourraient différer de ces estimations.

Des modifications importantes apportées aux hypothèses, y compris celles qui se rapportent aux plans d'affaires futurs et aux flux de trésorerie, pourraient entraîner des changements importants aux montants présentés.

Les estimations comptables critiques de la Société sont présentées dans les notes aux états financiers consolidés de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2021.

Changements de méthodes comptables et informations à fournir

a) Nouvelles normes, interprétations et modifications adoptées par la Société

Aucune nouvelle norme, interprétation ou modification n'a eu d'incidence importante sur les états financiers consolidés de la Société. La Société n'a pas adopté de façon anticipée des normes, interprétations ou modifications publiées, mais pas encore entrées en vigueur.

b) Normes publiées, mais non encore entrées en vigueur

Aucune nouvelle norme publiée, mais pas encore entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2021, n'a eu d'incidence importante sur les états financiers consolidés de la Société.

Contrôles internes

Contrôles et procédures de communication de l'information

Les contrôles et les procédures de communication de l'information (« CPCI ») sont conçus pour fournir l'assurance raisonnable que l'information que la Société doit présenter dans les rapports déposés ou transmis auprès des divers organismes de réglementation des valeurs mobilières est enregistrée, traitée, condensée et présentée dans les délais prescrits par la législation canadienne en valeurs mobilières applicables, notamment les contrôles et les procédures conçus pour garantir que l'information devant être présentée par la Société dans ses documents ou autres rapports est rassemblée puis communiquée à la direction de la Société, y compris le chef de la direction et le chef des finances, afin que les décisions soient prises en temps opportun concernant la communication de l'information.

La direction de la Société, sous la surveillance et avec la collaboration du chef de la direction et du chef des finances, a conçu et a évalué les CPCI de la Société, conformément au *Règlement 52-109 sur l'attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs*. Selon cette évaluation, le chef de la direction et le chef des finances ont conclu que la conception du système de contrôles et de procédures de communication de l'information de la Société était efficace au 31 décembre 2021.

Contrôle interne à l'égard de l'information financière

Le contrôle interne à l'égard de l'information financière (« CIIF ») est le processus conçu par la haute direction, ou sous leur supervision, et mis en œuvre par le conseil d'administration, la direction ou d'autres membres du personnel pour fournir l'assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers consolidés ont été établis conformément aux IFRS.

Le CIIF de la Société comprend des politiques et des procédures qui :

- i) ont trait à la tenue de dossiers décrivant avec exactitude et fidélité, et de manière raisonnablement détaillée, les opérations et les cessions d'actifs de la Société;
- ii) fournissent une assurance raisonnable que les opérations sont enregistrées comme il se doit pour permettre la préparation d'états financiers consolidés conformément aux IFRS et que les encaissements et décaissements de la Société ne sont faits qu'avec l'autorisation de la direction et des administrateurs de la Société;

- iii) fournissent l'assurance raisonnable que des mesures sont prises pour prévenir et déceler en temps opportun l'acquisition, l'utilisation ou la cession non autorisée d'actifs de la Société qui pourraient avoir une incidence importante sur les états financiers consolidés de la Société.

Il incombe à la direction d'établir et de maintenir un CIIF et de concevoir ces contrôles de manière à viser l'atteinte des objectifs de ces contrôles internes. La direction utilise le cadre de contrôle Internal Control – Integrated Framework (2013) pour évaluer l'efficacité du CIIF, qui est un cadre de contrôle reconnu et convenable publié par le Committee of Sponsoring Organizations de la Treadway Commission.

Lors de la conception et de l'évaluation de tels contrôles, il y a lieu de noter qu'en raison des limites inhérentes, les contrôles, peu importe la manière dont ils sont conçus et mis en œuvre, ne procurent qu'une assurance raisonnable et ne peuvent détecter toutes les anomalies en raison notamment des erreurs ou de la fraude. De plus, toute projection du résultat d'une évaluation de l'efficacité du contrôle interne sur des périodes futures est exposée au risque que les contrôles deviennent inadéquats en raison de changements de situation ou d'une détérioration du niveau de respect des politiques ou des procédures.

Changements apportés au CIIF en 2021

La direction de la Société a limité l'étendue de la conception des CPCI et du CIIF au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2021 afin d'exclure les contrôles, politiques et procédures de l'entreprise qu'elle a acquise au plus tôt 365 jours avant la date de clôture de l'exercice visé par la déclaration de fin d'exercice. Le sommaire des informations financières de l'entreprise acquise a été consolidé dans les états financiers consolidés de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2021.

Évaluation du CIIF au 31 décembre 2021

Au 31 décembre 2021, sous la direction et la supervision du chef de la direction et du chef des finances, la Société a évalué l'efficacité de son CIIF, exclusion faite des contrôles, politiques et procédures de l'entreprise nouvellement acquise. L'évaluation comprend un examen des principaux contrôles, des tests et une évaluation des résultats de ces tests. Selon cette évaluation, le chef de la direction et le chef des finances ont conclu que la conception et le fonctionnement du CIIF de la Société étaient efficaces au 31 décembre 2021.